



Assemblée générale

Distr. générale
9 décembre 2011
Français
Original : anglais

Soixante-sixième session

Point 159 de l'ordre du jour

Financement de la Mission des Nations Unies au Libéria

Exécution du budget de la Mission des Nations Unies au Libéria pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2010 au 30 juin 2011

Rapport du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	4
II. Exécution du mandat	4
A. Considérations générales	4
B. Utilisation des crédits	5
C. Activités d'appui de la mission	9
D. Coopération entre missions de la région	9
E. Partenariats, coordination avec les équipes de pays et missions intégrées	10
F. Cadres de budgétisation axée sur les résultats	10
III. Exécution du budget	70
A. Ressources financières	70
B. Récapitulatif des réaffectations de ressources	71
C. Évolution des dépenses mensuelles	72
D. Autres recettes et ajustements	72
E. Dépenses relatives au matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome	73
IV. Analyse des écarts	73
V. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre	79



Résumé

La corrélation entre les dépenses de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2010 au 30 juin 2011 et l'objectif de la Mission des Nations Unies au Libéria est mise en évidence dans des tableaux de budgétisation axée sur les résultats, qui sont organisés par composante (secteur de la sécurité, consolidation de la paix, état de droit et appui).

Exécution du budget

(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1^{er} juillet 2010 au 30 juin 2011.)

Catégorie	Montant alloué	Dépenses	Écarts	
			Montant	Pourcentage
Militaires et personnel de police	238 913,3	233 083,5	5 829,8	2,4
Personnel civil	123 796,6	111 379,3	12 417,3	10,0
Dépenses opérationnelles	161 290,1	167 745,4	(6 455,3)	(4,0)
Montant brut	524 000,0	512 208,2	11 791,8	2,3
Recettes provenant des contributions du personnel	12 805,2	12 114,2	691,0	5,4
Montant net	511 194,8	500 094,0	11 100,8	2,2
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	52,8	52,8	–	–
Total	524 052,8	512 261,0	11 791,8	2,3

Ressources humaines : occupation des postes

Catégorie	Postes approuvés ^a	Postes pourvus (moyenne)	Taux de vacance (pourcentage) ^b
Observateurs militaires	133	132	0,8
Contingents	7 969	7 881	1,1
Police des Nations Unies	498	467	6,2
Unités de police constituées	845	843	0,2
Personnel recruté sur le plan international	541	448	17,2
Personnel recruté sur le plan national	1 040	985	5,3
Volontaires des Nations Unies	237	215	9,3

Postes de temporaire^c

Personnel recruté sur le plan international	2	2	–
Personnel recruté sur le plan national	1	1	–
Personnel fourni par des gouvernements	32	28	12,5

^a Effectif autorisé le plus élevé.

^b Compte tenu du nombre de postes pourvus et du nombre de postes approuvés, mois par mois.

^c Financés à la rubrique Personnel temporaire (autre que pour les réunions).

Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre sont énoncées au chapitre V du présent rapport.

I. Introduction

1. Le budget de fonctionnement de la Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2010 au 30 juin 2011 (exercice 2010/11), présenté dans le rapport du Secrétaire général daté du 2 février 2010 (A/64/647), s'élevait à un montant brut de 536 049 600 dollars (montant net : 523 244 400 dollars), compte non tenu de contributions volontaires en nature budgétisées d'un montant de 52 800 dollars. Il couvrait le déploiement de 133 observateurs militaires, 8 069 membres des contingents, 1 375 policiers (498 membres de la Police des Nations Unies, 845 membres d'unités de police constituées et 32 spécialistes des questions pénitentiaires), 543 fonctionnaires recrutés sur le plan international (dont 2 occupant des emplois de temporaire) et 1 041 fonctionnaires recrutés sur le plan national (dont 59 administrateurs, et 1 agent des services généraux occupant un emploi de temporaire), et 237 Volontaires des Nations Unies. Au paragraphe 54 de son rapport (A/64/660/Add.9), le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a recommandé que l'Assemblée générale ouvre des crédits d'un montant brut de 529 760 000 dollars pour l'exercice 2010/11.

2. Par sa résolution 64/280, l'Assemblée générale a ouvert un crédit d'un montant brut de 524 millions de dollars (montant net : 511 194 800 dollars) afin de financer le fonctionnement de la Mission pour l'exercice 2010/11. Ce montant a été mis en recouvrement auprès des États Membres.

II. Exécution du mandat

A. Considérations générales

3. Le mandat de la MINUL a été défini par le Conseil de sécurité dans sa résolution 1509 (2003), puis prorogé dans des résolutions ultérieures du Conseil. Le mandat relatif à l'exercice considéré est énoncé dans les résolutions 1885 (2009) et 1938 (2010) du Conseil.

4. La Mission a pour mandat d'aider le Conseil de sécurité à atteindre l'objectif général consistant à faire progresser le processus de paix au Libéria.

5. Dans le cadre de cet objectif général, la Mission a contribué à un certain nombre de réalisations au cours de l'exercice, en exécutant les principaux produits présentés dans les tableaux ci-après par composante (secteur de la sécurité, consolidation de la paix, état de droit et appui).

6. On trouvera dans le présent rapport une évaluation des résultats de l'exercice 2010/11, effectuée sur la base des tableaux de budgétisation axée sur les résultats présentés dans le budget. En particulier, y sont mis en regard, d'une part, les indicateurs de succès effectifs – qui mesurent les progrès accomplis pendant l'exercice par rapport aux réalisations escomptées – et les indicateurs de succès prévus, et, d'autre part, les produits exécutés et les produits prévus.

B. Utilisation des crédits

7. En prévision du début du transfert aux autorités nationales de ses responsabilités en matière de sécurité, la Mission a continué d'aider le Gouvernement libérien à systématiser la réforme du secteur de la sécurité et à élaborer des plans stratégiques de perfectionnement des institutions publiques concernées. Elle a soutenu les mesures prises par le Gouvernement en vue d'asseoir l'autorité de l'État, en mettant en œuvre la stratégie de réduction de la pauvreté et en aidant à instaurer l'état de droit par le biais d'efforts continuels de renforcement des capacités et mécanismes dont disposent les institutions publiques.

8. Dans le cadre de la réforme du secteur de la sécurité, les Forces armées du Libéria ont achevé leur programme d'entraînement annuel pour 2010/11; elles ont notamment effectué deux manœuvres de bataillon sur le terrain, avec l'aide de la MINUL, en avril 2011. La nouvelle armée a également mené avec succès plusieurs opérations conjointes. Au mois de juin 2011, par exemple, en collaboration avec d'autres institutions du secteur de la sécurité, le Ministère de l'intérieur et la MINUL, elle a conduit à travers le pays des ressortissants ivoiriens soupçonnés d'être d'anciens combattants, jusqu'à un camp d'internement désigné. Toutefois, les forces armées nationales ne devraient pas être autonomes avant 2014, au plus tôt, compte tenu notamment d'un manque de matériel et du retard accusé dans l'approbation de la stratégie nationale de défense.

9. La MINUL a continué à soutenir le développement institutionnel de la Police nationale libérienne et du Bureau de l'immigration et de la naturalisation. Dans le cadre de la préparation de la transition et compte tenu de l'évolution des conditions de sécurité le long de la frontière, la Mission a aidé la Police nationale à redéfinir l'ordre de priorité des projets prévus dans son plan stratégique. Treize projets avaient été menés à bien à la fin de la période considérée et les 25 autres touchaient à leur fin. La loi libérienne sur la réforme de la sécurité et le renseignement, dont l'adoption a été retardée, a finalement été adoptée par le Parlement en août 2011. L'effectif visé de 500 fonctionnaires pour le Groupe d'action rapide de la Police nationale libérienne n'a pas été atteint, en raison de la décision de la direction de la police de maintenir l'effectif du Groupe à 335 et de réaffecter les ressources ainsi économisées à la reconstitution et à l'expansion du Groupe d'appui de la Police, qui fournit un appui armé flexible aux opérations de la Police nationale. L'effectif du Groupe d'appui était de 466 fonctionnaires au 30 juin 2011, et devrait atteindre le niveau jugé optimal, 1 000, à la fin de 2011. L'insécurité régnant le long de la frontière ivoirienne a constitué une excellente occasion de mettre à l'épreuve les capacités des organismes nationaux, et la Police nationale libérienne a démontré qu'elle était mieux à même qu'auparavant d'intervenir dans le cadre d'opérations complexes. Toutefois, les institutions du secteur de la sécurité ont besoin d'une aide bien plus importante de la part des bailleurs pour financer la formation, le matériel et le développement de leurs infrastructures et assurer leur efficacité opérationnelle dans la durée.

10. Le pilier consolidation de la paix était essentiellement axé sur l'appui à l'organisation du référendum et des élections présidentielle et législatives de 2011, et sur la coordination des opérations menées pour faire face à la crise née de l'afflux de réfugiés ivoiriens. Parallèlement, l'autorité de l'État a été renforcée dans une certaine mesure dans l'ensemble du pays, bien que diverses contraintes, notamment logistiques et budgétaires, aient continué de faire obstacle à la prestation de services

publics en dehors de Monrovia. Sauf dans les comtés du sud-est, difficiles d'accès, les responsables locaux ont été moins tributaires de la MINUL pour se déplacer et communiquer. Les salaires ont été versés plus rapidement et la présence des responsables ministériels a été renforcée. Néanmoins, d'importantes difficultés ont continué d'entraver la mise en place des comités directeurs du développement des comtés, chargés de la mise en œuvre de la stratégie de réduction de la pauvreté à l'échelle des comtés, à savoir : une participation irrégulière des autorités locales aux réunions de coordination, une communication insuffisante des informations, et un manque de mécanismes de suivi efficaces. Le taux de participation global a diminué au cours de la période considérée, les autorités locales ayant accordé la priorité au referendum et aux élections présidentielle et législatives de 2011. La Commission foncière, dotée d'un secrétariat et d'un budget défini, a débuté ses travaux au cours de la période considérée. La MINUL a soutenu et suivi les progrès réalisés dans la mise en œuvre du plan stratégique quinquennal de la Commission, qui porte spécifiquement sur le règlement extrajudiciaire des différends et la législation relative au droit foncier. Dans le domaine des ressources naturelles, la MINUL a continué d'assurer une assistance technique par le biais de consultations avec les parties prenantes, et surveillé la mise en œuvre de la mission d'examen du Processus de Kimberley de 2009 et l'application des recommandations du Groupe d'experts sur le Libéria (S/2009/640), ainsi que les mesures relatives à l'exportation de diamants prises par le Ministère des terres, des mines et de l'énergie. La MINUL a également aidé l'Office des forêts à rédiger et à valider des textes législatifs relatifs à la préservation des ressources sylvicoles et à la foresterie de proximité et commerciale; des consultations tenues à ce sujet ont notamment abouti à l'élaboration de règlements d'application de la *Community Rights Law*. Parallèlement, la Mission a continué de surveiller la mise en œuvre du Plan national d'action libérien sur la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité et le Gouvernement a achevé dans les délais prévus le rapport annuel rendant compte de ce travail.

11. Le nombre de jeunes touchés par la guerre participant aux programmes de relèvement proposés à l'échelon local était légèrement en deçà de l'objectif fixé en raison des contraintes budgétaires subies par un partenaire de mise en œuvre. Par ailleurs, le Gouvernement a pris les rênes d'un projet visant à créer des moyens de subsistance pour les jeunes extrêmement vulnérables qui avait été initialement financé par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), et en a modifié les paramètres, ce qui a retardé sa mise en œuvre. En outre, la priorité ayant été accordée à la gestion des répercussions humanitaires de la crise postélectorale en Côte d'Ivoire, le projet de plan national d'action pour la réduction des risques de catastrophe n'a pas été approuvé et aucune mesure conjointe n'a été prise pour assurer le suivi et l'évaluation des plans d'action des comtés dans ce domaine.

12. La Mission a apporté son concours à la Commission électorale nationale et aux parties prenantes nationales en prévision du referendum et des élections présidentielle et législatives de 2011. Elle a assuré une assistance logistique pour permettre la livraison du matériel nécessaire à la constitution des listes électorales dans des régions reculées au cours de la période d'inscription allant du 10 janvier au 12 février 2011 et aidé la Police nationale libérienne à élaborer un plan de sécurité et d'urgence intégré. Les organismes des Nations Unies ont également collaboré étroitement avec la Commission électorale nationale et d'autres partenaires aux fins

de renforcer la participation des femmes au processus électoral. Ils ont aussi utilisé davantage de leurs bons offices auprès des partis politiques et d'autres parties prenantes, insistant en particulier sur la nécessité de définir dans les meilleurs délais un cadre juridique électoral et de créer un climat propice au déroulement pacifique des élections. La Mission a également entrepris, en collaboration avec l'équipe électorale du PNUD et les autorités nationales, dont la Police nationale libérienne, des travaux de planification et de préparation du référendum et des élections nationales.

13. En ce qui concerne la composante état de droit, la Commission pour la réforme du droit a été officiellement établie dans la législation et a examiné certaines lois importantes, tandis que la MINUL a continué de dispenser des formations à la rédaction des textes de loi, à la gestion des dossiers et aux méthodes de recherche. La Mission a également assuré une assistance technique au Ministère de la justice et à l'appareil judiciaire, et dirigé l'Équipe spéciale sur la détention provisoire ainsi que ses sous-comités dans l'élaboration d'un calendrier de formation à intégrer au plan de travail de la Commission pour 2011. Elle a en outre contribué à organiser le premier d'une série d'ateliers sur la coordination entre la police et les procureurs. La MINUL a par ailleurs continué de collaborer étroitement avec l'Institut de formation judiciaire, en sa qualité de membre du Conseil d'administration et du Comité des programmes, et fourni un appui technique à l'élaboration d'un système de tenue des archives judiciaires et à la formation des magistrats et des greffiers à cet égard. Bien que la politique et la stratégie relatives aux non-juristes dans le système judiciaire n'aient pas été mises au point dans leur forme définitive, 61 magistrats non juristes ont obtenu leur diplôme à l'issue d'un programme de formation de magistrats professionnels proposé par l'Institut de formation judiciaire et attendent d'être affectés. En dépit de ces évolutions positives, de graves problèmes, notamment le manque de capacités humaines, l'insuffisance de l'infrastructure et la pénurie de matériel, ainsi que l'obsolescence des cadres juridiques et la dépendance envers les contributions des donateurs, continuent de ralentir les progrès dans le secteur de la justice. Ainsi, seuls des progrès limités ont été réalisés dans la mise au point des options envisageables pour l'harmonisation de la justice de droit écrit et de la justice traditionnelle, à la fois faute de fonds pour poursuivre les consultations et parce que la responsabilité de cette tâche a été confiée à une autre institution. La question est toutefois restée à l'ordre du jour du Gouvernement et les activités y relatives se sont poursuivies. La MINUL a également lancé un projet d'une durée d'un an, achevé en avril 2011, visant à suivre l'évolution des affaires de violence sexuelle au sein du système de justice pénale, afin de mieux soutenir l'action des autorités judiciaires nationales dans ce domaine.

14. Les établissements pénitentiaires ont continué de se heurter à l'insuffisance de leur infrastructure et au manque d'effectifs et de moyens. Les changements opérés à la tête du Bureau de l'administration pénitentiaire ont suscité un manque de continuité, marqué par une redéfinition des priorités fixées pour l'élaboration de quatre politiques nationales relatives à la préparation des interventions d'urgence et aux procédures de travail internes, et pour la mise en place d'un dispositif d'application du principe de responsabilité au sein du Bureau. La Commission nationale indépendante des droits de l'homme a été créée en octobre 2010, mais ses activités ont été limitées par un manque de ressources et des divisions internes. La MINUL et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme ont organisé, en novembre 2010, un atelier conjoint, auquel ont assisté des organismes

nationaux de défense des droits de l'homme de cinq pays africains. La MINUL a en outre continué d'aider le Gouvernement à se préparer à l'examen périodique universel, dans le cadre de son mandat en matière de renforcement des capacités, de suivi et de sensibilisation.

15. Un événement imprévu, la crise postélectorale en Côte d'Ivoire, a eu au Libéria des conséquences à la fois sur le plan humanitaire et en termes de sécurité, qui ont influé sur l'exécution du budget de la MINUL. Conformément aux résolutions 1609 (2005) et 1938 (2010) du Conseil de sécurité, la MINUL a fourni des renforts à l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) en transférant à titre temporaire 3 compagnies d'infanterie et 1 unité aérienne, dotée de 2 hélicoptères de transport militaires et de 3 hélicoptères armés et leurs équipages et personnels au sol, en application des résolutions 1951 (2010), 1962 (2010), 1967 (2011), 1968 (2011) et 1992 (2011) du Conseil.

16. Des ressources ont été réaffectées pour fournir des renforts aux patrouilles pédestres et aériennes, parallèlement à un redéploiement de soldats et agents de la Police des Nations Unies le long de la frontière est, où le Libéria jouxte la Côte d'Ivoire. La MINUL a en outre fourni un appui au Groupe d'action rapide de la Police nationale libérienne et aux opérations menées par les services de sécurité le long des frontières.

17. Le déploiement effectif de personnel était plus inégal pendant la période considérée qu'au cours de l'exercice 2009/10. Les taux de vacance ont été moins élevés pour le personnel militaire, en raison d'un chevauchement pendant la relève des observateurs militaires et de relèves des contingents moins fréquentes que prévu, mais plus élevés pour les policiers des Nations Unies, conséquence d'un plus faible taux de déploiement des effectifs de police. Le taux de vacance de postes de fonctionnaire recruté sur le plan international était inférieur à celui de l'année précédente, car la Mission s'est efforcée de pourvoir tous les postes pour disposer des effectifs nécessaires à l'exécution de son mandat, bien qu'il lui ait été difficile d'attirer des candidats qualifiés du fait de l'idée largement répandue selon laquelle elle était en phase de réduction de ses effectifs. En revanche, les taux de vacance de postes de fonctionnaire recruté sur le plan national et de Volontaires des Nations Unies étaient plus élevés que pour l'exercice 2009/10, compte tenu du faible taux de déploiement de ces catégories de personnel.

18. Les dépenses ont été globalement inférieures aux prévisions, notamment en raison d'une sous-utilisation de crédits à la rubrique Militaire et personnel de police. Les dépenses au titre des voyages occasionnés par la relève des contingents ont été moins importantes que prévu grâce à des tarifs avantageux pour les vols charter, et parce que les relèves ont été moins fréquentes que prévu. Le taux de déploiement d'officiers d'état-major basés au quartier général ayant été plus faible que prévu, les indemnités de subsistance s'en sont trouvées réduites. Les crédits alloués au remboursement de matériel lourd appartenant aux contingents n'ont pas tous été utilisés, pour cause de non-déploiement et d'indisponibilité du matériel. Les dépenses au titre des indemnités de subsistance et frais de voyage des policiers des Nations Unies ont aussi été inférieures au montant prévu compte tenu d'un taux de vacance de postes supérieur aux prévisions et de la prolongation des affectations au-delà de la période prévue de 12 mois, qui a entraîné une réduction de la fréquence des relèves. À la rubrique Personnel civil, la suppression de la prime de risque dans l'ensemble de la Mission à compter du 1^{er} septembre 2010 a aussi

entraîné une sous-utilisation de crédit. En revanche, les dépenses opérationnelles ont été supérieures aux prévisions, réduisant en partie le solde inutilisé. Cela s'explique par la hausse du prix des carburants et des pièces détachées sur le marché, par des frais de maintenance plus importants occasionnés par le vieillissement du parc de véhicules et du matériel de la Mission, et par des frais de location et de fonctionnement supplémentaires pour la flotte d'hélicoptères, la Mission ayant provisoirement loué deux appareils commerciaux afin de remplacer deux hélicoptères militaires temporairement mis à la disposition de l'ONUCI.

C. Activités d'appui de la Mission

19. Au cours de la crise postélectorale en Côte d'Ivoire, la Mission a fourni un appui essentiel à l'ONUCI sur le plan de la logistique et de la sécurité, comme l'y avait autorisé le Conseil de sécurité dans ses résolutions relatives à la question. La Mission a également apporté une aide humanitaire à environ 175 000 réfugiés, en Côte d'Ivoire et le long des frontières libériennes.

20. Parmi les opérations d'appui menées par la Mission figurent le rapatriement de la garde militaire assurant la sécurité du Tribunal spécial pour la Sierra Leone en mars 2011, le soutien aux travaux d'inscription sur les listes électorales libériennes de janvier à mars 2011, et l'acheminement par voies terrestre et aérienne de tous les approvisionnements, du fait de la poursuite du blocage d'un des ports par l'épave d'un navire naufragé. La Mission a en outre reçu de la Mission des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad (MINURCAT) d'importants moyens, notamment des véhicules, du matériel mécanique, des groupes électrogènes, des installations préfabriquées et des conteneurs.

D. Coopération entre missions de la région

21. La Mission a renforcé ses dispositifs de coopération avec l'ONUCI, en tenant davantage de réunions conjointes d'évaluation des conditions de sécurité, en intensifiant la coordination des patrouilles au sol et aériennes, et en systématisant l'échange d'informations. Conformément à différentes résolutions du Conseil de sécurité, la Mission a en outre détaché des soldats et du matériel à l'ONUCI, afin de renforcer la sécurité pendant les élections et la crise postélectorale en Côte d'Ivoire.

22. La Mission a également poursuivi sa coopération avec les gouvernements et entités de la région, afin d'assurer une cohérence dans les initiatives liées à des domaines d'intérêt commun, notamment celui de la sécurité, avec par exemple des patrouilles conjointes avec des responsables de la sécurité guinéens et sierra-léonais. La Mission a engagé des échanges avec les parties prenantes de l'Union du fleuve Mano (la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Libéria, la Sierra Leone, le Groupe de contact international pour le bassin du Mano et les équipes de pays des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Libéria et la Sierra Leone) sur différentes questions, comme la coopération en matière de sécurité transfrontières et le renforcement global des partenariats de l'Union du fleuve Mano. La Mission a en outre fourni un appui en matière de transport aérien à l'ONUCI, à la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL), à la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) et à la MINURCAT pour la relève de contingents.

E. Partenariats, coordination avec les équipes de pays et missions intégrées

23. La Mission et l'équipe de pays ont réalisé de nouvelles avancées vers l'intégration de leurs activités et l'application du principe d'unité d'action des Nations Unies sous une seule direction, dont la mise en œuvre au Libéria a été annoncée en octobre 2010. Le Gouvernement libérien (Ministère de la planification et des affaires économiques) et l'ONU (Représentant spécial adjoint du Secrétaire général pour le relèvement et la gouvernance, et Coordonnateur de l'action humanitaire) ont cosigné un plan d'action, composé d'un document de réflexion et d'un plan d'exécution indiquant la voie à suivre, dans le respect des grandes orientations et des processus de développement établis par le Gouvernement libérien. Un comité directeur conjoint, composé de 4 représentants du Gouvernement, 4 représentants de l'ONU et 3 représentants de la communauté des donateurs, a été mis en place pour piloter ce travail. Dans le même temps, la Mission a continué à organiser la coordination générale de l'action des organismes des Nations Unies par l'intermédiaire du Bureau du Représentant spécial adjoint, grâce à divers mécanismes, notamment une réunion bihebdomadaire des équipes de pays, une réunion hebdomadaire du Comité d'action humanitaire et des réunions ponctuelles de l'équipe de pays humanitaire, au cours desquelles sont examinées des questions administratives et opérationnelles aussi bien que de fond. La Mission a participé, directement et en fournissant un appui, à des programmes conjoints dans les domaines des violences sexuelles et sexistes, de l'emploi et de l'autonomisation des jeunes, ainsi que de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Au sein des équipes d'appui aux comtés, elle a pris part à la mise en œuvre de projets à effet rapide. Le Représentant spécial du Secrétaire général a présidé des réunions bihebdomadaires d'un groupe de planification stratégique réunissant les responsables de la Mission et ceux des différents organismes représentés dans l'équipe de pays.

24. La Mission a en outre poursuivi sa coordination et sa collaboration avec l'équipe de pays des Nations Unies, notamment par l'intermédiaire du Comité pour la reconstruction et le développement du Libéria une enceinte de décision de haut niveau présidée par la Présidente de la République qui réunit le Gouvernement, l'ONU et d'autres acteurs participant à la mise en œuvre de la stratégie de réduction de la pauvreté. Parallèlement, la Mission a continué à apporter une assistance technique au Gouvernement dans sa planification de la nouvelle stratégie de réduction de la pauvreté (stratégie II), qui s'inscrit dans le cadre du programme national de planification du développement intitulé National Vision Liberia 2030.

25. Ces mécanismes de coordination ont aidé à la mise en commun efficace des ressources et au partage de l'information, essentiels à l'application du mandat de la Mission, et ont facilité la cohérence et les progrès dans l'application du principe d'unité d'action des Nations Unies.

F. Cadres de budgétisation axée sur les résultats

Composante 1 : secteur de la sécurité

26. Comme le montrent les tableaux ci-dessous, conformément à ses objectifs de transition, la MINUL a mis l'accent sur la formation, la réforme et la restructuration de la Police nationale libérienne et des autres institutions nationales chargées de la

sécurité, notamment en offrant des conseils techniques et son parrainage pour la planification et le déroulement des élections et d'autres manifestations liées aux élections. Elle a continué d'aider le Gouvernement à mettre en œuvre la réforme du secteur de la sécurité, notamment la loi sur les services de renseignement et la réforme du secteur de la sécurité au Libéria (qui a été soumise au corps législatif en juin 2011 pour approbation), ainsi que la stratégie de défense nationale. La Mission a aussi assisté la Police nationale libérienne et d'autres organes de sécurité dans la mise en œuvre de leurs plans stratégiques en réévaluant leurs priorités et en faisant le bilan des projets correspondants.

27. Par ailleurs, la Mission a continué, aux côtés de la Police nationale libérienne, de sensibiliser le public au respect de la primauté du droit, l'objectif étant d'accroître la confiance dans les forces de police. Elle a en outre proposé des programmes de formation sur l'égalité des sexes à la Police nationale libérienne et au Bureau de l'immigration et de la naturalisation, afin de veiller à la bonne application de la politique de la Police nationale en la matière, et d'assurer un suivi continu des activités s'y rapportant.

28. La composante 1 (secteur de la sécurité) de la Mission a aidé le Gouvernement à faire face aux problèmes de sécurité déclenchés par la crise postélectorale en Côte d'Ivoire. Ainsi, elle a intensifié ses patrouilles et sa présence le long de la frontière ivoirienne, et a renforcé sa surveillance en coopération avec l'ONUCI, à laquelle elle a fourni des renforts, redéployant temporairement trois compagnies d'infanterie et une compagnie d'aviation dotée de deux hélicoptères militaires de transport et de trois hélicoptères armés. La Mission a aussi rendu les routes de nouveau praticables et dégagé des sites pour y installer des camps de réfugiés afin d'aider le Gouvernement à gérer les difficultés d'ordre humanitaire engendrées par l'afflux de réfugiés ivoiriens au Libéria.

Réalisation escomptée 1.1 : Stabilité des conditions de sécurité au Libéria

Indicateurs de succès prévus

Indicateurs de succès effectifs

Aucune violation grave de l'accord de cessez-le-feu n'est constatée (2007/08 : 0; 2008/09 : 0; 2009/10 : 0; 2010/11 : 0) Objectif atteint

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>		<i>Observations</i>
398 580 jours-homme de patrouille pédestre et motorisée (12 soldats par patrouille x 7 bataillons x 13 patrouilles par jour x 365 jours), notamment au titre de la surveillance des frontières, de l'appui aux élections, des opérations de bouclage et de ratissage, du maintien de l'ordre public et du transport et de la protection de personnalités	536	550	L'augmentation du nombre de jours-homme de patrouille (en moyenne 14 soldats par patrouille x 7 bataillons x 15 patrouilles par jour x 365 jours) s'explique par le renfort qui a dû être déployé en réponse à la crise postélectorale en Côte d'Ivoire depuis février 2011, en particulier dans les comtés situés le long de la frontière, ainsi que par le soutien apporté dans le cadre du référendum et des élections présidentielle et législatives au Libéria.

175 200 jours-homme de garde de poste fixe (12 soldats par poste d'observation x 40 postes fixes x 365 jours) : contrôles routiers, infrastructure des élections, observation et ensemble des fonctions de garde fixe aux points d'entrée et de sortie des principaux ports ainsi que des aérodromes et des aires d'atterrissage pour hélicoptères, aux abords des principaux bâtiments publics, aux points de contrôle économique servant à la surveillance du respect des sanctions, aux points de passage de la frontière, et au niveau des ponts, carrefours et autres voies d'accès stratégiques	262 800	L'augmentation du nombre de jours-homme de garde de poste fixe (en moyenne 18 soldats par poste d'observation x 40 postes fixes x 365 jours) s'explique par le renfort qui a dû être déployé à l'appui du Gouvernement du Libéria et des institutions, fonds et programmes des Nations Unies en réponse à la crise postélectorale en Côte d'Ivoire, ainsi que par le placement temporaire de soldats aux points de passage aux frontières entre le Libéria et la Côte d'Ivoire.
20 020 jours-homme pour les observateurs militaires des Nations Unies (7 jours x 5 personnes (2 patrouilles de 2 observateurs militaires et 1 officier des opérations) x 52 semaines x 11 bases d'opérations) en vue de recueillir des informations, d'assurer la liaison avec les organismes et les organisations non gouvernementales et de fournir une assistance aux élections	28 028	L'augmentation du nombre de jours-homme pour les observateurs militaires des Nations Unies (en moyenne 7 observateurs x 7 jours x 52 semaines x 11 bases d'opérations) s'explique par le renfort qui a dû être déployé en réponse à la crise postélectorale en Côte d'Ivoire, ainsi que par le soutien opérationnel renforcé qu'il a fallu apporter dans le cadre du référendum et des élections présidentielles et législatives au Libéria.
3 048 heures de patrouilles aériennes effectuées par des hélicoptères Mi-8 (12) et Mi-24 (3) à raison de 254 heures de vol par mois au titre des activités suivantes: opérations de déploiement aérien et activités connexes, patrouilles de police des frontières, autres patrouilles, appui à la Police des Nations Unies, patrouilles effectuées par les observateurs militaires des Nations Unies et patrouilles au titre de l'appui aux élections à l'exclusion des vols liés à la logistique, aux évacuations sanitaires, au génie, aux transmissions et au transport de personnalités	2 211	Le nombre d'heures de patrouilles aériennes (Mi-8 : 1 549 heures + Mi-24 : 662 heures) effectif est inférieur aux prévisions car trois hélicoptères militaires Mi-24 ont été déployés à l'ONUCI dans le cadre de la coopération entre les missions, en réponse à la crise postélectorale en Côte d'Ivoire depuis mars 2011 – ces appareils n'ont donc pas pu être utilisés pour les opérations de la MINUL. Par ailleurs, les conditions météorologiques défavorables ont aussi fait baisser le nombre d'heures de patrouilles aériennes.
366 860 jours-homme au titre du génie de la force (1 411 ingénieurs militaires x 5 jours par semaine x 52 semaines), notamment de la fourniture d'un appui au Gouvernement libérien. Cet appui porte sur l'entretien des routes, la neutralisation des explosifs, les balayages techniques, l'appui à des travaux de génie, l'installation et la réparation de ponts, la réparation de buses, la production d'asphalte, la réparation et l'entretien des aires d'atterrissage et les tâches relevant de la coopération entre militaires et civils, y compris l'appui à la mise en place de l'infrastructure électorale.	395 252	L'augmentation du nombre de jours-homme au titre du génie de la force (en moyenne 1 382 ingénieurs militaires x 5,5 jours x 52 semaines) s'explique par le renfort qui a dû être déployé pour rendre les routes à nouveau praticables et dégager des sites pour y installer des camps de réfugiés, en réponse à l'afflux de réfugiés résultant de la crise postélectorale en Côte d'Ivoire, ainsi que par le soutien qu'il a fallu apporter dans le cadre du référendum et des élections présidentielle et législatives au Libéria.

91 250 jours-homme de présence militaire (250 soldats x 365 jours) aux fins de la protection du Tribunal spécial pour la Sierra Leone

Patrouilles conjointes aux frontières menées tous les mois avec la police chargée des frontières du Libéria et de la Sierra Leone, de la Côte d'Ivoire et de la Guinée, respectivement

27 600 La diminution du nombre de jours-homme de présence militaire (150 soldats x 184 jours) est due au rapatriement de la garde militaire au Tribunal spécial pour la Sierra Leone en mars 2011.

3 240 Le nombre de mois de patrouilles conjointes aux frontières (en moyenne 15 hommes x 18 patrouilles par mois x 12 mois) s'explique par le renfort qui a dû être déployé en réponse à la crise postélectorale en Côte d'Ivoire et par les problèmes de sécurité répétés le long de la frontière orientale du Libéria, ainsi que par l'intensification de la coopération avec la Côte d'Ivoire, la Sierra Leone et la Guinée.

Réalisation escomptée 1.2 : Progrès dans la réforme du secteur de la sécurité

Indicateurs de succès prévus

Les priorités de sécurité figurant à l'annexe E de la matrice d'exécution de la stratégie de sécurité nationale ont été entièrement respectées.

La législation relevant de la réforme de la sécurité en ce qui concerne les rôles et responsabilités dans le système de sécurité est appliquée.

La mise en œuvre de la stratégie de défense est entamée.

Les garde-côtes ont atteint leur capacité opérationnelle initiale en ce qui concerne les petits bateaux.

Indicateurs de succès effectifs

Objectif atteint.

La matrice d'exécution de la stratégie de sécurité nationale a été examinée régulièrement, à l'occasion de neuf réunions des responsables de la sécurité œuvrant dans le cadre de la stratégie de réduction de la pauvreté, et de six réunions du groupe de travail sur la réforme du secteur de la sécurité du plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement. La plupart des indicateurs clefs liés à la Police nationale du Libéria et au Bureau de l'immigration et de la naturalisation ont été mis en œuvre, mais la « pleine exécution » est un processus continu qui s'étendra au-delà de la durée de vie de la Mission. Le nouveau programme sur les secteurs de la justice et de la sécurité conçu par le Gouvernement et l'ONU, en cours d'élaboration, devrait remplacer l'annexe E. Son cadre logique tient compte des questions restées en suspens et des nouvelles priorités à prendre en considération.

La loi sur les services de renseignement et la réforme du secteur de la sécurité a été approuvée par le corps législatif en août 2011.

La stratégie et le plan d'action n'ont pas été approuvés par le Gouvernement.

Objectif atteint.

Au 30 juin 2011, les effectifs des garde-côtes libériens étaient de 50 personnes pour deux navires d'intervention. Ces navires ont mené diverses missions, notamment de recherche et de sauvetage, ainsi que des activités liées à la sécurité portuaire et au maintien de l'ordre.

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Fourniture de conseils dans le cadre des réunions mensuelles du Comité pour la reconstruction et le développement du Libéria, organe chargé des questions de sécurité au sein du Gouvernement, sur la poursuite du recrutement, de la formation et du déploiement des membres de l'armée libérienne, en collaboration avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Union africaine, la Commission européenne, le PNUD et les États Membres intéressés	12	Réunions ont été organisées, réparties comme suit : 9 réunions des responsables de la sécurité et 3 réunions du Comité pour la reconstruction et le développement du Libéria, auxquelles l'ONU et le Gouvernement ont participé.
Coordination et planification dans le cadre de réunions mensuelles du groupe de travail mixte Forces armées du Libéria-MINUL et de réunions trimestrielles du groupe directeur commun	Oui	
Formation, assurée conjointement par les Forces armées du Libéria et la MINUL, du premier et du second bataillon au niveau des compagnies; 4 patrouilles par semaine par les garde-côtes (2 sur le port et 2 sur la côte), réunions mensuelles avec les responsables de la sécurité (Gouvernement libérien, Représentant spécial du Secrétaire général et chef de la police) et des représentants de haut rang des ministères de la justice, de la défense, de l'intérieur et de la planification afin de poursuivre la planification stratégique des services de sécurité et de police	Oui	Les Forces armées du Libéria ont organisé des formations conjointes avec la MINUL (1 ^{er} et 2 ^e bataillons) en avril 2011. La Mission s'est chargée d'opérations de transport aérien et a fourni des conseils jusqu'au niveau des compagnies.
Fourniture de conseils dans le cadre de réunions mensuelles avec le Conseiller à la sécurité nationale, l'Office national de sécurité et le Ministre de la justice sur la mise en œuvre de mesures visant à adapter les mécanismes de sécurité compte tenu de la législation relative à la réforme de la sécurité	9	Réunions des responsables du pôle sécurité de la stratégie de réduction de la pauvreté ont été organisées.
Fourniture de conseils au Gouvernement libérien sur le fonctionnement du mécanisme des comités de sécurité des comtés	10	Réunions sur diverses questions liées à la législation, aux politiques, aux capacités et au déploiement ont été organisées.
	3	Conseils de sécurité de comté ont été établis à titre expérimental.

Réalisation escomptée 1.3 : Renforcement des capacités opérationnelles de la Police nationale libérienne et de ses capacités de maintien de l'ordre public

<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>
Les membres du Groupe d'intervention d'urgence de la Police nationale libérienne sont formés, équipés, déployés et opérationnels (2007/08 : 200; 2008/09 : 212; 2009/10 : 340; 2010/11 : 500).	Au 30 juin 2011, les effectifs du Groupe d'intervention d'urgence de la Police nationale libérienne étaient de 322 agents, dont 4 femmes.

	<p>En février 2010, l'Inspecteur général de la Police nationale libérienne a confirmé que les effectifs du Groupe d'intervention d'urgence ne dépasseraient pas 335 en raison d'une réorientation des priorités en faveur de la reconstruction et de l'expansion du Groupe d'appui à la police.</p>
<p>Le pourcentage total de femmes dans la Police nationale libérienne est maintenu à 20 % des effectifs autorisés (2006/07 : 6 %; 2007/08 : 15 %; 2008/09 : 12 %; 2009/10 : 14,7 %; 2010/11 : 20 %).</p>	<p>Au 30 juin 2011, la représentation des femmes au sein de la Police nationale libérienne s'établissait à 16,12 % de femmes formées et déployées (soit 672 femmes), sur un effectif total de 4 168 agents.</p>
	<p>Le taux de représentation des femmes a été plus faible en raison de l'augmentation des effectifs autorisés de la Police nationale libérienne. Parmi les nouvelles recrues, la proportion de femmes était en moyenne de 30 %.</p>
<p>Les projets prioritaires prévus dans le plan stratégique et le plan de développement de la Police nationale libérienne sont exécutés (2010/11 : 12).</p>	<p>Objectif atteint</p> <p>13 des projets prioritaires inclus dans le cadre de référence du plan stratégique de la Police nationale libérienne pour le suivi de l'exécution des projets ont été menés à bien.</p>
<p>La participation des membres de la Police nationale libérienne en service aux programmes de formation en cours d'emploi et de formation avancée est institutionnalisée (2006/07 : 240; 2007/08 : 640; 2008/09 : 800; 2009/10 : 1 727; 2010/11 : 800).</p>	<p>Objectif atteint</p> <p>Au total, 2 501 agents de la Police nationale libérienne, dont 410 femmes, ont reçu une formation en cours d'emploi, et 97 agents, dont 32 femmes, ont suivi une formation avancée à l'École nationale de formation de la police.</p>
	<p>L'augmentation du nombre d'agents formés est due au nombre plus important de cours proposés.</p>
<p>Le programme de sensibilisation à la problématique hommes-femmes destiné à la Police nationale libérienne et au Bureau de l'immigration et de la naturalisation est mis à jour (2010/11 : 1 programme de formation pour la Police nationale libérienne et 1 programme pour le Bureau de l'immigration et de la naturalisation).</p>	<p>Objectif atteint</p> <p>4 programmes de formation d'une semaine sur la problématique hommes-femmes ont été proposés à 70 agents de la Police nationale libérienne, dont 31 femmes. Les participants ont été formés pour devenir coordonnateurs sur les questions d'égalité des sexes, l'objectif étant d'assurer une mise en œuvre efficace de la politique de la Police nationale libérienne en la matière.</p>
	<p>Un atelier de formation sur la problématique hommes-femmes a été organisé à l'intention de 50 agents féminins du Bureau de l'immigration et de la naturalisation.</p>

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) :</i> <i>oui/non</i> <i>ou nombre</i> <i>Observations</i>
<p>Fourniture de services d'encadrement et de conseils techniques sur la prévention et la répression de la criminalité, dans le cadre de réunions, d'activités menées dans les mêmes locaux, de patrouilles</p>	<p>Oui Les membres de la Police nationale libérienne ont reçu des conseils et un appui dans le cadre de 8 313 patrouilles communes sur la prévention et la répression de la criminalité et</p>

communes avec des agents de la Police nationale libérienne et des superviseurs locaux, notamment aux membres de l'Unité d'appui de la police et du Groupe d'intervention d'urgence de la Police nationale libérienne sur les capacités d'intervention lors d'opérations tactiques et spéciales et de manifestations spéciales et en cas de troubles, d'émeute et d'incident grave.

Fourniture de services d'encadrement, de formation en cours d'emploi et de conseils techniques à la direction et à la division des opérations de la Police nationale libérienne en matière de planification préalable aux élections, de déploiement et d'appui opérationnel dans le cadre de manifestations précédant les élections et nécessitant une présence policière

Fourniture par les unités de police constituées d'un appui opérationnel, de conseils et de services d'encadrement dans le cadre de patrouilles communes, d'un renfort en cas d'incidents liés à des troubles, d'incidents tactiques et d'incidents graves, d'opérations dirigées par les services de renseignement criminel et de réunions de planification communes et d'exercices communs avec la Police nationale libérienne

Fourniture de services d'encadrement et de conseils techniques dans le cadre de réunions et d'activités quotidiennes menées dans des locaux communs avec les instructeurs de la Police nationale libérienne et les administrateurs de l'école de formation de la police afin d'institutionnaliser l'organisation annuelle d'une formation de base à l'intention de 300 nouvelles recrues à l'école de police et d'une formation opérationnelle et en cours d'emploi à l'intention de 800 agents travaillant dans les centres régionaux de formation de la Police nationale libérienne et les postes de police

163 interventions spéciales ou tactiques communes ont été menées avec l'appui des unités de police constituées

8 Ateliers et cours de formation en cours d'emploi ont été assurés à l'intention de 175 agents, dont 15 femmes, membres de la Police nationale libérienne, du Bureau de l'immigration et de la naturalisation, et du personnel de la Commission électorale nationale libérienne à l'École nationale de formation de la police.

62 Des agents de la Police des Nations Unies et représentants de la Commission électorale nationale libérienne, de la haute direction exécutive de la Police nationale libérienne, d'autres institutions de maintien de l'ordre, de l'équipe de la MINUL et du corps diplomatique ont assisté à 62 réunions.

2 920 Patrouilles conjointes

1 825 Activités quotidiennes ont été menées dans des locaux communs pour fournir un appui opérationnel, des conseils et des services d'encadrement à la Police nationale libérienne concernant les troubles, incidents tactiques et incidents graves, ainsi que les opérations dirigées par les services de renseignement criminel.

Oui Des conseils techniques et services de coordination ont été fournis dans le cadre de réunions à 91 instructeurs et agents administratifs de la Police nationale libérienne au sujet de la formation de base de 604 nouvelles recrues, et des activités quotidiennes menées dans des locaux communs ont été organisées à leur intention.

64 Sessions et ateliers de formation spécialisée en cours d'emploi sur divers thèmes ainsi que sur les fonctions d'encadrement ont été organisés à l'intention de 1 537 agents de la Police nationale libérienne, dont 128 femmes.

Fourniture de conseils techniques et coordination, dans le cadre d'échanges quotidiens et de réunions hebdomadaires et mensuelles avec les responsables de la Police nationale libérienne, le comité directeur du plan stratégique de la Police nationale libérienne, le PNUD et les partenaires de projet dans le cadre de l'exécution des projets prioritaires du plan stratégique (salle de contrôle de l'intervention d'urgence, renseignement, renforcement des enquêtes criminelles, criminalistique, pathologie légale, conservation des éléments de preuve, Unité d'appui à la police, quartier général de l'Unité d'intervention d'urgence, formation au commandement, budget et finances (véhicules, radios, réseaux informatiques et logistique de reprographie), ressources humaines, transversalisation de la problématique hommes-femmes, femmes, enfants et personnes vulnérables et Organisation internationale de police criminelle)

Fourniture d'un encadrement et de conseils techniques, dans le cadre d'échanges quotidiens, d'activités menées dans les mêmes locaux et d'ateliers avec les commandants des postes de la Police nationale libérienne, les responsables opérationnels et les exécutants au sujet des mesures et des procédures opérationnelles normalisées concernant particulièrement les opérations policières, les enquêtes criminelles, les enquêtes internes et les plaintes des citoyens, l'administration et la gestion de la police, la protection des femmes et des enfants et les relations avec la population locale

Fourniture d'un encadrement et de conseils techniques, dans le cadre d'échanges quotidiens, de réunions hebdomadaires et d'activités menées dans les mêmes locaux avec les responsables de haut rang de la Police nationale libérienne, pour renforcer la gestion et l'administration de la force, le commandement opérationnel, les méthodes d'enquête, la gestion des avoirs, les relations avec la population locale et les enquêtes internes

1 275 Sessions de formation sur le terrain ont été organisées à l'intention de 2 456 agents des postes de police de Monrovia et des différents comtés.

150 Réunions ont été organisées avec le PNUD, les équipes de projets à impact rapide de la MINUL et la Police nationale libérienne sur la mise en œuvre du plan stratégique de celle-ci.

39 Réunions d'examen et de pré-examen hebdomadaires des projets du plan stratégique de la Police nationale libérienne ont été organisées.

Oui Au total, 905 ateliers et 5 626 activités menées dans des locaux communs ont été organisés dans le cadre d'échanges quotidiens.

Oui Un total de 334 réunions hebdomadaires et activités menées dans des locaux communs dans le cadre d'échanges quotidiens ont été organisées.

Fourniture de conseils techniques par la Police des Nations Unies dans le cadre d'échanges quotidiens avec la Police nationale libérienne et le Bureau de l'immigration et de la naturalisation au sujet de l'élaboration de stratégies, de la coordination interinstitutions et des activités transfrontalières et dans le cadre également d'activités menées dans les mêmes locaux à l'aéroport international Roberts et aux quartiers généraux des services d'immigration de Harper, Ganta, Bo Sinje et Monrovia

Évaluation de l'impact de la formation aux questions d'égalité des sexes au sein de la Police nationale libérienne et du Bureau de l'immigration et de la naturalisation

Fourniture de conseils techniques dans le cadre de 6 réunions avec la Police nationale libérienne (Section de la protection des femmes et des enfants, École nationale de formation de la police et Groupe de l'égalité des sexes) et de 6 réunions avec le Bureau de l'immigration et de la naturalisation

- 1 596 Activités d'encadrement menées dans des locaux communs dans le domaine de l'immigration ont été organisées à l'aéroport international Roberts et aux quartiers généraux des services d'immigration de Harper, Ganta, Bo Sinje et Monrovia.
 - 803 Activités transfrontalières, menées dans des locaux communs, ont été organisées à Harper, Ganta et Bo Sinje (sites aux frontières).
 - 384 Activités menées dans des locaux communs et réunions ont été organisées avec des agents du Bureau de l'immigration et de la naturalisation sur le développement stratégique de celui-ci.
 - 21 Réunions d'examen et de pré-examen hebdomadaires des projets du plan stratégique du Bureau de l'immigration et de la naturalisation ont été organisées.
 - 31 Réunions de coordination interinstitutions ont été organisées avec la Police nationale libérienne, le Bureau de l'immigration et de la naturalisation et d'autres institutions de maintien de l'ordre.
 - Oui Une évaluation des programmes de formation destinés aux institutions du secteur de la sécurité (Forces armées du Libéria, Police nationale libérienne, Bureau de l'immigration et de la naturalisation) a été menée en mars 2011.
 - 47 Réunions avec le personnel de l'École nationale de police ont été organisées.
 - 8 Réunions avec la section de la Police nationale libérienne chargée des questions hommes-femmes ont été organisées.
 - 42 Réunions avec la section de la Police nationale chargée de la protection des femmes et des enfants ont été organisées.
 - 15 Réunions avec le Bureau de l'immigration et de la naturalisation ont été organisées.
- L'augmentation du nombre de réunions tient au renforcement : des efforts de sensibilisation à la problématique hommes-femmes et d'intégration des questions relatives à l'égalité des sexes dans la formation académique; du soutien apporté à l'exécution rapide des

projets stratégiques à l'appui de la section de la Police nationale libérienne chargée des questions hommes-femmes; de l'aide apportée à la Section de la protection des femmes et des enfants pour l'élaboration et la coordination de programmes de sensibilisation des communautés; de l'appui fourni au Bureau de l'immigration et de la naturalisation pour l'élaboration de projets dans le domaine de l'égalité des sexes.

Composante 2 : consolidation de la paix

29. Comme il est indiqué dans les tableaux ci-dessous, dans le cadre de la consolidation de la paix, la MINUL a appuyé la mise en œuvre des volets de la stratégie de réduction de la pauvreté du Gouvernement libérien concernant les questions d'utilisation des sols, l'amélioration de la gestion des ressources naturelles et le renforcement de la gouvernance en général. Les activités au titre de la composante ont porté sur les affaires politiques et civiles, notamment le relèvement, la réhabilitation et la réintégration, la coordination de l'action humanitaire et l'égalité des sexes. Elles ont été menées en partenariat avec le Gouvernement libérien, les organismes, fonds et programmes des Nations Unies, la Banque mondiale et des donateurs multilatéraux et bilatéraux.

30. La Mission a continué de faciliter les réunions mensuelles de coordination de la stratégie de réduction de la pauvreté et du programme de développement des comtés. La participation des autorités locales à ces réunions a toutefois décliné du fait que leur attention s'est concentrée sur le référendum et les élections (présidentielle et législatives) de 2011. La Mission a également continué de promouvoir le renforcement des capacités des autorités locales et a encouragé ces dernières à participer à des activités nationales de développement, notamment par l'intermédiaire des équipes d'appui aux comtés. S'agissant de la revitalisation de l'économie, elle a contribué à l'élaboration et à la mise en place de mécanismes de gestion en fournissant des conseils au Gouvernement et en suivant son action dans ce domaine.

31. La Mission a aussi œuvré en faveur du règlement des conflits, de la consolidation de la paix et de la réconciliation nationale par l'intermédiaire des comités pour la paix créés au niveau des comtés, concentrant ses efforts sur le règlement des différends fonciers. Elle a continué à suivre la mise en œuvre des mécanismes de gestion des ressources naturelles, et notamment l'application du Système de certification du Processus de Kimberley et de la nouvelle loi sur la gestion du secteur forestier.

32. La MINUL a continué de soutenir les efforts déployés par le Libéria en matière de bonne gouvernance, notamment en aidant la Commission électorale nationale à organiser le référendum et les élections (présidentielle et législatives) de 2011, en offrant ses bons offices à différents niveaux, en suivant l'évolution de la situation politique, y compris les campagnes électorales, et en observant régulièrement les réunions du Comité consultatif interpartis.

33. La Mission a continué de soutenir le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, qui joue un rôle moteur dans l'établissement du plan d'action national, y compris les dispositifs d'alerte rapide et les plans d'intervention en cas de catastrophe. Elle a également aidé le Gouvernement libérien et les organismes, fonds et programmes des Nations Unies à coordonner les informations concernant l'afflux de réfugiés ivoiriens fuyant la crise postélectorale dans leur pays et les activités de secours entreprises pour y faire face.

34. La MINUL a continué de surveiller la menace que représentent les anciens combattants, les jeunes désenchantés et les autres groupes de population qui participent à l'exploitation illicite des ressources naturelles ou qui risquent d'y participer. En coordination avec d'autres partenaires, elle a entrepris d'élaborer des politiques et programmes visant à s'attaquer à ce problème, notamment en offrant d'autres moyens de subsistance aux jeunes à risque et aux autres groupes vulnérables.

Réalisation escomptée 2.1 : Consolidation de l'autorité de l'État dans tout le pays

Indicateurs de succès prévus

Augmentation du nombre total de fonctionnaires qui ont bénéficié d'une aide pour regagner leur lieu d'affectation dans les comtés (2006/07 : 1 320; 2007/08 : 2 775; 2008/09 : 2 727; 2009/10 : 3 199; 2010/11 : 3 600)

Augmentation de la proportion de ministères et d'organismes publics qui participent aux réunions mensuelles de coordination de la stratégie de lutte contre la pauvreté et du programme de développement des comtés organisées au niveau des comtés en vue de consolider l'autorité de l'État dans le pays (2008/09 : 60 %; 2009/10 : 62 %; 2010/11 : 85 %)

Publication par le Gouvernement d'un rapport sur les insuffisances relevées dans les systèmes et mécanismes de transversalisation de la problématique hommes-femmes au niveau des comtés et du pays

Approbation par le Parlement du Plan d'action national de réduction des risques de catastrophe

Indicateurs de succès effectifs

Il était prévu que 300 fonctionnaires sur un total de 3 600 bénéficient d'une aide au retour, mais seuls 52 en ont eu besoin. Ce chiffre moins élevé que prévu s'explique par un accès plus facile aux comtés et une moindre dépendance envers les capacités logistiques de la MINUL. Certains fonctionnaires ont en outre pu regagner leur poste par leurs propres moyens.

Un total de 50 % des ministères et organismes publics ont participé à ces réunions.

Ce taux de participation plus faible que prévu est dû aux absences des responsables des comtés (ou leurs représentants désignés) et des hauts fonctionnaires des ministères, dont l'attention était concentrée sur les activités politiques liées aux élections de 2011.

Objectif atteint

En octobre 2010, le Gouvernement a publié un rapport annuel sur la mise en œuvre du plan d'action national visant à donner suite à la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité dans lequel étaient exposés les lacunes et problèmes relevés en ce qui concerne le respect, la protection et la promotion des droits des femmes et des filles et la participation des femmes à la vie active et à la prise de décisions aux niveaux des comtés et du pays.

Le Gouvernement n'a pas approuvé la politique nationale de gestion des catastrophes adoptée par les parties concernées en février 2010. En collaboration avec le Groupe de travail sur l'élaboration des politiques, le Bureau

Élaboration et financement d'un programme foncier quinquennal

de l'appui au Coordonnateur de l'action humanitaire l'a néanmoins soumise à la Commission parlementaire chargée des questions de santé et d'environnement pour examen.

Avec l'assistance technique de la MINUL, la Commission foncière a poursuivi l'élaboration du programme foncier, qui porte sur l'administration foncière (formulation des politiques et levé d'occupation des sols), la réforme de la loi foncière, le règlement des différends fonciers, l'organisation d'activités de sensibilisation et d'information et la gestion et l'occupation des sols.

Un financement d'environ 10 millions de dollars a été obtenu auprès du Fonds de la Banque mondiale pour l'édification des États et la consolidation de la paix, de la Millenium Challenge Corporation, de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), de l'Agence suédoise de coopération internationale au développement et du Conseil norvégien pour les réfugiés. Le montant des crédits alloués au programme par le Gouvernement a été très limité.

Produits prévus	Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre	Observations
Fourniture de conseils et d'un appui aux Ministères de l'intérieur, de la planification et des affaires économiques, des finances, de l'agriculture, des ressources foncières, des mines et de l'énergie, de l'éducation, et de la jeunesse et des sports, ainsi qu'à l'Office de la fonction publique, la Commission générale de vérification, l'Autorité portuaire nationale et l'Office des forêts, dans le cadre des processus de planification relatifs à la décentralisation des fonctions, au déploiement et à la formation du personnel, à la réorganisation et à l'élaboration de programmes et projets	Oui	<p>La Mission a apporté un appui au PNUD, au Bureau libérien de décentralisation et de développement local, au Ministère de l'intérieur et à la Commission de la gouvernance, afin que la politique de décentralisation approuvée par le Président et soumise à l'entérinement du Parlement soit également avalisée par les parties prenantes, notamment les partis politiques, les médias et les organisations de la société civile.</p> <p>La Mission a aidé le Ministère de l'intérieur, par l'intermédiaire du Bureau libérien de décentralisation et de développement local, à mettre en œuvre le programme pilote de décentralisation et le programme de développement local dans 9 comtés; elle a également aidé le Ministère des ressources foncières, des mines et de l'énergie à renforcer les capacités des bureaux régionaux du diamant en matière de personnel et de matériel et le Ministère de l'agriculture à coordonner les interventions au niveau national en participant activement au Groupe de travail des donateurs dans le secteur agricole.</p>

Fourniture d'un appui hebdomadaire aux administrations des comtés, par l'intermédiaire des équipes d'appui aux comtés aux fins du renforcement des capacités et de la formation, compte tenu des plans de suivi des programmes de développement des comtés, de la coordination générale de la stratégie pour la réduction de la pauvreté et des besoins d'appui supplémentaire pour la consolidation de l'autorité de l'État à l'échelle des comtés

La Mission a conseillé l'Office des forêts sur les meilleures pratiques en matière de formation du personnel dans le cadre des programmes financés par les donateurs, dont l'Union européenne (accords de partenariat volontaires) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) (Mécanisme pour les programmes forestiers nationaux).

La Mission a coordonné l'assistance mensuelle fournie pour assurer la logistique et la sécurité du transport des trésoriers du Ministère des finances et des liquidités et chèques certifiés émis par la Banque centrale du Libéria pour le paiement des traitements des fonctionnaires des comtés, assuré le transport vers les comtés du personnel du Ministère de la planification déployé sur le terrain et apporté un appui aux médias pour faire mieux connaître le Système intégré d'information relatif à la gestion financière.

- 25 Séances de formation des formateurs et ateliers portant sur l'administration, la gestion financière et le développement économique au niveau local ont été organisés par la Mission dans 15 comtés, en collaboration avec les équipes d'appui aux comtés, le Bureau libérien de décentralisation et de développement local et le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) et à l'intention de 732 responsables de comté et de district, dont des surintendants de comté, des responsables du développement, des membres des comités de développement de district, des formateurs locaux et des assistants au suivi et à l'évaluation pour les régions du centre, de l'ouest et du sud-est.

- 45 Séances de formation et ateliers ont été organisés à l'intention des élus des comtés.

Avec l'appui de partenaires (le PNUD et la Commission européenne), le Ministère de l'intérieur a recruté 15 responsables du suivi sur le terrain au niveau des comtés et créé 6 divisions techniques au sein de ses départements afin de renforcer ses capacités en ce qui concerne les vérifications internes, le suivi et l'évaluation, la décentralisation, le développement local piloté par la collectivité et les technologies de l'information et des communications.

Facilitation de l'organisation des réunions consultatives mensuelles des comités de paix et de réconciliation créés dans les 15 comtés pour régler les problèmes liés aux conflits et à la réconciliation

Fourniture de conseils, dans le cadre de réunions hebdomadaires, d'exposés, de documents thématiques et d'observations sur les politiques et programmes adoptés par les institutions clefs aux niveaux national et des comtés, sur le développement et la mise en place de mécanismes de gestion visant à garantir la bonne utilisation des ressources naturelles, et notamment l'application du Système de certification des diamants bruts du Processus de Kimberley, le respect des dispositions de la loi sur la réforme du secteur forestier national relatives à la chaîne de traçabilité et à l'attribution et la gestion des marchés de manière à assurer la pérennisation des ressources forestières

82 Réunions ont été tenues dans 12 comtés (contre 180 réunions prévues dans 15 comtés). Les participants devaient aborder toutes sortes de questions et conflits, mais ont mis l'accent sur les différends fonciers. Du fait de l'insuffisance des fonds alloués par le Gouvernement, le nombre de réunions tenues a été plus bas que prévu. Les comités de paix et de réconciliation se sont cependant réunis au niveau local et la Mission a soutenu et suivi de près leurs activités.

Oui La Mission a participé aux réunions périodiques du Comité technique de l'Équipe spéciale présidentielle sur les diamants, qui est chargé de contrôler l'application des recommandations formulées dans le cadre du Processus de Kimberley, et a régulièrement suivi l'évolution des mesures adoptées par le Ministère des ressources foncières, des mines et de l'énergie en matière d'exportation de diamants (le Comité technique de l'Équipe spéciale présidentielle sur les diamants ne s'est pas réuni entre septembre 2010 et juillet 2011 en raison d'un changement à la tête du Ministère et de la nomination d'un nouveau coordonnateur pour le Processus de Kimberley).

La Mission a vérifié que l'Office des forêts disposait des moyens nécessaires pour appliquer la législation pertinente, facilité l'élaboration et l'approbation de règles concernant l'application des lois sur la conservation, la foresterie communautaire et commerciale et le respect des obligations relatives à la chaîne de traçabilité, et contrôlé l'application des accords sociaux et des dispositions légales visant à protéger les intérêts des communautés tributaires de la forêt. Elle a aussi participé au processus de négociation qui a abouti à l'adoption de l'accord de partenariat volontaire légalisant les exportations de bois d'œuvre du Libéria à destination de l'Union européenne.

Des membres de la Mission ont assisté aux réunions de l'Initiative de transparence des industries extractives du Libéria et en ont rendu compte.

Association de la société civile, dans le cadre de dialogues mensuels et trimestriels, de consultations, d'une démarche participative, de forums et structures de la société civile, du développement institutionnel et du renforcement des capacités, aux efforts déployés conjointement par la MINUL, le PNUD et l'équipe de pays des Nations Unies pour promouvoir la paix et la réconciliation nationale, et coordination de sa participation à la mise en œuvre de la stratégie de réduction de la pauvreté et des programmes de développement des comités, en collaboration avec l'équipe de pays des Nations Unies

Fourniture de conseils et d'un appui à la Commission nationale de gestion des catastrophes (actuellement nommée « Commission nationale des secours aux sinistrés ») à l'occasion de réunions hebdomadaires et mensuelles et organisation de rencontres avec les parties concernées

Fourniture de conseils à la Commission foncière et suivi de ses activités au moyen de réunions trimestrielles

Évaluation des systèmes et mécanismes de transversalisation de la problématique hommes-femmes aux niveaux national et des comtés au moyen de 15 visites sur le terrain (1 par comté)

3 Réunions ont été tenues avec le Ministère de la planification et des affaires économiques pour examiner la politique relative aux activités menées par la société civile et les organisations non gouvernementales.

3 Réunions trimestrielles de consultation ont été organisées entre des organisations de la société civile et le Représentant spécial du Secrétaire général. La quatrième réunion a été annulée par les organisations de la société civile en raison d'un calendrier chargé du fait des activités électorales.

2 Réunions du Groupe de travail sur l'élaboration des politiques ont été organisées au Ministère de l'intérieur avec l'appui de la MINUL et du PNUD sur les mesures à prendre en vue de la promulgation de la loi portant création de la Commission nationale de gestion des catastrophes. L'équipe de pays humanitaire s'est en outre réunie en octobre 2010 en vue de mettre en lumière les difficultés rencontrées dans la mobilisation de ressources pour la préparation aux catastrophes au Libéria.

Il y a eu moins de réunions que prévu du fait que les priorités ont été modifiées en raison de la crise entraînée par l'afflux de réfugiés en provenance de Côte d'Ivoire et que les autorités nationales se sont concentrées sur les activités électorales.

Oui La Commission a tenu des réunions hebdomadaires à l'occasion desquelles elle a examiné des questions de premier plan liées au règlement des différends fonciers, à l'élaboration de lois et à la collaboration avec les comités de paix créés au niveau des comtés.

18 Visites de contrôle ont été menées sur le terrain dans les comtés à l'appui des initiatives de transversalisation de la problématique hommes-femmes et de renforcement du pouvoir d'action des femmes.

Réalisation escomptée 2.2 : Progrès vers la réalisation de la bonne gouvernance

Indicateurs de succès prévus

Indicateurs de succès effectifs

Ratification du protocole contre la corruption de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)

Le Gouvernement n'a pas soumis le protocole au Parlement pour ratification.

Mise en place d'un cadre juridique réglementant la tenue des élections présidentielle et législatives d'octobre 2011	<p>Objectif atteint</p> <p>Une résolution conjointe sur la répartition des sièges par circonscription a été publiée le 16 août 2010; le <i>Journal officiel du Libéria</i> consacré au référendum est paru le 19 novembre 2010; la réglementation relative au référendum a été publiée le 28 février 2011 et l'ordonnance portant organisation du référendum a été rendue le 16 mars 2011.</p>
Approbation d'un code de conduite par tous les partis politiques	<p>Objectif atteint</p> <p>Un code de conduite a été publié par la Commission électorale libérienne et signé par tous les partis politiques enregistrés sauf un.</p>
Préparation de la tenue des élections présidentielle et législatives dans le respect de la constitution, de la législation pertinente, des règles et règlements de la Commission électorale nationale et du calendrier électoral	<p>Objectif atteint</p> <p>Des règles et directives régissant le calendrier électoral (notamment l'inscription des électeurs, la publication des listes électorales préliminaires, la formulation d'objections à leur égard et l'enregistrement des candidats) ont été publiées, ainsi que des dispositions fixant les dates du référendum et des élections (présidentielle et législatives).</p>
Participation accrue des femmes au processus électoral, comme prévu par le Gouvernement (au moins 50 % des femmes inscrites sur les listes électorales et 30 % de candidates dans chaque parti politique)	<p>Les femmes ont représenté 49 % des électeurs inscrits.</p> <p>La Commission électorale nationale a dispensé une formation à 453 candidates. Les partis politiques se sont engagés à nommer au moins 30 % de femmes parmi leurs représentants alors qu'il n'y étaient pas contraints par la loi. La loi imposant un quota de 30 % de femmes a été examinée et devait être présentée au Parlement.</p>
Mise en place de plans d'action pour la réduction des risques de catastrophe dans les 15 comtés	<p>Des réunions de préparation aux situations d'urgence au niveau des comtés et des réunions de suivi ont été tenues dans 10 comtés (5 entre le 22 août et le 3 septembre 2010 et 5 entre le 9 et le 20 décembre 2010). D'autres réunions devaient avoir lieu en 2011 dans les 5 comtés du sud-est restants (River Cess, Sinoe, Grand Kru, River Gee et Maryland) mais ont été annulées en raison de priorités humanitaires urgentes.</p>
Mise en place de programmes de formation sur l'égalité des sexes et l'analyse et la transversalisation de la problématique hommes-femmes (1 à l'Institut d'administration publique du Libéria et 1 au Centre international Angie Brooks)	<p>Objectif atteint</p> <p>En juillet 2010, le Centre Angie Brooks a élaboré à l'intention des femmes un programme de formation portant sur la consolidation de la paix et le règlement des conflits au travers de l'analyse et de la transversalisation de la problématique hommes-femmes, les dispositions de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité et l'objectif 3 du Millénaire pour le développement. Dans le même temps, la tâche de dispenser aux points de contact pour l'égalité des sexes dans les ministères d'exécution une formation sur les questions d'égalité des sexes et l'analyse et la</p>

transversalisation de la problématique hommes-femmes, qui relevait précédemment de l'Institut libérien d'administration publique, a été confiée au Ministère de l'égalité des sexes et du développement. Le Gouvernement a par ailleurs intégré l'analyse et la transversalisation de la problématique hommes-femmes dans les programmes de formation des administrateurs locaux.

Produits prévus	Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre		Observations
Fourniture de conseils sur l'application du protocole de la CEDEAO sur la lutte contre la corruption, dans le cadre de réunions mensuelles avec le Gouvernement libérien	Non		Aucun organisme public n'est chargé de piloter l'application de ce protocole.
Contribution à l'organisation de forums consultatifs interpartis mensuels en vue d'assurer des échanges réguliers entre les principales parties intéressées et la Commission électorale nationale au sujet des procédures et processus électoraux	11		Réunions du Comité consultatif interpartis ont été organisées par la Commission électorale nationale.
Coordination de l'assistance électorale internationale	8		Réunions du Groupe de coordination des donateurs ont été organisées.
Suivi hebdomadaire des processus législatifs relatifs aux élections et à la réforme constitutionnelle	Oui		La Mission a fourni des bons offices à plusieurs parties intéressées, dont les présidents du Sénat et de la Chambre des représentants, les principaux législateurs, les membres de la Commission électorale nationale et des organisations de la société civile, en vue d'encourager la ratification des textes à temps pour les élections (présidentielle et législatives) de 2011. Le Parlement a approuvé la résolution conjointe sur l'amendement à la Constitution relatif au Code électoral.
Fourniture de conseils techniques dans le cadre de réunions hebdomadaires avec les parties concernées par le processus électoral (Commission électorale nationale, partis politiques et organisations de la société civile, y compris des associations de femmes)	11 44 100		Réunions du Comité consultatif interpartis ont été tenues. Réunions ont été tenues avec des organisations de la société civile. Réunions ont été tenues avec les partis politiques.
Fourniture hebdomadaire d'orientations et de conseils techniques à la Commission électorale nationale	Oui		La Mission a participé aux réunions plénières de la Commission électorale nationale ainsi qu'à ses réunions sur des questions logistiques et de sécurité et a fourni des conseils techniques en consultation avec le PNUD et les membres de la Commission, selon les besoins.

Fourniture de conseils, d'un appui et d'un encadrement aux autorités locales grâce à un échange régulier de communications avec les équipes d'appui aux comtés et par leur intermédiaire au sujet des stratégies de réduction des risques de catastrophe et de planification des interventions d'urgence

Organisation d'une formation en cours d'emploi et de visites de contrôle et d'évaluation communes dans les institutions des comtés en vue d'appuyer la planification des interventions d'urgence en cas de catastrophe conformément au plan d'action national

Fourniture de conseils et d'un appui technique aux autorités nationales et locales pour l'élaboration et l'actualisation des plans d'action humanitaire, des plans de réduction des risques de catastrophe et des plans d'intervention, selon que de besoin

Fourniture de conseils et d'un appui technique dans le cadre des réunions périodiques des Nations Unies (entre l'équipe de pays et l'équipe de planification interinstitutions) et des réunions mensuelles du Comité de l'action humanitaire sur des questions relevant de plusieurs domaines humanitaires, notamment la réduction des risques de catastrophe et la planification des interventions d'urgence, pour faire en sorte que les plans et stratégies communs des Nations Unies, ainsi que ceux du Gouvernement libérien, des organisations non gouvernementales, des donateurs et des autres partenaires tiennent suffisamment compte des perspectives humanitaires

Oui La MINUL a régulièrement examiné les stratégies de réduction des risques de catastrophe avec les équipes d'appui aux comtés et les autorités des comtés, en organisant 10 réunions d'information dans 10 comtés à l'occasion desquelles elle a de nouveau insisté sur la nécessité pour chacun d'établir un plan global de gestion des catastrophes et de charger un comité de travail de s'occuper de la question. Les dernières réunions consultatives ont eu lieu en décembre 2010 dans 5 comtés. Ces activités ne se sont toutefois pas poursuivies car l'attention s'est concentrée sur l'afflux de réfugiés ivoiriens qui fuyaient la crise postélectorale dans leur pays.

Non L'élaboration du plan d'action national (composé d'un document de politique générale, d'un guide pratique, d'une évaluation des capacités et des besoins et d'un plan de travail) a été reportée. Le texte du plan d'action est en cours d'examen préliminaire par la Commission parlementaire chargée des questions de santé et d'environnement.

Oui La MINUL a organisé 10 ateliers d'information et réunions de suivi sur la planification des interventions d'urgence et la préparation préalable au niveau des comtés dans le cadre de l'encadrement et de l'appui technique qu'elle apporte aux autorités des comtés dans ce domaine. Cinq comtés du sud-est n'avaient toutefois pas établi de plans d'intervention ni créé de comité chargé de s'occuper de la question.

Oui L'équipe de pays des Nations Unies, l'équipe de pays humanitaire et le Comité de l'action humanitaire ont tenu des réunions hebdomadaires et mensuelles dans le cadre desquelles ils ont examiné les grands problèmes qui se posent en matière de besoins humanitaires résiduels, de réduction des risques de catastrophe et d'urgences humanitaires et envisagé des stratégies d'intervention pour les résoudre.

Le Bureau de l'appui au Coordonnateur de l'action humanitaire et le PNUD ont fourni une assistance technique et administrative au Gouvernement en vue de l'élaboration du plan d'action national (composé d'un document de politique générale, d'une évaluation des capacités et des besoins, d'un guide pratique et d'un plan de travail).

Organisation de réunions interinstitutions semestrielles sur la préparation aux crises humanitaires et aux catastrophes dans le but d'améliorer les mécanismes de coordination entre les différents acteurs, en coopération avec les institutions spécialisées des Nations Unies, les donateurs et le Groupe de pilotage des organisations non gouvernementales internationales, et d'examiner les diverses questions concernant les mécanismes d'alerte rapide et de préparation aux situations d'urgence dans les domaines de la santé, de l'eau et de l'assainissement, de la sécurité alimentaire et de la nutrition

Fourniture de conseils sur l'intégration de la problématique hommes-femmes au processus électoral dans le cadre de 24 réunions avec des parties prenantes

Fourniture de conseils techniques sur l'analyse de la problématique hommes-femmes et la vérification du respect de l'égalité des sexes à l'occasion de 12 réunions avec le Ministère de l'égalité des sexes, 6 réunions avec l'Institut d'administration publique et 6 réunions avec le Centre international Angie Brooks

Les plans d'intervention en cas d'afflux de réfugiés de Côte d'Ivoire et de Guinée ont été actualisés.

Oui À sa réunion d'octobre 2010, l'équipe de pays humanitaire a examiné des stratégies de préparation aux catastrophes pour le Libéria. À sa deuxième réunion, en décembre 2010, elle s'est concentrée sur les conséquences humanitaires de l'afflux de réfugiés ivoiriens pendant la crise postélectorale en Côte d'Ivoire.

20 Réunions ont été tenues avec le consultant de la Commission électorale nationale chargé des questions liées à la problématique hommes-femmes.

16 Réunions ont été tenues avec le Groupe de travail sur les élections (composé de la MINUL et des organismes des Nations Unies qui apportent leur concours au processus électoral).

40 Réunions ont été organisées avec le Ministère de l'égalité des sexes et du développement pour fournir des avis techniques et un appui dans le cadre de la participation de la MINUL (Bureau du Conseiller pour l'égalité des sexes) aux travaux de l'Équipe spéciale chargée de veiller à l'application de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, de l'Équipe spéciale nationale sur la violence sexiste, du Comité directeur national sur l'application de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité, du Comité directeur du programme de lutte contre la violence sexiste exécuté conjointement par les Nations Unies et le Gouvernement libérien, du Groupe de travail sur l'égalité des sexes dans le cadre de la deuxième stratégie de réduction de la pauvreté et du Comité directeur de la campagne contre le viol. Le Bureau du Conseiller pour l'égalité des sexes a en outre fourni un appui technique pour orienter la planification d'une journée mondiale portes ouvertes pour les femmes et la paix et de la célébration au Libéria du dixième anniversaire de l'adoption de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité.

Fourniture de conseils techniques sur les programmes de formation portant sur l'analyse et la transversalisation de la problématique hommes-femmes dans le cadre de 6 réunions avec l'Institut d'administration publique du Libéria et 6 réunions avec le Centre international Angie Brooks

Oui La tâche de dispenser aux points de contact pour l'égalité des sexes dans les ministères d'exécution une formation sur les questions d'égalité des sexes et l'analyse et la transversalisation de la problématique hommes-femmes, qui relevait précédemment de l'Institut libérien d'administration publique, a été confiée au Ministère de l'égalité des sexes et du développement. Le Centre international Angie Brooks a élaboré un programme de formation sur les questions d'égalité des sexes, la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité et l'objectif 3 du Millénaire pour le développement.

Réalisation escomptée 2.3 : Progrès en ce qui concerne la réadaptation des personnes touchées par la guerre et leur réinsertion dans les communautés d'accueil

Indicateurs de succès prévus

Augmentation du nombre de jeunes touchés par la guerre qui participent aux programmes de relèvement locaux (2007/08 : 0; 2008/09 : 500; 2009/10 : 1 400; 2010/11 : 1 500)

Indicateurs de succès effectifs

Au total, 1 406 jeunes touchés par la guerre ont participé à des programmes de relèvement locaux.

Le nombre de participants a été moins élevé que prévu en raison du retard pris dans la mise en œuvre de plusieurs projets du fait de contraintes budgétaires. Grâce au projet en faveur de conducteurs de moto-taxis financé par le Fonds pour la consolidation de la paix et mis en œuvre par le PNUD, 671 licences ont été accordées; par ailleurs, 408 personnes ont reçu une formation sur les plans d'épargne et de prêts. Le 30 juin 2011, grâce au financement du Gouvernement allemand, l'organisation non gouvernementale internationale « Landmine Action » a terminé de dispenser son dernier stage de formation, auquel ont participé 327 personnes réunies à l'Institut d'apprentissage agricole de Sinoe.

Produits prévus

Surveillance, au moyen d'évaluations semestrielles, de visites sur le terrain, de réunions bimensuelles et d'échanges d'informations avec les autorités locales, des groupes qui représentent toujours une menace pour la consolidation du processus de paix

*Produit(s)
exécuté(s) :
oui/non
ou nombre*

Observations

36 Visites sur le terrain, réunions et échanges d'informations ont été organisées avec les autorités locales et nationales compétentes. Parmi les groupes surveillés figuraient les jeunes à risque dans les concessions minières et agricoles, les conducteurs de moto-taxis et les personnes qui occupaient illégalement un parc national.

Organisation de visites de suivi semestrielles avec la Cellule d'analyse conjointe de la Mission, le PNUD et l'ONUCI pour régler les problèmes liés à la réintégration transfrontalière

Fourniture de conseils au Gouvernement, dans le cadre de réunions bimensuelles, en ce qui concerne le suivi et la conception de politiques et la mobilisation de ressources destinées à régler les problèmes de réintégration non encore résolus. Dans ce contexte, facilitation et promotion de la création d'emplois à court terme et d'emplois durables à l'échelon local afin d'assurer la réintégration des populations touchées par la guerre et d'accélérer le relèvement local, en accompagnant le passage à la phase de développement grâce à des réunions mensuelles avec le Gouvernement libérien, l'équipe de pays des Nations Unies et les partenaires internationaux

Exécution de 10 projets à effet rapide visant à appuyer la consolidation de la paix

3 Missions de suivi conjointes ont été organisées dans les comtés frontaliers du Libéria en vue d'évaluer les difficultés rencontrées pour contrôler et contenir les éléments armés qui ont afflué de Côte d'Ivoire vers les régions frontalières du Libéria pendant la deuxième moitié de la période considérée. Ces évaluations ont été suivies d'une visite de contrôle menée conjointement avec l'ONUCI dans l'ouest de la Côte d'Ivoire du 19 au 26 juin 2011.

Oui Au total, 8 réunions ont été tenues avec le Ministère de la jeunesse et des sports, 2 avec la Commission nationale sur les armes légères, 2 avec le Ministère de la justice, 4 avec le Ministère des transports, la Police nationale libérienne et d'autres participants au projet lancé en faveur des conducteurs de moto-taxis, 5 avec le Ministère du travail et 1 avec l'Agence libérienne d'autonomisation des communautés locales; en outre 6 réunions et ateliers ont été organisés avec le Ministère des travaux publics.

La Mission a facilité la participation du Ministère du travail et de l'Agence libérienne d'autonomisation des communautés locales à un atelier de consolidation de la paix organisé par les Nations Unies à Freetown.

10 Projets en faveur de la consolidation de la paix dans les zones rurales, visant à doter les centres de formation et de renforcement des capacités des femmes et des jeunes des fournitures dont ils ont besoin ont été approuvés. Quatre de ces projets ont été menés à bien, et les 6 restants devraient l'être en novembre 2011 au plus tard. Ce retard est dû au fait que les lieux d'exécution des projets se situent dans des zones reculées et que les articles nécessaires sont rares sur les marchés locaux.

Composante 3 : état de droit

35. Comme l'indiquent les tableaux ci-dessous, au titre de la composante état de droit, la MINUL a poursuivi l'action qu'elle mène en vue de renforcer les capacités des institutions et mécanismes garants de l'état de droit, a encouragé une coordination et une collaboration accrues entre les différents acteurs du secteur de la justice, notamment en ce qui concerne l'élaboration de la composante justice et sécurité du Programme de consolidation de la paix au Libéria et s'est employée à favoriser l'amélioration de l'administration de la justice dans l'ensemble du pays.

36. Les efforts déployés en faveur de la réforme législative ont donné lieu à l'établissement, en 2010, de la Commission de la réforme législative, dont les capacités ont initialement été renforcées avec l'aide de la Mission. Celle-ci a en outre apporté son appui à un comité de haut niveau chargé d'élaborer de nouvelles dispositions législatives visant à accélérer le traitement des affaires pénales.

37. La Mission a apporté un appui technique au Ministère de la justice, y compris au parquet, et au système judiciaire, à l'Institut d'études judiciaires et au Parlement, ainsi qu'à des initiatives intersectorielles telles que l'équipe spéciale sur les détentions provisoires et le programme conjoint de lutte contre la violence sexuelle et sexiste. Elle a notamment organisé à cette fin des stages de formation portant sur des dimensions essentielles du secteur de la justice.

38. Pendant l'exercice considéré, la Mission a également fourni une assistance technique au Bureau de l'administration pénitentiaire. Des progrès ont été réalisés en ce qui concerne la mise en place d'infrastructures, le développement de programmes d'activités destinées aux détenus et la prise en compte des besoins de ces derniers en matière de santé.

39. La Commission nationale indépendante des droits de l'homme, qui a été officiellement créée en octobre 2010, a bénéficié de projets de renforcement des capacités exécutés avec l'aide de la Mission. Un appui technique a également été apporté au Gouvernement au titre de la préparation de l'examen périodique universel de novembre 2010 ainsi que des réunions de suivi de mars 2011. Par ailleurs, la Mission a continué d'apporter son appui à la mise en place d'un dispositif national efficient d'observation et de promotion des droits de l'homme relevant de la société civile.

40. Sont recensées dans la composante état de droit les activités de la Section des droits de l'homme et de la protection, de la Division de l'appui au système juridique et judiciaire et du Groupe consultatif sur les prisons, ainsi que celles du Groupe des questions de parité des sexes et du Groupe des projets à effet rapide.

Réalisation escomptée 3.1 : Progrès vers la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales et vers la réconciliation nationale au Libéria

Indicateurs de succès prévus

La Commission nationale indépendante des droits de l'homme adopte des mesures afin d'assurer l'accès à ses mécanismes de plaintes et d'établissement de rapports au public en général et aux organisations de la société civile dans l'ensemble du pays (2010/11 : 5 mesures adoptées).

Indicateurs de succès effectifs

Depuis la création officielle de la Commission nationale indépendante des droits de l'homme en octobre 2010, les mécanismes de plaintes et d'établissement de rapports n'ont pas été mis en place. La Commission a cependant participé, en novembre 2010, à un séminaire réunissant des représentants des institutions nationales de défense des droits de l'homme de 5 pays africains (Burkina Faso, Gambie, Nigéria, Ouganda et Sierra Leone), ce qui lui a permis de se familiariser avec les travaux et méthodes de travail d'autres commissions et l'a aidée à élaborer son programme de travail. Le manque de moyens a nui à la constitution des effectifs de la Commission et des dissensions internes ont nui à ses activités.

La Commission nationale indépendante des droits de l'homme respecte pleinement les Principes de Paris (2010/11 : conformité à 100 %).

La Commission nationale indépendante des droits de l'homme continue de suivre la mise en œuvre des recommandations de la Commission Vérité et réconciliation.

Le Gouvernement exécute le Plan d'action national pour les droits de l'homme en collaboration avec la société civile et, conformément à ce plan et aux recommandations du Conseil des droits de l'homme au sujet de l'examen périodique universel, examine régulièrement les progrès réalisés, en collaboration avec les organisations de la société civile (2010/11 : 21 examens effectués par le Gouvernement et 21 examens effectués par des organisations de la société civile).

La Commission nationale indépendante des droits de l'homme s'est d'abord consacrée à des questions administratives internes. Les actions à mener pour assurer le respect des Principes de Paris n'ont pas encore débuté.

À la suite de la création de la Commission nationale indépendante des droits de l'homme en octobre 2010, le Président a demandé à la Commission d'engager de larges consultations avec la société civile et d'élaborer un plan d'action qui permette de donner suite aux recommandations de la Commission Vérité et réconciliation en janvier 2011 au plus tard. En janvier 2011, des consultations ont été engagées avec 9 organisations de la société civile sur l'élaboration du plan d'action. Celui-ci a été soumis au Président, qui l'a évoqué dans le troisième rapport intérimaire qu'il a présenté au Parlement. La Commission nationale indépendante des droits de l'homme participe depuis février 2011 à des concertations sur les recommandations de la Commission Vérité et réconciliation ayant trait aux « huttes Palava », dans le cadre de l'élaboration de la composante réconciliation du Programme de consolidation de la paix au Libéria.

Les sous-comités du Comité directeur chargé de définir un plan d'action national pour les droits de l'homme ont établi une première version du programme de travail et ont commencé à préparer la réalisation de consultations, d'activités de sensibilisation du public et d'analyses de données, l'objectif étant de mettre au point le plan d'ici à la fin de 2011.

Le sous-comité chargé de l'établissement des rapports sur les droits de l'homme a mené à bien l'examen périodique universel. En novembre 2010, une délégation gouvernementale a présenté au Conseil des droits de l'homme les résultats de l'examen, qui a donné lieu à 113 recommandations, dont 72 ont été acceptées. En mars 2011, une délégation gouvernementale a rendu compte au Conseil des progrès réalisés dans l'application des recommandations et a présenté ses observations sur les 41 recommandations restantes. Le Comité directeur a ensuite mis en place, à l'intention des ministères et institutions étatiques, un processus de suivi et d'application des recommandations formulées au terme de l'examen périodique universel.

[L'objectif escompté devait se lire comme suit : (2010/11 : 1 examen effectué par le Gouvernement et 1 examen effectué par des organisations de la société civile).]

L'approche fondée sur les droits de l'homme est de plus en plus adoptée et institutionnalisée dans l'élaboration des politiques, des plans et des lois (2010/11 : 84 politiques, plans et lois conçus suivant l'approche fondée sur les droits de l'homme).

Des politiques, des plans et des lois conformes aux principes des droits de l'homme sont mis en œuvre (2010/11 : 42 politiques, plans et lois conformes aux droits de l'homme).

Les organisations de la société civile suivent l'évolution de la situation et publient des rapports destinés au grand public contenant des recommandations sur la situation en matière de droits de l'homme au Libéria (2010/11 : 4 rapports sur la situation en matière des droits de l'homme publiés par des organisations de la société civile).

Objectif atteint

Une politique nationale en faveur de la santé intégrant une approche fondée sur les droits de l'homme a été approuvée. Un projet de loi visant à interdire et à prévenir la torture et les mauvais traitements au Libéria, élaboré par des organisations de la société civile, a été présenté au Parlement. Un projet de loi relatif au travail décent a été finalisé et adopté par le Parlement en juin 2011.

[L'objectif escompté devait se lire comme suit : (2010/11 : 4 politiques, plans et lois conçus et 2 mises en œuvre).]

Les règles concernant le recours judiciaire à la protection de remplacement pour les enfants et ses modalités au Libéria, qui établissent à l'intention des orphelinats des normes minimales visant à garantir le respect des droits de l'enfant, sont mises en application.

[L'objectif escompté devait se lire comme suit : (2010/11 : 4 politiques, plans ou lois élaborés et 2 politiques, plans ou lois appliqués).]

Un rapport sur les personnes handicapées et les droits de l'homme a été publié en décembre 2010 par une organisation de la société civile. Les travaux préparatoires du rapport sur les réparations dans le domaine des droits de l'homme ont été achevés en décembre 2010, une révision finale étant actuellement en cours. Des rapports d'organisations de la société civile ont été publiés en mars/avril 2011 sur les élections et l'inscription des électeurs (Liberia Democratic Institute, Comité de coordination des élections) et sur la situation générale des droits de l'homme au Libéria (Commission pour la justice et la paix).

Produits prévus	Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre		Observations
Fourniture de conseils et d'une assistance technique, dans le cadre d'un soutien personnalisé, de 4 stages de formation destinés à renforcer les capacités et de réunions périodiques mensuelles avec les commissaires et le personnel de la Commission, concernant l'exécution du mandat de la Commission nationale indépendante des droits de l'homme	16	Réunions tenues avec les commissaires de la Commission nationale indépendante des droits de l'homme	
	2	Stages de formation destinés à renforcer les capacités organisés à l'intention des commissaires de la Commission	
	1	Stage de deux jours et demi destiné à renforcer les capacités, organisé avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et réunissant des membres des institutions nationales de défense des droits de l'homme du Libéria et de 5 autres pays africains	

Suivi et communication de données aboutissant à la fourniture de conseils, dans le cadre de réunions trimestrielles avec le Gouvernement, la Commission nationale indépendante des droits de l'homme, les organisations de la société civile et les associations des droits de l'homme dans les écoles, sur la suite donnée aux recommandations formulées par la Commission Vérité et réconciliation dans son rapport final

Organisation de 60 séances d'information (4 dans chaque comté) et préparation et diffusion d'émissions radiophoniques mensuelles portant sur les questions des droits de l'homme, y compris le mandat et les fonctions de la Commission nationale indépendante des droits de l'homme, dans les 15 comtés

- 1 Atelier sur la prévention de la torture et l'établissement d'un mécanisme national de prévention en application du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture, organisé par la MINUL et 2 ONG internationales, auquel 2 commissaires ont participé

La MINUL a facilité la participation d'un commissaire au séminaire organisé par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme sur la lutte contre le racisme et l'intolérance. Aucune activité de renforcement des capacités n'a pu être menée au profit du personnel des services organiques de la Commission, le recrutement n'ayant pas encore commencé.

- Non En décembre 2010, la Commission nationale indépendante des droits de l'homme a été chargée par le Président d'établir un plan d'action en vue de mettre en œuvre les recommandations de la Commission Vérité et réconciliation en consultation avec les organisations de la société civile.

Des réunions hebdomadaires ont débuté en avril 2011 avec le Groupe de travail chargé de la justice transitionnelle, l'Open Society Institute for West Africa et le Centre international pour la justice transitionnelle, l'objectif étant d'aider la Commission nationale indépendante des droits de l'homme à faire avancer le processus tout en veillant à ce que le public continue de s'intéresser à la mise en œuvre des recommandations de la Commission Vérité et réconciliation.

- Oui En outre, les émissions radiophoniques mensuelles de la MINUL traitant de diverses questions relatives aux droits de l'homme, y compris les personnes handicapées, la lutte contre la violence sexuelle et sexiste et l'accès à la justice, ont été diffusées dans les 15 comtés ainsi que sur 32 stations de radio locales. En décembre 2010, des émissions et des débats radiophoniques communautaires portant sur les droits des personnes handicapées ont été organisés dans 14 comtés avec la participation de personnes handicapées et avec l'appui technique de la MINUL.

Publication et distribution de 3 rapports sur les droits de l'homme contenant des recommandations

Non Un rapport public sur la situation des droits de l'homme en 2010 a été examiné par le Gouvernement et sera publié avant la fin de 2011. Aucune date n'a cependant été fixée, la Mission ayant décidé de ne pas publier le rapport avant les élections présidentielle et législatives de 2011. Aucun autre rapport n'a été établi, les ressources disponibles ayant été principalement affectées à l'élaboration du rapport de l'équipe de pays des Nations Unies destiné au Conseil des droits de l'homme et à l'examen périodique universel du Libéria effectué en novembre 2010.

Élaboration de 3 stratégies de sensibilisation afin de suivre, avec les autorités nationales compétentes, notamment le Gouvernement libérien, les groupes de la société civile et la Commission nationale indépendante des droits de l'homme, la mise en œuvre des recommandations contenues dans les 3 rapports publiés sur les droits de l'homme

Non Une stratégie de sensibilisation concernant la coordination des organisations locales de la société civile à l'échelle des comtés a été mise au point. L'élaboration de stratégies de sensibilisation aux droits des personnes handicapées et à la suite à donner à l'examen périodique universel a débuté; le Gouvernement, la Commission nationale indépendante des droits de l'homme et les organisations de la société civile se sont réunis en février 2011 pour décider de la stratégie à adopter lors des réunions de suivi de l'examen périodique universel organisées avec le Conseil des droits de l'homme en mars 2011. Une autre stratégie de sensibilisation relative à la mise en pratique des recommandations issues de l'examen périodique universel est en cours d'élaboration, en coordination avec le Comité directeur chargé du plan d'action pour les droits de l'homme.

Fourniture de conseils et d'une assistance technique, dans le cadre de réunions trimestrielles avec les ministères concernés et des groupes de la société civile, concernant l'exécution du Plan d'action national en faveur des droits de l'homme et l'établissement de rapports à ce sujet, ainsi que le suivi des recommandations issues de l'examen périodique universel

Non Le Gouvernement a axé ses efforts sur l'examen périodique universel et la collecte de données de référence relatives aux droits de l'homme. Le Comité directeur chargé du plan d'action national pour les droits de l'homme a cependant organisé des réunions mensuelles au cours desquelles la MINUL a fourni des conseils et des éléments techniques. Les sous-comités du Comité directeur se préparent à mettre au point le Plan d'action d'ici à la fin de 2011, avec l'appui de la MINUL.

Dans le cadre de séances de travail et de validation organisées à l'intention de représentants de l'État et de la société civile, la Mission a aidé le sous-comité à préparer les délégations gouvernementales à présenter

	l'examen périodique universel en novembre 2010 et à rendre compte au Conseil en mars 2011 de l'application des recommandations issues de l'examen.
Fourniture de conseils techniques aux agents de l'administration centrale et des administrations locales sur l'adoption et le suivi d'une approche fondée sur les droits de l'homme dans les politiques et les programmes de développement des comtés	Oui Des conseils techniques ont été régulièrement fournis dans le cadre de séances de tutorat, de consultations, de réunions d'équipes spéciales, de l'apport d'informations et de séminaires destinés aux ministères et ministères d'exécution des comtés, une attention particulière étant accordée à une approche du suivi des budgets, de l'accès aux soins de santé et des personnes handicapées fondée sur les droits de l'homme.
Organisation de 3 programmes de formation à l'intention des membres du Parlement portant sur l'intégration dans la législation nationale des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme qui ont été ratifiés et sur sa mise en application	Oui Formation dispensée dans le cadre de séances de tutorat organisées d'août à octobre, assorties d'un atelier régional de 3 jours organisé, en collaboration avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, à l'intention de 6 membres du Parlement libérien représentant le Comité judiciaire et le Comité des droits de l'homme, et de 6 représentants d'organes législatifs d'autres pays africains (Gambie, Nigéria et Sierra Leone). Cet atelier a mis l'accent sur le rôle des parlementaires dans la promotion et la protection des droits de l'homme, y compris l'intégration et la ratification des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, et a réuni, par ailleurs, des représentants de 6 institutions nationales africaines de défense des droits de l'homme et de la Commission nationale indépendante des droits de l'homme en vue d'établir des relations entre les organes législatifs et ces institutions. Au terme de ces séances de tutorat, et avec un appui technique supplémentaire de la MINUL, des membres du Parlement ont créé l'Association des parlementaires libériens pour les droits de l'homme, en vue de promouvoir les droits de l'homme auprès des parlementaires.
Fourniture de conseils et d'une assistance technique dans le cadre de réunions trimestrielles avec le Ministère de la justice et le Bureau du Président de la Cour suprême sur le renforcement de l'état de droit et l'application effective du droit international des droits de l'homme	Oui Une réunion tenue le 28 septembre 2010 avec le Ministère de la justice a permis d'examiner diverses questions relatives aux droits de l'homme et l'appui apporté par la MINUL au Ministère. Un séminaire a été organisé en octobre 2010 sur la mise en œuvre du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture, en collaboration avec le Centre de

recherche et de réadaptation pour les victimes de la torture, une ONG danoise. Ce séminaire s'adressait aux membres des forces de l'ordre et de sécurité relevant du Ministère de la justice. La MINUL a en outre continuellement apporté un appui consultatif au Ministère dans la perspective de la première visite du Sous-Comité pour la prévention de la torture effectuée en décembre 2010.

La MINUL a fourni conseils et assistance technique au système judiciaire en participant à l'atelier de validation organisé au palais de justice le 5 août 2010 en vue de l'adoption du plan stratégique du système judiciaire pour la période 2011-2013, ainsi qu'à un comité technique chargé de la mise en œuvre du plan stratégique.

La MINUL a également apporté une assistance technique au Ministère de la justice et au système judiciaire dans le cadre de la mise en place de la composante justice et sécurité du Programme de consolidation de la paix au Libéria et aussi en participant aux travaux de l'Équipe spéciale sur les détentions provisoires dirigée par le Ministère de la justice et le système judiciaire et de ses sous-comités, qui se sont réunis assez régulièrement.

Fourniture de conseils techniques à l'issue d'un suivi et d'une évaluation de l'impact de la formation dispensée par des instructeurs spécialistes des droits de l'homme à la Police nationale libérienne, au Bureau de l'immigration et de la naturalisation et aux forces armées libériennes (20 policiers et 10 militaires)

Oui Un séminaire de deux jours consacré à l'évaluation de la formation dans le domaine des droits de l'homme a été organisé à l'intention de 20 agents de la Police nationale libérienne et de 7 agents du Bureau de l'immigration et de la naturalisation qui avaient reçu une formation d'instructeur spécialiste de la question. L'objectif du séminaire était d'examiner et d'évaluer la mise en œuvre et l'efficacité de la formation dispensée sur les droits de l'homme par les instructeurs et de renforcer l'institutionnalisation de la formation et du contrôle dans le domaine des droits de l'homme. Des rencontres sont organisées avec l'École de police et le Bureau de l'immigration et de la naturalisation pour examiner et évaluer la formation et mettre en place des cellules des droits de l'homme dans ces deux institutions.

Deux séances de formation aux droits de l'homme (de trois et quatre demi-journées) ont été dispensées à 161 éléments des forces armées libériennes, y compris des officiers. Ces

Organisation d'ateliers de 2 jours et de réunions mensuelles complémentaires consacrées aux questions liées à la justice pour mineurs, notamment la remise sur pied du système de justice pour mineurs au Libéria, avec le Ministère de la justice, le Bureau du Président de la Cour suprême et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), et aux problèmes liés aux orphelinats et aux adoptions, avec des représentants de l'Équipe spéciale chargée des orphelinats et de l'Union des orphelinats

Développement et renforcement des capacités d'un réseau de surveillance, de protection et d'information avec des groupes de la société civile, des autorités traditionnelles, des associations des droits de l'homme et des collectivités locales afin de mettre en place des activités de promotion et de protection des droits de l'homme à plus long terme à l'échelle nationale

séances, qui ont été animées par des instructeurs des forces armées libériennes ayant suivi une formation, ont bénéficié des conseils, de l'appui technique et de la supervision de la MINUL. Des conseils techniques ont également été fournis aux forces armées libériennes pour promouvoir la responsabilisation et aider à mettre en place une section des droits de l'homme au sein de l'armée.

Non Aucun atelier n'a été organisé, cette activité ne figurant pas parmi les priorités du Gouvernement. La MINUL a assisté à 12 réunions du Groupe de travail sur la justice pour mineurs et de son sous-comité, auxquelles ont participé des représentants du Ministère de la justice, de l'appareil judiciaire, d'autres instances gouvernementales de l'UNICEF et d'autres partenaires nationaux et internationaux.

Le Groupe de travail sur la justice pour mineurs s'est employé à définir son programme de travail et à accorder la priorité à l'examen d'autres solutions que la détention pour les mineurs. La MINUL a également continué d'apporter des conseils et une assistance technique au Ministère de la santé et de la protection sociale et à ses comités spécialisés chargés de la désinstitutionalisation des enfants et de la gestion des cas individuels et s'est employée à promouvoir l'application des dispositions réglementaires visant à améliorer la protection de remplacement des enfants.

Oui 32 séances de renforcement des capacités locales ont été organisées dans 15 comtés avec des chargés de dossier, des associations des droits de l'homme, des chefs traditionnels et des collectivités locales. 18 réunions ont été organisées avec des chargés de dossier de 13 comtés. À l'occasion de la Journée des droits de l'homme, des 16 Journées de mobilisation contre la violence sexiste et de la Journée internationale des personnes handicapées, des activités locales ont été organisées dans les 15 comtés. Dans 5 comtés et 10 districts, des organisations de la société civile, y compris des associations de personnes handicapées, ont évalué la mise en œuvre de la stratégie de réduction de la pauvreté et du programme de développement à l'échelle des comtés, en suivant une approche fondée sur les droits de l'homme.

Organisation de 30 séances de formation (2 dans chaque comté) et de réunions trimestrielles portant sur des questions des droits de l'homme avec des groupes de la société civile

30 Séances de formation ont été organisées dans 15 comtés et des réunions mensuelles portant sur des questions relatives aux droits de l'homme ont été tenues dans tous les comtés.

Réalisation escomptée 3.2 : Renforcement des systèmes législatif, judiciaire et pénitentiaire au Libéria

Indicateurs de succès prévus

La Commission de la réforme législative examine les grandes lois qui sont incompatibles avec la Constitution et les normes internationales et fait des recommandations à leur sujet (2009/10 : aucune loi examinée; 2010/11 : 5 grandes lois examinées).

La politique et la stratégie relatives aux non-juristes dans le système judiciaire ont été définitivement mises au point; un groupe initial de non-juristes a reçu la formation nécessaire (2010/11 : 30 personnes).

Augmentation du nombre de comtés disposant de défenseurs publics (2007/08 : 7; 2008/09 : 11; 2009/10 : 15; 2010/11 : 27)

Des services d'assistance juridique ont été mis en place conformément à la politique et à la stratégie mises au point pour les non-juristes et l'accès à une aide et à une assistance juridique est assuré dans les comtés (2010/11 : 10 comtés).

Indicateurs de succès effectifs

Objectif atteint

La loi portant création de la Commission a été promulguée en juin 2011. La Commission a établi un plan stratégique quinquennal. Deux textes de loi, la loi relative aux jurys et le Code commercial, ont été révisés de manière à remédier au nombre important d'affaires judiciaires pénales en attente de jugement et assurer la tenue sans retard des procès, conformément aux normes internationales en la matière. Les articles du Code de procédure pénale, du Code de procédure civile et du Code pénal relatifs aux compétences juridictionnelles des tribunaux de première instance ont été révisés. (La version finale du projet de loi sur les jurys a été présentée en août au Parlement, qui avait déjà été saisi à cette date du Code commercial.)

La politique et la stratégie relatives aux non-juristes dans le système judiciaire n'ont pas été mises au point du fait de la démission, en avril 2010, du Président de l'équipe spéciale. Le Président de la Cour suprême n'ayant pas nommé un remplaçant, l'équipe spéciale n'a pu poursuivre ses travaux. Cependant, 61 magistrats non juristes ont obtenu leur diplôme dans le cadre du programme de formation de magistrats professionnels de l'École de magistrature et attendent d'être affectés.

21 défenseurs publics ont été nommés et sont entrés en fonction dans l'ensemble des 15 comtés. Deux autres défenseurs publics seront nommés au Centre de Gbanga quand la construction des tribunaux du Centre sera achevée. L'accent a été mis non plus sur le recrutement mais sur le renforcement des capacités des défenseurs publics déjà en poste.

La mise en place de services d'assistance juridique est au point mort, en attendant l'élaboration de la politique et la stratégie relatives aux non-juristes dans le système judiciaire. Dans certaines parties des comtés, des organisations de la société civile et des ONG internationales proposent une aide ou une assistance juridique. Par ailleurs, les efforts se poursuivent en vue

Les options envisagées pour l'harmonisation des systèmes de justice officiel et traditionnel en ce qui concerne les non-juristes ont été adoptées définitivement par le groupe de travail pertinent et présentées au Gouvernement libérien pour réexamen en vue de l'adoption de la législation.

Augmentation du nombre d'affaires jugées par les cours de circuit (2006/07 : 167; 2007/08 : 270; 2008/09 : 109; 2009/10 : 297; 2010/11 : 303)

Le rapport d'audit sur la problématique hommes-femmes a été présenté au Gouvernement.

Élaboration de 4 politiques nationales sur les plans d'urgence, les procédures disciplinaires destinées au personnel, les procédures disciplinaires destinées aux prisonniers et les procédures d'admission

Adoption par le Bureau de l'administration pénitentiaire d'un effectif normalisé fondé sur une bonne pratique suivie dans d'autres pays africains (allant de 1 agent pénitentiaire pour 2 prisonniers à 1 agent pour 8 prisonniers)

d'établir au barreau libérien un programme d'aide juridique, qui permette de fournir des services gratuits aux plaignants démunis ou mineurs. Le projet et le budget qui s'y rapporte ont été mis au point, mais le bailleur de fonds concerné a reporté la mise en œuvre du projet à la fin du dernier trimestre de 2011.

Le Ministère de la justice et la Commission de la réforme législative – plutôt que le groupe de travail sur les non-juristes – ont dirigé le processus. Un Comité pour l'amélioration de l'accès à la justice a été créé et s'est employé, au cours de la période à l'examen, à finaliser le rapport. En outre, des projets portant sur la justice traditionnelle et visant à mieux comprendre les liens qui existent entre cette dernière et les systèmes de justice officielle ont été entrepris, y compris une évaluation des tribunaux des gouverneurs tribaux.

Objectif atteint

Les cours ont jugé 604 affaires pénales et 128 affaires civiles.

L'augmentation du nombre d'affaires jugées s'explique par la meilleure préparation des dossiers ainsi que par l'amélioration de la coordination entre les procureurs, la défense et les tribunaux.

Les consultants ont entrepris l'élaboration du rapport en juin 2011. Le démarrage tardif de l'audit s'explique par la prolongation des consultations sur les fonctions des consultants.

La modification de l'équipe de direction du Bureau de l'administration pénitentiaire s'est traduite par un changement de priorités. La MINUL a été priée d'apporter son assistance pour l'élaboration de documents portant sur l'évaluation des procédures et non pour l'élaboration de ces quatre politiques nationales. Six documents de ce type ont été établis, portant respectivement sur les possibilités de prendre l'air et de faire de l'exercice physique accordées aux détenus, les procédures de remise en liberté, la gestion et le contrôle des outils, les procédures d'escorte, le dénombrement des détenus et la discipline qui leur est imposée.

Objectif atteint

Le principe d'un effectif normalisé a été accepté dans le cadre du plan stratégique du Bureau de l'administration pénitentiaire. Toutefois, le ratio d'un agent pénitentiaire pour 5 prisonniers ne peut pas encore être respecté dans tous les établissements pénitentiaires, en raison de l'insuffisance des effectifs (on compte 263 agents par rapport aux 500 prévus).

Organisation d'une formation en cours d'emploi par 12 agents pénitentiaires nationaux d'ici à juin 2011

Objectif atteint

Une formation en cours d'emploi a été dispensée par 12 formateurs du Bureau de l'administration pénitentiaire dans quatre établissements pénitentiaires [Gbarnga (3 formateurs), Kakata (1 formateur), Bondiway (2 formateurs) et la prison centrale de Monrovia (6 formateurs)].

Amélioration du dispositif de responsabilisation du Bureau de l'administration pénitentiaire grâce à l'adoption de 2 formulaires à remplir, dont l'un porte sur l'alimentation des prisonniers et l'autre sur la comptabilité financière

La modification de l'équipe de direction du Bureau de l'administration pénitentiaire s'est répercutée sur le contrôle de l'utilisation des formulaires, dont le personnel ne s'est pas servi.

Renforcement de la composante agricole (augmentation de 1 acre dans 2 établissements) (2010/11 : 3 projets)

Objectif atteint

Au Palais national d'administration pénitentiaire de Zwedru (Zwedru National Palace of Corrections), 18 acres de cultures diverses ont été ajoutés aux 10 acres de légumes et, à Voinjama, 2 acres de cultures diverses ont été ajoutés aux 2 acres consacrés à la culture de légumes.

Produits prévus

*Produit(s)
exécuté(s) :
oui/non
ou nombre Observations*

Fourniture d'une assistance technique, par le biais d'affectations sur place, et d'avis rendus par écrit et dans le cadre de réunions mensuelles avec la Commission de la réforme législative et le Parlement sur le réexamen des lois, les recherches juridiques, la légistique et la réforme législative, y compris le réexamen du Règlement applicable à l'arrière-pays

32 Réunions ont été tenues, au cours desquelles l'appui de la MINUL à la Commission de la réforme législative a été examiné. La Mission a mis à la disposition de la Commission des consultants qui ont élaboré un plan stratégique de 5 ans, prévoyant notamment le renforcement des capacités des chercheurs et des commissaires de la Commission en matière de gestion des archives, de recherches et de légistique.

10 Séances de travail auxquelles la MINUL a participé, aux côtés de la Commission de la réforme législative, dans le cadre d'un examen de haut niveau de la loi sur les jurys et des dispositions législatives relatives à l'extension de la compétence juridictionnelle des tribunaux d'instance.

La révision du Règlement applicable à l'arrière-pays n'a pas commencé, les grandes orientations relatives à l'harmonisation des systèmes judiciaires officiel et traditionnel restant à définir.

Fourniture d'une assistance technique, par le biais d'affectations sur place, d'avis rendus par écrit et de réunions mensuelles avec le Parlement concernant la préparation de la législation, la recherche juridique et la rédaction de textes législatifs

Fourniture d'une assistance technique, par le biais d'affectations sur place, d'avis rendus par écrit et de réunions hebdomadaires avec le Ministère de la justice sur les poursuites, la justice pour mineurs et pour enfants, la violence sexuelle et sexiste, les réexamens d'affaires, la tenue des archives et la gestion des dossiers, la codification, les contentieux, les services consultatifs juridiques, les contrats et accords et l'immigration

Oui Des membres de la MINUL ont été affectés au Parlement pour collaborer avec les différents comités et bureaux du Sénat et de l'Assemblée.

En collaboration avec le Parlement, la MINUL a engagé un consultant chargé de former des membres du personnel du Parlement aux méthodes de recherche, à la légistique et à la gestion d'archives. La formation a débuté en juin et s'est achevée en juillet 2011.

Des consultations-débats ont été organisés et animés par la MINUL, en collaboration avec le Parlement et des partenaires internationaux et nationaux, en vue de renforcer les capacités du Parlement dans le domaine de l'élaboration des lois.

Une réunion a été organisée avec le Parlement compte tenu des impératifs des travaux des comités législatifs et 6 autres réunions ont eu lieu dans la perspective des consultations-débats.

Des membres du Parlement ont participé à un atelier de renforcement des capacités animé par la MINUL sur les mécanismes non traditionnels de règlement des différends afin d'approfondir leurs connaissances en la matière.

7 Réunions ont été organisées avec le National Democratic Institute, l'Institut libérien d'administration publique et le service de recherche des deux chambres du Parlement sur l'élaboration du programme de formation aux méthodes de recherche destiné au personnel du service de recherche législative.

52 Réunions ont été organisées sur la codification, les projets de gestion de l'information et l'examen des rôles des causes, l'établissement de l'Institut libérien d'information juridique, la détention provisoire, les sous-comités (police-procureurs, solutions autres que la détention et traitement des affaires), l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et la justice pour mineurs.

Apport d'un appui technique à la police nationale libérienne aux fins du contrôle de 122 dossiers portant sur la formation de policiers de la brigade criminelle à l'école nationale de police du Libéria et de l'élaboration d'un manuel de formation destiné au cours de base sur les enquêtes criminelles

Fourniture d'une assistance technique à la magistrature, par le biais d'affectations sur place, d'avis rendus par écrit et de réunions hebdomadaires concernant l'administration judiciaire, la gestion des dossiers, la tenue des archives, l'éthique et la discipline, les activités de plaidoyer, la formation et la réforme judiciaire, y compris la réforme procédurale visant à accélérer le cours de la justice

Fourniture d'une assistance technique et d'avis sur l'accès du grand public à la justice par le biais de programmes radiophoniques hebdomadaires et de réunions trimestrielles avec le Ministère de la justice et la société civile

Fourniture d'avis à la fois par écrit et par le biais de réunions bimensuelles du pilier gouvernance et état de droit (réunions mensuelles avec les institutions gouvernementales et les ministères qui relèvent de ce pilier), réunions mensuelles avec la Commission de la gouvernance, réunions hebdomadaires avec le Ministère de la justice et la magistrature et réunions mensuelles avec l'École de droit Louis Arthur Grimes et l'Association nationale du barreau libérien sur la coordination et le développement des réformes du secteur de la justice, notamment le renforcement de la collaboration en ce qui concerne les programmes d'assistance juridique

Fourniture d'une assistance juridique et technique pour la conception et l'exécution des programmes de formation des personnels judiciaires à l'Institut de formation judiciaire et au Ministère de la justice par le biais de la participation à des activités de formation et la tenue d'ateliers bimensuels en vue de développer les capacités des juges, des magistrats, des sheriffs, des huissiers, des commis judiciaires, des défenseurs publics, des procureurs et des moniteurs à l'École nationale de police du Libéria

Apport d'avis rendus par écrit dans des rapports établis sur un projet de suivi des affaires de violence sexuelle d'une durée d'un an, qui a permis d'identifier les aspects du système judiciaire pénal à réformer en priorité. La MINUL a également continué à apporter un appui technique au Programme commun de l'ONU et du Gouvernement libérien contre la violence sexuelle ou sexiste.

- 21 Réunions organisées sur la mise en place d'un système d'archivage et la formation du personnel de l'appareil judiciaire (4 réunions sur la construction et la rénovation de l'infrastructure des tribunaux, 7 sur le Groupe de travail du secteur judiciaire, 10 avec l'Institut d'études judiciaires)

Fourniture d'une assistance technique au moyen d'affectations sur place et de l'élaboration de notes pédagogiques à l'intention des greffiers

- 2 Émissions radiophoniques hebdomadaires (*Dateline* et *Community Court*) mettant l'accent sur l'accès à la justice et les droits et les devoirs du citoyen
- 5 Réunions ont été organisées avec le Ministère de la justice sur une émission de radio

Oui Des avis techniques ont été fournis au Ministère de la justice, au système judiciaire, au Parlement et à la Commission de la réforme de la gouvernance, dans le cadre de réunions, tenues notamment avec le pilier Gouvernance et état de droit, de la retraite judiciaire du Ministère de la justice organisée en février 2011 et de réunions avec le Groupe consultatif technique sur la justice et la sécurité, l'Association nationale du barreau libérien, le Ministère de la défense et les forces armées libériennes.

Oui Une assistance technique a été fournie à l'Institut d'études judiciaires dans le cadre de l'élaboration d'un système de gestion des registres et de la formation des magistrats et greffiers au nouveau système.

Une assistance juridique a été fournie à la police nationale libérienne au moyen de 2 conférences sur le code de procédure pénale organisées à l'intention des policiers de la brigade criminelle.

<p>Formation de 50 magistrats non-juristes, 20 avocats municipaux, 60 assistants juridiques, 45 personnalités locales et chefs traditionnels et 50 juges de paix</p>	<p>Les ateliers bimensuels escomptés n'ont pas eu lieu, le Gouvernement ayant accordé la priorité à la formation à long terme plutôt qu'à court terme. La MINUL a cependant apporté une assistance technique au Sous-Comité Police-procureurs de l'Équipe spéciale sur les détentions provisoires aux fins de l'élaboration d'un calendrier de formation dans le cadre du programme de travail du Comité pour 2011 et a apporté son appui au premier atelier d'une série visant à renforcer les capacités de la police et des procureurs.</p> <p>61 Magistrats non-juristes ont obtenu leur diplôme en juin 2011 dans le cadre du programme de formation de magistrats professionnels de l'Institut d'études judiciaires.</p>
<p>Collaboration avec l'Institute of Peace des États-Unis, l'Université George Washington et le Carter Center dans le domaine de la recherche sur les mécanismes de justice informelle, notamment les pratiques de justice traditionnelle et les méthodes parallèles de règlement des différends</p> <p>Collaboration avec l'Institute of Peace des États-Unis et le Carter Center pour la tenue de 12 tables rondes de groupes de travail d'experts juridiques pour l'examen des possibilités d'harmonisation des systèmes judiciaires officiel et traditionnel</p>	<p>La formation d'assistants juridiques et de juges de paix n'a pas eu lieu, les services d'assistance juridique n'ayant pas été approuvés par le Président de la Cour suprême et les permis des juges de paix n'ayant pas été renouvelés. La formation des avocats municipaux n'a pas non plus été dispensée, dans la mesure où le Gouvernement compte mettre au point, à leur intention, un programme de formation de longue durée, semblable à celui proposé aux magistrats non juristes. La formation des chefs traditionnels s'effectuera dès que l'harmonisation des systèmes judiciaires officiel et traditionnel aura davantage progressé.</p> <p>Oui</p>
	<p>Non L'examen des possibilités d'harmonisation des systèmes judiciaires officiel et traditionnel a été ralenti en 2011, dans la mesure où il s'est avéré difficile d'obtenir les fonds nécessaires pour imprimer le rapport de la Conférence nationale de 2010, dont la diffusion a de ce fait été retardée. Il était nécessaire de disposer de ce rapport lors des consultations prévues pour élaborer des possibilités d'harmonisation adéquates.</p>

<p>Suivi des institutions juridiques et judiciaires, par le biais de visites quotidiennes et hebdomadaires aux institutions chargées de promouvoir l'état de droit, réalisation d'analyses du système judiciaire, identification des problèmes juridiques et judiciaires appelant une réforme et élaboration de rapports réguliers devant être partagés avec le Gouvernement chaque jour, chaque semaine et chaque mois</p>	<p>4 réunions ont été organisées avec le Conseil traditionnel national libérien et 1 avec le Ministère des affaires intérieures pour examiner les résultats de l'enquête sur les tribunaux des gouverneurs tribaux. Compte tenu de ces résultats, la MINUL a chargé un consultant recruté sur le plan national d'évaluer les travaux de certains tribunaux des gouverneurs dans 6 comtés. Une réunion de consultation et de sensibilisation a été organisée avec les parties intéressées sur l'évaluation des tribunaux. Une formation initiale a été dispensée aux évaluateurs et l'évaluation devrait s'achever en juin 2012 au plus tard.</p>
<p>Réalisation d'un audit sur la problématique hommes-femmes dans le secteur juridique, judiciaire et pénitentiaire</p>	<p>Oui Un suivi des institutions juridiques et judiciaires a été effectué au moyen de visites quotidiennes et hebdomadaires. L'analyse du système judiciaire a permis de mettre en évidence des problèmes juridiques et judiciaires appelant une réforme et des rapports ont été communiqués au Gouvernement (rapport de fin de session judiciaire pour novembre 2010 et rapports trimestriels et annuels sur le projet de suivi des affaires de violence sexuelle ou sexiste).</p>
	<p>Non Deux consultants ont été engagés en juin 2011 pour effectuer un audit sur la problématique hommes-femmes dans le secteur juridique et judiciaire. Ce recrutement tardif s'explique par la durée des consultations menées avec le Gouvernement sur les fonctions exactes des consultants. L'audit a été achevé à la fin du mois de juillet 2011.</p>
<p>Fourniture de conseils techniques par le biais de réunions trimestrielles et d'affectations sur place pour l'élaboration d'orientations et de procédures nationales en ce qui concerne la gestion du Bureau de l'administration pénitentiaire et la sécurité des prisons</p>	<p>Oui Des conseils techniques ont été fournis dans le cadre de 21 réunions organisées pour définir les orientations et les procédures nationales concernant la gestion du Bureau de l'administration pénitentiaire.</p>
<p>Organisation et exécution d'un programme de cours élémentaires et avancés de formation d'instructeurs sur les techniques pédagogiques et les questions pénitentiaires à l'intention des surveillants de prison. Les cours de base portent sur les techniques pédagogiques, notamment l'application d'une méthode systématique, les techniques d'apprentissage actif et les techniques de planification et de présentation des cours. La formation avancée porte sur la dynamique de groupe, les méthodes de formation relatives à la résolution des problèmes et les techniques d'observation.</p>	<p>Non Les cours élémentaires de formation d'instructeurs n'ont pas été dispensés en raison du changement de priorités du Gouvernement. Quatorze agents pénitentiaires ont suivi un cours avancé de formation. À la demande du Gouvernement, la MINUL a apporté son appui à la définition des descriptifs de poste de 3 responsables (tenue des registres, escorte et sécurité) de la prison centrale de Monrovia et d'un assistant du Ministre adjoint du Bureau de la réinsertion.</p>

Formation de 50 nouveaux agents pénitentiaires avec l'assistance de formateurs nationaux et grâce au financement du Fonds pour la consolidation de la paix

Oui

Programme de formation en cours d'emploi dans les établissements pénitentiaires, dirigé par des instructeurs nationaux affectés dans 3 établissements, englobant conseils techniques, aide à la préparation de cours et à l'échange d'informations et fourniture, le cas échéant, d'un accompagnement professionnel supplémentaire à certains agents

Oui Une formation en cours d'emploi dirigée par des instructeurs nationaux a été dispensée dans les prisons de Gbarnga et Kakata et à la prison centrale de Monrovia. Parmi les thèmes traités figuraient la sécurité des établissements, le contrôle des entrées et sorties, les procédures d'admission et de remise en liberté, le contrôle des clefs, les fouilles et la classification des prisonniers.

Fourniture de conseils techniques au Gouvernement par le biais de l'affectation sur place de conseillers dans les établissements pénitentiaires de 12 comtés afin d'améliorer le fonctionnement des établissements, de conseiller les administrateurs et d'assurer une formation en cours d'emploi en matière de gestion, d'administration et de sécurité et sur les pratiques optimales dans le domaine pénitentiaire

Oui 28 agents pénitentiaires, y compris 3 experts agricoles, ont été détachés dans 10 établissements pénitentiaires afin de dispenser au personnel une formation en cours d'emploi portant sur la gestion, l'administration et la sécurité, ainsi que les pratiques optimales dans le domaine pénitentiaire.

Fourniture de conseils techniques au Bureau de l'administration pénitentiaire pour l'amélioration des établissements pénitentiaires sur le plan de la conception des structures et des besoins en effectifs

Oui Des conseils techniques ont été fournis sur la conception des structures et des plans élaborés pour 4 projets à effet rapide concernant Kakata et la prison centrale de Monrovia (postes sanitaires), Buchanan (atelier) et Zwedru (porcherie et clapiers à lapins). Des propositions générales ont été formulées pour 3 établissements pénitentiaires (Gbarnga, prison centrale de Monrovia et Voinjama). Une analyse des besoins en effectifs a été effectuée pour 10 établissements pénitentiaires opérationnels sur la base du ratio d'un agent pour 5 détenus.

Fourniture de conseils techniques par le biais de l'affectation de tuteurs spécialistes des questions agricoles pour aider à mettre en œuvre les programmes de restauration agricole dans les établissements pénitentiaires

Oui 3 spécialistes des questions agricoles ont été affectés à la prison de Zwedru (2 tuteurs) et à celle de Voinjama (1 tuteur). Ces tuteurs ont aidé des agents pénitentiaires de ces 2 établissements à former des détenus à des techniques agricoles de base et à l'élevage du petit bétail.

Exécution de 30 projets à effet rapide en vue de renforcer l'état de droit

32 Projets relatifs à l'infrastructure d'institutions garantes de l'état de droit ont été approuvés dans des zones névralgiques. La construction de 6 bâtiments destinés aux services de l'immigration et de 12 commissariats a été approuvée, l'objectif étant de remédier aux problèmes de sécurité constatés à divers postes frontière avec la Côte d'Ivoire et dans d'autres régions reculées du pays. Des fonds ont également été affectés à la construction ou à la rénovation de 7 tribunaux d'instance et à la rénovation et aux travaux d'agrandissement de 5 maisons d'arrêt. La salle des archives et l'entrepôt logistique du siège de la Police nationale libérienne ont également été remis en état et équipés. Sur l'ensemble des projets approuvés, 24 ont été menés à bien. La réalisation des 8 autres projets a pris du retard en raison du mauvais état des routes et de la forte pluviométrie.

Composante 4 : appui

41. Comme il ressort des tableaux ci-après, pendant la période considérée, en moyenne 9 351 militaires, policiers et agents pénitentiaires, et 1 651 membres du personnel civil ont bénéficié de l'appui administratif et logistique et des services de sécurité nécessaires aux bureaux et aux activités qui leur ont été confiées dans le domaine de la sécurité, de la consolidation de la paix et de l'état de droit. La Mission a renforcé l'appui qu'elle fournit à la Commission électorale nationale et aux parties prenantes à l'échelle nationale, dans le cadre de la préparation du référendum de 2011 ainsi que des élections présidentielles et législatives. À cet égard, la MINUL a offert un appui logistique pour faciliter la fourniture de matériel dans les endroits isolés et aidé la Police nationale à élaborer un plan d'intervention intégré sur la sécurité. Elle a aussi renforcé les effectifs et les moyens aériens militaires de l'ONUCI lors de la crise postélectorale qu'a connue la Côte d'Ivoire.

42. La MINUL a également entrepris plusieurs projets d'infrastructure importants dont un projet de modernisation des installations d'assainissement et de traitement de l'eau pour se conformer aux normes relatives à l'environnement. Des réparations essentielles ont été effectuées dans plusieurs de ses installations de façon à satisfaire aux normes minimales de sécurité opérationnelle et on a amélioré les systèmes radio de l'ONU en passant aux systèmes numériques qui sont plus fiables, ce qui a permis de garantir l'accès à des systèmes de communications d'urgence. La Mission a continué de fournir un appui aérien au niveau régional en vue de faciliter la relève des troupes pour le compte de plusieurs missions de maintien de la paix. En outre, elle a reçu une quantité importante de matériel de la MINURCAT lorsque celle-ci a été liquidée.

Réalisation escomptée 4.1 : Appui efficace et rationnel à la Mission sur le plan logistique, administratif et de la sécurité

*Indicateurs de succès prévus**Indicateurs de succès effectifs*

Écoulement du matériel passé par profits et pertes dans les 60 jours suivant l'approbation de la destruction et dans les 120 jours suivant l'approbation pour la vente

Au 30 juin 2011, le matériel passé par profits et pertes avait été vendu en moyenne 423 jours après l'approbation de la vente ou détruit dans les 60 jours suivant l'approbation de la mise au rebut.

La vente du matériel a été lourdement tributaire de facteurs externes comme les visites de fonctionnaires libériens aux fins du calcul de l'impôt, les retards pris dans les versements effectués à la MINUL, la collecte des articles, la lenteur du processus d'appel d'offres, le peu d'intérêt manifesté à l'échelle locale et certains problèmes environnementaux. Pour atténuer toutes ces difficultés, on a institué une nouvelle procédure normalisée qui prévoit un calendrier de paiement et de ramassage du matériel ainsi que l'imposition d'amendes en cas de non-respect des délais.

Publication quotidienne de la liste électronique des passagers avant 15 heures au lieu de 16 h 30

La mise en service du système des listes électroniques de passagers a été retardée en raison des contraintes qui ont pesé sur la conception du logiciel nécessaire à l'établissement de ces listes et de la mise au point d'un logiciel standard pour toutes les missions.

Mouvement et transport des biens par voies terrestre, aérienne et maritime, respectivement, dans les 7, 15 et 5 jours suivant la date d'approbation de la demande électronique de transport

L'application du système des demandes électroniques de transport à l'ensemble de la Mission a été retardée en raison des contraintes qui ont pesé sur la conception des logiciels et de la mise au point d'un logiciel standard destiné à toutes les missions.

Aucun incident dû au manque de carburant pour le fonctionnement des groupes électrogènes, des véhicules, des navires et des aéronefs

Objectif atteint

Réduction du nombre de graves accidents de la route (accidents entraînant des frais de réparation d'un montant supérieur à 500 dollars) (2007/08 : 66; 2008/09 : 51; 2009/10 : 46; 2010/11 : 50)

Objectif atteint

Quarante-quatre graves accidents de la route au total ont été recensés.

Augmentation du taux de disponibilité des véhicules (2007/08 : 75 %; 2008/09 : 85 %; 2009/10 : 85 %; 2010/11 : 88 %)

Le taux de disponibilité des véhicules (85 %) a été plus faible que prévu et ce, en raison du vieillissement du parc automobile de la MINUL et du fait qu'il a fallu plus de temps que prévu pour se procurer des pièces détachées.

Augmentation de la proportion d'appels au service d'assistance de la Section des communications et des technologies de l'information qui sont résolus dans l'heure qui suit (2007/08 : 63 %; 2008/09 : 85 %; 2009/10 : 73 %; 2010/11 : 80 %)

70 % des demandes d'assistance présentées par des utilisateurs ont été satisfaites dans l'heure qui a suivi. La MINUL a participé, à titre expérimental, à la mise en place du système d'aide aux utilisateurs (i-Need) dans le cadre du progiciel de gestion de la relation client, et mené à bien avec succès les tests connexes. Le système qui devait être installé à la Mission à la fin de 2010 aurait permis de rendre les services d'assistance aux usagers plus performants. Néanmoins, ce projet n'a pas pu voir le jour en raison de dysfonctionnements dans la connexion à haut débit au fournisseur d'accès à Internet, enregistrés en février 2011 en Côte d'Ivoire, lors de la crise postélectorale survenue dans ce dernier pays, et du fait que les efforts ont été réorientés vers le processus électoral au Libéria.

Augmentation de la couverture du système sans fil (2009/10 : 60 %; 2010/11 : 80 % de l'ensemble des principales installations et résidences de la MINUL)

Objectif atteint

Toutes les installations de la MIMINUL, dont ses deux bases principales, des aéroports et des terrains d'aviation et 80 % des principales zones de résidence sont maintenant reliées au réseau maillé Wifi.

Les ordinateurs personnels de tous les fonctionnaires de la Mission sont dotés de la solution du réseau privé virtuel

Objectif atteint

Le réseau privé virtuel a été installé avec succès sur tous les ordinateurs portables qui disposaient des capacités nécessaires, soit 95 % des ordinateurs portables de la Mission. Le reste des portables sont des modèles plus anciens qui ne peuvent être connectés au réseau privé virtuel et sont en train d'être remplacés. La connexion offre aux utilisateurs la possibilité d'avoir accès à distance au réseau de la MINUL. Le personnel qui se trouve hors de la zone et du réseau de la Mission est relié au site intranet de la MINUL.

Sens et souci accrus de l'environnement au sein de la Mission grâce à l'application de trois règlements (politique environnementale, consignes générales et plan de préparation au risque de catastrophe)

Objectif atteint

Campagnes organisées dans 15 comtés pour informer le public au sujet de la réduction des effectifs et du redéploiement des forces de la MINUL

Les campagnes d'information qu'il était prévu d'organiser dans 15 comtés pour informer le public sur la réduction des effectifs et le redéploiement des forces de la MINUL n'ont pas eu lieu, car les échéances pour le retrait progressif de la Mission n'avaient pas encore été fixées.

Respect total des normes minimales de sécurité opérationnelle dans tous les locaux et installations de l'ONU dans les 15 comtés du Libéria

Les normes de sécurité sont respectées à 85 % dans tous les locaux et toutes les installations de la Mission, sur le territoire des 15 comtés. Si le pourcentage susmentionné est moins élevé que prévu, c'est en raison de l'éclairage inadéquat de certains périmètres, de l'absence de grillages aux fenêtres, du nombre insuffisant de clôtures d'enceinte et du manque de grilles métalliques.

Respect total des normes minimales de sécurité opérationnelle applicables au domicile dans les logements de 1 548 agents recrutés sur le plan international, dont 543 fonctionnaires, 237 Volontaires des Nations Unies, 133 observateurs militaires, 105 officiers d'état-major, 498 membres de la Police des Nations Unies et 32 spécialistes des questions pénitentiaires

Réduction de 30 % du nombre mensuel moyen d'accidents du travail nécessitant des soins médicaux (2007/08 : 14; 2008/09 : 7; 2010/11 : 5)

Réduction de 30 % des allégations d'exploitation et d'atteintes sexuelles (2008/9 : 55 %; 2010/11 : 30 %)

60 % des commandes relatives aux demandes d'achat dont les crédits sont approuvés sont passées avant la fin du deuxième trimestre de l'exercice budgétaire (2009/10 : 38 %; 2010/11 : 60 %).

65 % des matériaux de construction, notamment le sable, la latérite et le bois, requis dans les secteurs sont livrés par les fournisseurs locaux (du secteur concerné) (2009/10 : 52 %; 2010/11 : 65 %).

Amélioration de la qualité des soins de santé dans les zones reculées déterminée par le degré de satisfaction des clients, mesuré à l'aide de formulaires d'évaluation : plus de 60 % des participants ont jugé la qualité des soins « excellente » et 35 % « très bonne ».

Réduction de 50 % du nombre d'évacuations sanitaires au sein de la Mission

Les normes minimales de sécurité opérationnelle applicables au domicile sont respectées à 99,3% dans les 15 comtés, s'agissant des logements de 1 376 agents recrutés sur le plan international, dont 450 fonctionnaires, 215 Volontaires des Nations Unies, 132 observateurs militaires, 84 officiers d'état-major, 467 membres de la Police des Nations Unies et 28 spécialistes des questions pénitentiaires. Si ce pourcentage est moins élevé que prévu c'est parce qu'au moment de l'évaluation, certains membres du personnel étaient en congé et parce que certains périmètres ne sont pas suffisamment bien clôturés.

Objectif atteint

On a recensé en moyenne moins de cinq accidents du travail par mois, et au total 56 accidents de ce type pour l'exercice 2010/11.

Objectif atteint

On a recensé 14 plaintes pour exploitations et sévices sexuels durant l'exercice 2010/11, contre 24 pour la période 2009 /10, soit une diminution de 41,67 %.

Objectif atteint

À la fin du deuxième trimestre de l'exercice, 75,86 % des commandes relatives aux demandes d'achat dont les crédits avaient été approuvés et qui devaient faire l'objet d'appels d'offres, avaient été passées.

Objectif atteint

L'amélioration de la qualité des soins de santé dispensés dans les zones reculées s'est traduite par une satisfaction accrue des clients telle que les formulaires d'évaluation et de suivi de la MINUL ont permis de la mesurer, plus de 52 % des participants ayant qualifié ces soins d'« excellents » et 44 % les ayant jugés « très bons ».

Objectif atteint

La diminution de 63,83 % du nombre d'évacuations sanitaires au sein de la Mission tient à l'efficacité accrue des hôpitaux de niveau II dans les régions.

Amélioration de la parité hommes-femmes à tous les échelons (2009/10 : 34 %; 2010/11 : 36 %)

Au 30 juin 2011, les pourcentages respectifs de femmes et d'hommes travaillant pour la MINUL s'établissaient comme suit : 33,7 et 66,3 % pour les administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur recrutés sur le plan international; 34,1 et 65,9 % pour les administrateurs du Service mobile recrutés sur le plan international; 18,6 et 81,4 % pour les agents du Service mobile recrutés sur le plan international; 26 et 74 % pour les administrateurs recrutés sur le plan national; et 18,6 et 81,4 % pour les agents des services généraux recrutés sur le plan national. Néanmoins, durant l'exercice 2010/11, les recrutements de femmes ont augmenté de 15,3 % contre 7,5 pour les hommes.

La Mission a eu du mal à trouver des candidates pour les postes appartenant aux groupes professionnels suivants : génie, approvisionnements, transports et logistique.

Pourcentage accru de femmes participant aux projets de renforcement des capacités du personnel recruté sur le plan national réalisés par le Centre intégré de formation du personnel des missions (2009/10 : 33 %; 2010/11 : 35 %)

Objectif atteint

76,5 % des agents de sexe féminin recrutés sur le plan national ont participé au projet national d'accréditation du personnel administratif, conçu à l'intention du personnel de rang intermédiaire, d'encadrement et de direction.

Programme de tutorat achevé avec succès par 10 agents recrutés sur le plan national appelés à assumer de plus grandes responsabilités en raison de la réduction des postes d'agent recruté sur le plan international

N'ayant suscité dans l'ensemble que peu d'intérêt, le programme de tutorat n'a pas été mis en œuvre.

Produits prévus

*Produit(s)
exécuté(s) :
oui/non
ou nombre Observations*

Amélioration des services

Mise en place d'un solide régime applicable aux ventes de biens et tenue régulière de réunions d'examen du comité local de contrôle du matériel, au moins une fois par mois

9 Réunions du Comité local de contrôle du matériel ont eu lieu.

Si ces réunions ont été moins nombreuses que prévu c'est parce que la quantité de matériel à passer en charges et relevant du mandat du Comité de contrôle du matériel a diminué.

Un système efficace de vente des biens radiés a été institué. Outre certains accords de vente ponctuels (véhicules et pièces détachées), divers contrats ont été passés aux fins de la vente de batteries, de cartouches, de pneus usés et d'huiles usées. Durant l'exercice 2010/11, 4 ventes ont été organisées.

Application du système des listes électroniques des passagers à l'ensemble de la Mission, ce qui se traduit par la publication de la liste définitive dans de meilleurs délais et une amélioration du suivi des autorisations

Non La liste électronique de passagers devait être établie durant le deuxième trimestre de 2010. Toutefois, ce projet a été retardé pour permettre la mise au point d'une série intégrée de logiciels uniformisés pouvant être utilisés par toutes les missions et suffisamment souples pour pouvoir répondre à leurs exigences spécifiques.

Application du système de la demande électronique de transport à l'ensemble de la Mission pour le transport des biens par voies terrestre, aérienne et maritime de façon à assurer un meilleur suivi, qui se traduit par une livraison plus efficace et plus rapide et une amélioration générale des mesures d'autorisation et de contrôle du transport de biens

Non Voir ci-dessus

Fourniture de divers combustibles à 25 sites de la Mission et conservation d'une réserve stratégique de 600 000 litres de Jet A-1 (carburant pour avions) et de 2,7 millions de litres de diesel à des fins d'urgence

Oui Des stocks de combustible sont conservés dans toutes les stations de carburant et tous les points de distribution destinés à l'aviation. Conformément au marché passé, une réserve stratégique de carburant composée de 2 millions de litres de diesel et de 0,6 million de litres de Jet A-1 (carburant pour avions) a été constituée au dépôt du fournisseur.

Promotion de la prudence au volant par la formation et programme d'apprentissage à la conduite de tous les types de véhicules légers et lourds (y compris le matériel de manutention) afin d'améliorer les compétences des chauffeurs de la Mission et d'assurer ainsi la sûreté et la sécurité du personnel et du matériel

Oui 2 758 personnes au total ont passé des tests visant à évaluer leurs compétences en matière de conduite et suivi des cours de conduite. Sur ce total, 1 456 personnes ont fait l'objet d'une évaluation des compétences en matière de conduite, 1 122 autres ont été formées à la conduite de véhicules tout-terrain, 54 ont subi des tests destinés à évaluer leur aptitude à la conduite de poids lourds, 13 ont fait l'objet d'évaluations sur leur aptitude à manier des élévateurs à fourche/grues et 113 sur leur aptitude à conduire d'autres types d'engins comme les véhicules blindés et les motoniveleuses.

L'Équipe spéciale chargée de la sécurité routière a lancé deux grandes campagnes en faveur de la sécurité routière en novembre 2010 et juin 2011. Il a été rappelé à tous les conducteurs de la MINUL qu'ils devaient se montrer extrêmement disciplinés au volant et respecter scrupuleusement les directives de la Mission relatives à la conduite de véhicules ainsi que le code de la route en vigueur dans le pays.

Application à l'ensemble de la Mission d'un système de réservation afin de minimiser les interruptions de service pour l'entretien de routine des véhicules et de réduire l'arriéré des ateliers de mécanique sans compromettre la fiabilité des véhicules

Regroupement des fonctions du service d'appui aux usagers et intégration de ces fonctions avec celles du centre d'exploitation de réseau, du standard téléphonique et du centre d'appels, afin de constituer un guichet unique pour l'ensemble de l'appui aux usagers en matière de technologies de l'information et des communications

Mise en place d'un vaste système sans fil couvrant toutes les principales installations (salles de conférence) et les lieux où se trouvent au moins 20 usagers de la MINUL, y compris les résidences. Cette couverture permettra à la Mission d'accéder pratiquement au réseau de partout et à tout moment, en particulier dans les situations d'urgence telles que les troubles civils et les pandémies.

Installation d'une solution de réseau privé virtuel pour permettre au personnel de la Mission d'accéder au réseau de la MINUL via l'Internet en tout lieu et dans les déplacements et d'améliorer ainsi la productivité et l'efficacité de tous les usagers pendant les voyages officiels dans la zone de la Mission et en dehors de cette zone. Cette solution devrait assurer une sécurité accrue au personnel en cas de pandémie en lui permettant de travailler depuis son domicile.

Contrôle des installations, des opérations et des activités d'élimination des déchets quant au respect de la politique et des directives du Département des opérations de maintien de la paix concernant l'environnement, et adoption de mesures correctives afin d'optimiser les opérations écologiquement durables. Le contrôle s'effectuera dans le cadre de visites d'inspection des installations de la Mission. Tous les 3 mois, 20 visites seront effectuées et 40 installations au moins seront inspectées (80 visites et 160 installations par an).

Non Si le système de réservation ne s'applique pas à toute la Mission, c'est parce que les conducteurs sont avertis par le système Car-Log aussitôt que leur véhicule doit faire l'objet d'un entretien de routine, à savoir tous les 5 000 km, et n'ont par conséquent pas vraiment besoin dudit système de réservation.

Oui Un service clientèle « à guichet unique » opérationnel et intégré, comportant un service d'assistance, un centre d'appels et un centre d'exploitation de réseau, a été créé.

Oui Les installations de la MINUL, notamment ses deux bases principales, des aéroports et des terrains d'aviation de même que les principales zones d'habitation, sont maintenant reliées au réseau maillé Wifi.

Oui La très grande majorité (95 %) des ordinateurs portables utilisés sont configurés pour être reliés au réseau virtuel privé. Le reste, soit 5 %, est constitué d'ordinateurs plus anciens qui sont en train d'être remplacés. Le personnel qui se trouve hors de la zone ou du réseau de la Mission est relié au site intranet de cette dernière et peut, quel que soit l'endroit où il se trouve dans le monde, consulter son courrier professionnel et avoir accès aux ressources du réseau en se servant des machines appartenant à l'ONU.

Oui

Préparation et lancement d'une campagne d'information destinée à renforcer la stabilité des conditions de sécurité et à faire connaître et promouvoir les modifications apportées aux effectifs de la MINUL : 6 bulletins d'information quotidiens sur Radio MINUL, 5 éditions hebdomadaires de *Coffee Break*, messages radiophoniques hebdomadaires d'intérêt général, conférences de presse hebdomadaires, communiqués de presse, tournées des patrouilles militaires nocturnes et autres activités militaires de promotion et d'information organisées à l'intention des médias, une exposition photographique, réalisation de magazines vidéo d'actualité et longs métrages diffusés sur des chaînes de télévision libériennes, spectacles présentés par 14 troupes d'artistes interprètes traditionnels et distribution de 200 000 prospectus et 10 000 t-shirts dans les 15 comtés

Rédaction de rapports quotidiens, de rapports d'évaluation hebdomadaires et de rapports trimestriels sur l'état de la sécurité dans l'ensemble de la Mission

Examen et mise à jour des plans d'évacuation pour raison de sécurité

12 Émissions d'information quotidiennes ont été produites.

L'augmentation du nombre de bulletins d'information quotidiens tient à l'essor qu'ont connu les émissions d'actualité durant la période des élections ainsi qu'aux problèmes de sécurité découlant de la crise postélectorale survenue en Côte d'Ivoire.

5 Éditions hebdomadaires de *Coffee Break* ont été produites et diffusées, en collaboration avec le porte-parole de la MINUL.

3 Messages radiophoniques hebdomadaires d'intérêt général ont été diffusés.

3 Programmes vidéo sur la stabilité des conditions de sécurité ont été produits.

3 Reportages vidéo ont été produits.

1 Magazine d'actualité a été produit puis retransmis par les 5 stations de télévision libériennes.

Des réunions avec la presse ont eu lieu chaque semaine à Monrovia et des visites dans les secteurs ont été régulièrement organisées à l'intention des membres de la presse internationale en reportage dans le pays. Ces réunions et visites portaient sur la situation en matière de sécurité qui régnait en Côte d'Ivoire après les élections et sur les préparatifs des élections au Libéria.

On a produit des films vidéo et des programmes de radio traitant de la campagne de sensibilisation aux questions en rapport avec les opérations de police, de la conférence de presse tenue à ce sujet, du lancement du plan stratégique du Bureau de l'immigration et de la cérémonie de remise de diplômes de la première promotion d'auxiliaires de police.

Oui

Oui Le plan de sécurité du Libéria, tel que mis à jour, qui inclut le plan d'évacuation, a été approuvé par l'Équipe de coordination du dispositif de sécurité en mai 2011.

Fourniture de services de sécurité à 181 postes de garde, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 dans toutes les installations de la MINUL situées dans les 15 comtés du Libéria	Oui
Réalisation des enquêtes sur les normes minimales de sécurité opérationnelle applicables au domicile pour tout le personnel civil recruté sur le plan international, les membres de la Police des Nations Unies, les observateurs militaires et les officiers d'état-major	Oui Selon les enquêtes réalisées, les normes minimales de sécurité opérationnelle applicables au domicile sont respectées à 99,3 % dans les 15 comtés, sur les lieux où résident en moyenne 1 376 agents recrutés sur le plan international.
Conduite d'inspections mensuelles sur le lieu du travail dans les zones à haut risque (chantiers de construction, ateliers, entrepôts) dans le but d'évaluer l'efficacité des programmes d'hygiène et de sécurité du travail de la Mission	Oui En outre, une base de données relatives au degré d'application des règles d'hygiène et de sécurité du travail a été créée afin de permettre de mieux déterminer la suite qui a été donnée aux recommandations touchant à ces questions.
Diffusion d'émissions et de campagnes bihebdomadaires sur l'hygiène et la sécurité du travail à l'intention du personnel et des fournisseurs	Oui Des conseils en matière d'hygiène et de sécurité du travail ont été diffusés chaque semaine sur les ondes. Des campagnes en faveur de la sécurité routière ont été menées à bien avec succès en décembre 2010 et juin 2011. Un système de récompenses visant à réduire le nombre d'accidents de la route a été mis en place. La Mission a célébré la Journée mondiale de la sécurité et de la santé au travail pour exprimer sa solidarité avec l'Organisation internationale du Travail (OIT).
Services de formation en matière d'hygiène et de sécurité du travail proposés au personnel et aux fournisseurs	384 Membres du personnel de la MINUL, dont 29 agents recrutés sur le plan international, 227 agents recrutés sur le plan national, 47 Volontaires des Nations Unies, 61 militaires, 19 membres de la Police des Nations Unies et 1 vacataire, ont reçu une formation à l'hygiène et à la sécurité du travail.
Intensification des programmes de formation initiale (en faisant passer de 1 685 à 2 000 le nombre de participants). Cours de remise à niveau en matière de prévention de l'exploitation et de la violence sexuelles dispensés à l'intention de tout le personnel (par rapport à 5 662 agents actuellement). Augmentation du nombre de séances de formation des agents de coordination de la lutte contre l'exploitation et la violence sexuelles (de 4 à 5)	576 Membres du personnel ont suivi des cours de formation initiale. 4 234 Membres du personnel ont suivi des cours de remise à niveau. 24 Agents de coordination ont participé à une séance de formation. Si le nombre d'agents en tenue ayant suivi une formation dans les secteurs a diminué, c'est parce que certaines séances ont été annulées pour des raisons opérationnelles en rapport avec les préparatifs des élections nationales et avec l'afflux de réfugiés.

Poursuite des visites d'évaluation des risques d'exploitation et de violence sexuelles dans tous les secteurs et les régions couvrant les lieux de déploiement au titre des mesures préventives	Oui	Des missions d'évaluation des risques (inspection des installations de détention et de loisirs mises à la disposition des contingents et évaluation de l'impact que l'absence de prestations de cette nature peut avoir sur la commission d'infractions comme l'exploitation et les sévices sexuels), conjuguées à des cours de remise à niveau organisés à l'intention des contingents, ont eu lieu dans les secteurs.
Livraison plus rapide des biens et des services grâce à un contrôle du travail des fournisseurs, qui sont contactés toutes les semaines par courriel et par téléphone	Oui	
Compilation d'une liste exhaustive des bons fournisseurs dans les divers secteurs de la Mission pour les appels d'offres de faible valeur concernant le matériel de génie	Oui	
Adoption d'une version abrégée de la demande de devis relative au matériel de génie de faible valeur	Oui	
Élargissement de la couverture médicale dans la zone de la Mission et réaffectation de personnel médical aux secteurs après le transfert d'une unité médicale de niveau II de Tubmanburg à Harper	Oui	Une unité médicale de niveau I dotée d'un médecin et chargée de venir en aide à la population civile a été créée à Harper. Le choix de ce type d'établissement s'explique par le fait que les membres du personnel civil étaient moins nombreux.
Établissement d'un modèle de sélection permettant aux directeurs de programme de donner la priorité aux candidates dotées de l'expérience et des compétences requises	Oui	La Mission a toutefois eu des difficultés à attirer des candidates pour les postes relevant des groupes professionnels suivants : génie, approvisionnement, transports et logistique. En outre, le nouveau système de gestion des aptitudes (Inspira) et le Conseil central de contrôle pour le personnel des missions sont conçus de telle sorte que la MINUL a tendance à privilégier le recrutement de candidates dont le nom figure déjà au fichier du conseil susmentionné.
Mise en œuvre d'un cours de formation en matière d'administration de 10 semaines à l'intention de 50 femmes recrutées sur le plan national, en coopération avec un établissement d'enseignement national	25	Femmes membres du personnel de la Mission et recrutées sur le plan national ont participé au projet national d'accréditation du personnel administratif exécuté en collaboration avec l'Université Cuttington. Le nombre d'agentes des services administratifs ayant exprimé le souhait de participer à ce programme a été plus faible que prévu.

Adoption d'un quota de 35 % pour le personnel féminin recruté sur le plan national dans les cours de renforcement des capacités du Centre intégré de formation du personnel des missions, y compris le permis de conduire informatique international	76,47 %	Des agentes recrutées sur le plan national ont participé au projet national d'accréditation du personnel administratif conçu à l'intention du personnel de rang intermédiaire, d'encadrement et de direction.
Exécution d'un programme de tutorat consacré à 10 fonctionnaires recrutés sur le plan national pour les préparer à assumer de grandes responsabilités dans leurs sections respectives	Non	Cet objectif n'a pas pu être atteint en raison du peu d'intérêt manifesté pour les programmes de tutorat proposés par le Centre intégré de formation du personnel des missions.
Exécution d'un programme de renforcement des capacités du personnel recruté sur le plan national comportant l'évaluation et la certification de 80 agents dans 5 domaines de compétence professionnelle, la certification de 60 membres du personnel administratif et la certification également de 50 fonctionnaires ayant obtenu le permis de conduire informatique international	51	Agents recrutés sur le plan national et exerçant dans 14 domaines distincts ont vu leurs aptitudes professionnelles évaluées.
	34	Membres du personnel ayant suivi une formation à l'administration ont été certifiés.
	48	Agents recrutés sur le plan national ont suivi 14 formations professionnelles au collège Stella Maris.
	62	Agents ont obtenu leur permis de conduire informatique international. Le fait que les chiffres soient moins élevés que prévu tient à la diminution du nombre de membres du personnel de la Mission inscrits au programme.
Planification et organisation de stages de formation en matière de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles à l'intention de 60 membres du personnel	Non	Les plans et arrangements devant permettre de dispenser la formation proposée ont été arrêtés; un coordonnateur de l'OIT a été consulté et a fourni du matériel. La MINUL a créé à l'intention de la composante militaire et de la composante police une équipe spéciale qui participera pleinement aux activités et aux campagnes en faveur de l'hygiène et de la sécurité du travail. Au 30 juin 2011, l'exécution finale du projet n'avait pas commencé.
Planification et organisation de 6 visites de formation dans 7 secteurs situés dans 15 comtés au moyen de la présentation itinérante du Centre intégré de formation du personnel des missions	19	Visites ont été effectuées dans 7 secteurs et dans 15 comtés aux fins de l'organisation d'une formation à la gestion des conflits ainsi que de cours et d'examens devant déboucher sur l'obtention d'un permis de conduire informatique international. Si le nombre de visites a été plus élevé que prévu, c'est parce qu'une formation à la gestion des conflits a été incluse dans les secteurs.

Planification et organisation de 7 visites consacrées à l'organisation des carrières dans 7 secteurs situés dans 15 comtés	16	Visites ont été effectuées dans 7 secteurs et dans 15 comtés afin de dispenser une formation dans les domaines suivants : utilisation d'Inspira, établissement d'une notice personnelle, rédaction d'une lettre de couverture et préparation aux interviews. Si le nombre de visites a été plus élevé que prévu, c'est parce qu'en août 2010, la Mission a été choisie pour exécuter un projet pilote d'application du nouveau système e-performance d'Inspira.
Planification et organisation de 7 visites consacrées à l'éducation civique électorale du personnel recruté sur le plan national dans 7 secteurs situés dans 15 comtés	Non	Les campagnes d'éducation civique électorale qui devaient se dérouler dans 15 comtés ont été annulées en raison de priorités concurrentes.

Produits normalisés

<i>Produit</i>	<i>Nombre prévu 2010/11</i>	<i>Nombre effectif 2010/11</i>
Déploiement, relève et rapatriement des effectifs militaires et policiers et administration du personnel civil	Effectif moyen de 133 observateurs militaires, 8 069 militaires (dont 105 officiers d'état-major), 845 membres d'unités de police constituées, 498 membres de la Police des Nations Unies, 32 spécialistes des questions pénitentiaires, 541 fonctionnaires recrutés sur le plan international, 1 040 agents recrutés sur le plan national, dont 59 administrateurs recrutés sur le plan national, 3 postes de temporaire, et 237 Volontaires des Nations Unies (effectif autorisé le plus élevé)	Effectif moyen de 132 observateurs militaires, 7 881 militaires (dont 84 officiers d'état-major), 843 membres d'unités de police constituées, 467 membres de la Police des Nations Unies, 28 spécialistes des questions pénitentiaires, 448 fonctionnaires recrutés sur le plan international, 985 agents recrutés sur le plan national, dont 50 administrateurs recrutés sur le plan national, 3 postes de temporaire, et 215 Volontaires des Nations Unies
Contrôle du matériel appartenant aux contingents et des services de soutien logistique autonome fournis	Vérification et contrôle d'un effectif moyen de 8 069 militaires et 845 membres d'unités de police constituées, 4 100 articles de matériel majeur et 22 articles de soutien logistique autonome 350 inspections périodiques et 70 inspections des moyens opérationnels	Vérification et contrôle d'un effectif moyen de 7 881 militaires et 843 membres d'unités de police constituées, 4 015 articles de matériel majeur et 22 articles de soutien logistique autonome, lors d'inspections obligatoires du matériel appartenant aux contingents 324 inspections périodiques, 69 inspections des moyens opérationnels et 1 inspection finale Le nombre d'inspections périodiques a été moins élevé que prévu en raison de la réduction du nombre de membres de contingents déployés.

<i>Produit</i>	<i>Nombre prévu 2010/11</i>	<i>Nombre effectif 2010/11</i>
	Établissement et présentation de 280 rapports de vérification nécessitant 2 400 journées de travail d'inspection (1 620 pour des civils recrutés sur le plan international et 780 pour des officiers d'état-major)	Établissement de 279 rapports de vérification ayant nécessité 2 986 journées de travail d'inspection (1 892 pour des civils recrutés sur le plan international et 1 094 pour des officiers d'état-major) En sus, publication des quatre lettres de synthèse trimestrielles faisant le bilan des évaluations menées à l'échelle de la Mission sur les capacités et le fonctionnement du matériel appartenant aux contingents, et trois réunions du Comité de contrôle de la gestion du matériel appartenant aux contingents et des mémorandums d'accord ont eu lieu
Rations	Fourniture de rations pour l'ensemble des effectifs militaires et du personnel des unités de police constituées sur le terrain (7 964 militaires et 845 membres d'unités de police constituées) Stockage et distribution de rations de combat et d'eau potable pour 14 jours pour un effectif moyen de 133 observateurs militaires, 8 069 militaires (dont 105 officiers d'état-major), 845 membres d'unités de police constituées, 498 membres de la Police des Nations Unies, 32 spécialistes des questions pénitentiaires et 780 civils (543 fonctionnaires recrutés sur le plan international et 237 Volontaires des Nations Unies)	Distribution d'un total de 52 005 rations à un effectif moyen de 7 881 militaires et 843 membres d'unités de police constituées Stockage d'une réserve de rations de combat et d'eau en bouteille pour 14 jours sur des sites désignés de l'ensemble de la Mission pour un effectif moyen de 132 observateurs militaires, 7 881 militaires (dont 84 officiers d'état-major), 843 membres d'unités de police constituées, 467 membres de la Police des Nations Unies, 28 spécialistes des questions pénitentiaires et 665 civils (450 fonctionnaires recrutés sur le plan international et 215 Volontaires des Nations Unies)
Carburant	Fourniture d'environ 14,07 millions de litres de carburants et lubrifiants destinés à alimenter 329 groupes électrogènes appartenant à l'ONU et 257 appartenant aux contingents	Fourniture de 14,06 millions de litres de diesel destinés à l'ensemble des groupes électrogènes utilisés par la MINUL
Entretien des locaux	Entretien et remise en état de 81 locaux utilisés par du personnel militaire ou des membres d'unités de police constituées, 5 locaux utilisés par la Police des Nations Unies et 19 locaux utilisés par des membres du personnel civil dans l'ensemble des 103 sites de la MINUL	Oui

<i>Produit</i>	<i>Nombre prévu 2010/11</i>	<i>Nombre effectif 2010/11</i>
Entretien des groupes électrogènes	Exploitation, réparation et entretien de 550 groupes électrogènes appartenant à l'ONU stockés ou utilisés dans l'ensemble des sites de la MINUL au Libéria qui ne sont pas reliés au réseau public d'alimentation en électricité et qui n'ont pas accès à des générateurs appartenant aux contingents	Exploitation, réparation et entretien de 630 groupes électrogènes appartenant à l'ONU, dont 320 utilisés, 80 stockés en réserve et 230 devant être passés par pertes et profits car leur réparation n'a pas été jugée rentable
Entretien et remise en état des routes	Entretien et remise en état d'environ 1 000 km de routes principales et secondaires	Entretien et réparation de 1 148 km de routes et achèvement des travaux de remise en état de la piste de l'aéroport de Harper
Parc de véhicules	Utilisation et entretien de 1 295 véhicules appartenant aux Nations Unies, dont des véhicules blindés, des véhicules du génie, des remorques et des engins de manutention, dans 10 ateliers situés dans 8 localités (Monrovia, Buchanan, Zwedru, Harper, Tubmanburg, Voinjama, Gbarnga et Greenville), 3 ateliers extérieurs de réparation et d'entretien et 1 atelier de tôlerie	Utilisation et entretien de 1 368 véhicules appartenant aux Nations Unies, dont des remorques et accessoires, sur la base de 9 630 bons d'intervention L'augmentation du nombre de véhicules devant faire l'objet de réparations s'explique par le report sur le présent exercice de véhicules en voie d'être inscrits au compte de pertes et profits à la fin de l'exercice précédent.
	Fourniture de 9,71 millions de litres de carburants et lubrifiants destinés à 1 087 véhicules appartenant aux Nations Unies et à 1 538 véhicules appartenant aux contingents (à l'exclusion des véhicules qui ne nécessitent pas de carburant comme les remorques et les accessoires)	Fourniture de 8,5 millions de litres de carburant destinés à l'ensemble des véhicules utilisés par la MINUL Approvisionnement en carburant de 1 160 véhicules appartenant aux Nations Unies et de 1 505 véhicules appartenant aux contingents La réduction de la quantité de carburant fournie s'explique par le taux d'immobilisation plus élevé des véhicules appartenant à l'ONU et la réduction du nombre de véhicules appartenant aux contingents qui ont été déployés.
Flotte aérienne	Utilisation de 3 avions et de 16 hélicoptères, dont 11 appareils militaires	Dans le contexte de la crise postélectorale en Côte d'Ivoire, et comme le Conseil de sécurité l'y a autorisé dans ses résolutions 1951 (2010), 1962 (2010), 1967 (2011) et 1968 (2011), la MINUL a temporairement déployé des moyens aériens au service de l'ONUCI, ainsi qu'il est indiqué ci-après : 2 hélicoptères commerciaux MI-8 du 14 octobre au 7 novembre 2010; 2 hélicoptères militaires MI-8 du 26 novembre 2010 au 28 juin 2011; et 3 hélicoptères militaires MI-24 à partir de mars 2011.

<i>Produit</i>	<i>Nombre prévu 2010/11</i>	<i>Nombre effectif 2010/11</i>
		La flotte aérienne de la MINUL a par la suite été renforcée quand il lui a été fourni un avion supplémentaire en mars et en avril 2011 et deux hélicoptères commerciaux, de la MONUSCO et de l'ONUCI, respectivement, en décembre 2010 et février 2011.
Heures de vol	9 747 heures de vol (1 937 pour 3 avions et 7 810 pour 16 hélicoptères), y compris pour assurer un service de navettes à l'échelon national et régional pour les passagers et les marchandises, la relève des troupes, les vols spéciaux, l'évacuation de blessés et de malades, la recherche et le sauvetage, les patrouilles de police des frontières et autres vols militaires	11 001 heures de vol (2 314 pour 4 avions et 8 687 pour 18 hélicoptères), dont 5 047 heures pour le service de navettes à l'échelon national et régional pour les passagers et les marchandises, 947 heures pour la relève des troupes de la MINUL, 363 heures pour l'évacuation de blessés et de malades, la recherche, le sauvetage, et la formation, 264 heures de vols spéciaux hors Mission, 2 172 heures pour les patrouilles de police des frontières et les patrouilles à pied, 226 heures à l'appui de la relève des troupes de l'ONUCI, 132 heures à l'appui du rapatriement des troupes de la MINURCAT, 127 heures à l'appui de la relève des troupes de la MONUSCO, 86 heures à l'appui de la relève des troupes de la FINUL et 1 637 heures à l'appui de l'ONUCI
Aérodromes	Entretien de 7 aérodromes, de 8 installations de terminaux et de 35 aires d'atterrissage pour hélicoptères	Oui
Transports maritimes et fluviaux et approvisionnement en carburant	Exploitation d'un caboteur	Oui
	Fourniture de 700 000 litres de diesel pour les transports maritimes et fluviaux	Oui
Transmissions	Exploitation et entretien d'un réseau de communication radio HF/VHF composé de 55 répéteurs VHF, de 4 207 appareils de radiotéléphonie VH/UHF portables et fixes dans l'ensemble de la zone d'opérations de la MINUL, pour assurer un taux de disponibilité supérieur à 99,95 % (4,4 heures d'indisponibilité par an)	Exploitation et entretien de 18 réseaux satellitaires (systèmes de microterminaux VSAT), 33 centraux téléphoniques, 57 liaisons hertziennes, 54 répéteurs HF et VHF, 17 stations de radiodiffusion FM, 3 907 radios VHF/UHF, 908 stations de base, 115 stations de base VH/VHF/UHF L'augmentation globale de la quantité de matériel tient à la mise en place de solutions de sécurité et de secours, prévues pour les situations d'urgence dans le cadre des élections

<i>Produit</i>	<i>Nombre prévu 2010/11</i>	<i>Nombre effectif 2010/11</i>
	Exploitation et entretien d'une station terrienne principale et de 15 microterminaux VSAT	Oui
	Exploitation et entretien d'un réseau téléphonique composé de 36 centraux téléphoniques, 698 téléphones mobiles et 65 téléphones par satellite. Taux de disponibilité supérieur à 99,95 %	Exploitation et entretien de 35 centraux téléphoniques, 1 000 téléphones mobiles et 100 téléphones par satellite L'augmentation globale de la quantité de matériel tient à la mise en place de solutions de sécurité et de secours, prévues pour les situations d'urgence dans le cadre des élections
	Exploitation et entretien de 59 liaisons hertziennes, 110 émetteurs de radio numérique à bande étroite permettant d'assurer une attribution et une gestion efficaces de la largeur de bande (réseau utilisé à 80 % pendant plus de 50 % du temps et saturé moins de 5 % du temps)	Exploitation et entretien de 57 liaisons hertziennes (2 liaisons ont été enlevées à Tubmanburg, en raison de l'installation d'une liaison directe plus efficace), 119 émetteurs de radio numérique à bande étroite, utilisés à 90 % de leur capacité pendant plus de 50 % du temps et saturés moins de 5 % du temps
	Mise en place d'un système de protection des données et de détection et neutralisation des tentatives de pénétration du réseau et des virus pour assurer un taux de disponibilité et d'intégrité des données de 99,95 %	Oui
Informatique	Exploitation et entretien de connexions Internet continues avec le réseau de la MINUL, dans l'ensemble de ses sites et dans le monde, par réseau privé virtuel, avec un taux de disponibilité supérieur à 99,5 % (44 heures d'indisponibilité par an)	Oui
	Exploitation et entretien de connexions terrestres à haut débit avec 80 % des sites représentant 95 % des usagers, avec un taux de disponibilité de 99,5 %	La largeur de bande du fournisseur d'accès à Internet (FAI) en Côte d'Ivoire a été augmentée de 10 à 15 Mb pour les connexions terrestres et une connexion terrestre séparée de 1,5 Mb a été installée entre Harper et le FAI. Les services Internet ont été perturbés en Côte d'Ivoire de février à juin 2011, à la suite de la crise postélectorale. Pendant cette période, l'accès à certains sites était limité en raison de la réduction de la largeur de bande. Le taux de disponibilité était de 99,5 % à vitesse réduite.

<i>Produit</i>	<i>Nombre prévu 2010/11</i>	<i>Nombre effectif 2010/11</i>
	Exploitation et entretien de 2 connexions Internet pour le Libéria et le sud-est du pays via le câble sous-marin à fibre optique en Côte d'Ivoire, assurant un taux de disponibilité de 99,5 %	Voir ci-dessus
	Exploitation et entretien des centres de données sur la disponibilité et le fonctionnement pour assurer un taux de disponibilité élevé (99,95 %)	Oui
	Exploitation et entretien du matériel informatique (1 127 ordinateurs portables, 1 107 ordinateurs de bureau, 95 serveurs, imprimantes, télécopieurs et expéditeurs numériques), dont 5 % seulement dépassent le seuil d'obsolescence	Exploitation et entretien du matériel informatique, dont 949 ordinateurs portables, 1 783 ordinateurs de bureau (y compris certains devant être passés par pertes et profits), 78 serveurs, 487 imprimantes en réseau, télécopieurs et expéditeurs numériques. Sur ce total, 8 % des ordinateurs (637), 38 % des imprimantes (246) et 39 % des serveurs (50) dépassent le seuil d'obsolescence depuis plus de quatre ans.
	Exploitation et entretien des services informatiques conformément aux pratiques de l'Information Technology Infrastructure Library (ITIL)	La Mission utilise trois cadres de gestion des services pour assurer que les services informatiques ont la qualité requise et sont fournis conformément à un accord de prestation de services approuvé.
En sus :	Vérification de plus de 18 000 éléments d'actif et de 100 % du matériel appartenant à l'ONU	L'inspection physique de l'ensemble du matériel appartenant à l'ONU a été réalisée à 100 % (18 667 éléments d'actif avaient été inspectés au 30 juin 2011).
Vérification de 100 % du matériel appartenant à l'ONU		
Entretien des bâtiments préfabriqués	980 logements préfabriqués appartenant à l'ONU (3 modulaires et 6 modulaires), 233 blocs sanitaires et 130 unités préfabriquées à cloisons modulaires	Entretien de 980 logements préfabriqués appartenant à l'ONU, 243 blocs sanitaires et 130 unités préfabriquées à cloisons modulaires, sur tous les sites de la MINUL au Libéria

Produits propres à la Mission, non standard ou spécialisés

<i>Produit</i>	<i>Prévu 2010/11</i>	<i>Effectif 2010/11</i>
Construction et démantèlement des camps	Démantèlement de 6 camps militaires conformément aux plans de réduction des effectifs. Les camps seront fermés durant l'exercice 2009/10 mais le démantèlement s'achèvera durant l'exercice 2010/11.	Oui

<i>Produit</i>	<i>Prévu 2010/11</i>	<i>Effectif 2010/11</i>
Installations et infrastructures	<p>Mise en place de services d'assainissement, y compris pour le traitement des eaux usées, le ramassage et l'évacuation des ordures, dans l'ensemble des 103 sites de la MINUL au Libéria</p> <p>Exploitation et entretien, sur 38 sites de la MINUL qui ne sont pas reliés au réseau public d'adduction d'eau et qui n'ont pas accès à des stations d'épuration appartenant aux contingents, de 41 stations d'épuration d'eau appartenant à l'ONU</p> <p>20 inspections par trimestre afin de vérifier le respect de la politique et des directives du Département des opérations de maintien de la paix en matière d'environnement qui s'appliquent aux missions des Nations Unies. Établissement de rapports d'évaluation des effets de la Mission sur l'environnement et des mesures correctives qu'elle a prises, en concertation avec le Gouvernement libérien</p> <p>Forage de 2 puits pour fournir de l'eau aux troupes</p>	<p>Oui</p> <p>43 stations d'épuration sur 48 sites de la MINUL ont été exploitées et entretenues.</p> <p>L'augmentation du nombre de stations est due à la prise en compte de 2 stations supplémentaires utilisées pour dessaler l'eau.</p> <p>Oui</p> <p>Oui</p>
Transports terrestres	Exploitation d'un service de navettes pour 1 000 passagers par jour, 5 jours par semaine et si nécessaire le week-end, pour le personnel civil, la police, les observateurs militaires et les officiers d'état-major des Nations Unies entre leurs lieux d'hébergement et les installations/locaux de la Mission	208 056 passagers dont le personnel recruté sur le plan international, le personnel recruté sur le plan national, les officiers d'état-major en poste au quartier général de la force, les contingents et la Police des Nations Unies ont été transportés.
Services à la garde mongole en Sierra Leone	Fourniture de services divers (restauration, ramassage des ordures, entretien, services de dédouanement et appui informatique), services de première nécessité et fournitures à l'appui de la garde mongole, pour un effectif moyen de 150 personnes, conformément au mémorandum d'accord entre la MINUL et le Tribunal spécial pour la Sierra Leone	La garde militaire déployée au Tribunal spécial pour la Sierra Leone a été rapatriée en mars 2011.
Information	Préparation et lancement d'une campagne d'information destinée à renforcer la stabilité des conditions de sécurité et à faire connaître et promouvoir les modifications apportées aux effectifs de la	<p>6 bulletins d'information quotidiens ont été produits.</p> <p>5 éditions hebdomadaires de <i>Coffee Break</i> ont été produites.</p>

Produit	Prévu 2010/11	Effectif 2010/11
	<p>MINUL : 6 bulletins d'information quotidiens sur Radio MINUL, 5 éditions hebdomadaires de <i>Coffee Break</i>, 3 messages radiophoniques hebdomadaires d'intérêt général, 52 conférences de presse hebdomadaires, 80 communiqués de presse, tournées trimestrielles des médias auprès des patrouilles militaires nocturnes et autres activités militaires de promotion et d'information organisées à l'intention des médias (6 journalistes libériens ou étrangers accompagnent des membres de la Police nationale libérienne et de la MINUL dans des patrouilles nocturnes), une exposition photographique, réalisation de magazines vidéo d'actualité et longs métrages diffusés sur 5 chaînes de télévision libériennes, représentations données par 14 troupes d'artistes interprètes traditionnels et distribution de 200 000 prospectus et 10 000 t-shirts dans les 15 comtés</p>	<p>3 messages radiophoniques hebdomadaires d'intérêt général ont été diffusés.</p> <p>37 communiqués de presse sur les futures élections au Libéria ont été rédigés.</p> <p>13 conférences de presse sur les travaux et le rôle de la Commission de la réforme législative ont été tenues.</p> <p>3 programmes vidéo sur la stabilité des conditions de sécurité ont été réalisés.</p> <p>12 groupes d'artistes interprètes traditionnels ont donné des représentations.</p> <p>5 000 t-shirts ont été distribués.</p> <p>100 000 prospectus ont été distribués.</p> <p>7 693 affiches</p> <p>Il n'y a eu ni exposition photographique sur les patrouilles nocturnes ni tournée des médias. La priorité a été donnée aux journalistes étrangers pour assurer la couverture des événements à l'extérieur du pays et, pour des raisons opérationnelles, les forces militaires et de police de la MINUL n'ont pas pu organiser les tournées.</p>
Consolidation de l'autorité de l'État dans tout le pays	<p>Préparation et lancement d'une campagne d'information visant à attirer l'attention du public sur l'importance de respecter la légalité et à faire connaître les améliorations apportées à la capacité opérationnelle et au matériel de la Police nationale libérienne, grâce à la distribution de 100 000 prospectus, 2 000 affiches et 5 000 t-shirts dans tous les comtés et à l'installation de 5 panneaux d'affichage dans le comté de Montserrado</p> <p>Préparation et diffusion d'émissions hebdomadaires de <i>Crime Watch</i> à Radio MINUL et de reportages radiophoniques périodiques en collaboration avec des radios locales</p>	<p>Une campagne d'information a été menée et des messages ont été rédigés et diffusés par l'intermédiaire de prospectus, d'affiches, de t-shirts et de panneaux d'affichage.</p> <p>2 émissions hebdomadaires de Radio MINUL consacrées à <i>Crime Watch</i> et Community Court ont été diffusées chaque semaine et retransmises à travers le pays sur les ondes des radios locales.</p>

<i>Produit</i>	<i>Prévu 2010/11</i>	<i>Effectif 2010/11</i>
Amélioration de la situation humanitaire au Libéria	Préparation et lancement d'une campagne d'information pour encourager les autorités locales et le public à participer activement aux activités de développement et de relèvement du pays : 14 troupes d'artistes interprètes traditionnels, distribution de 50 000 prospectus, 1 000 affiches et 5 000 t-shirts, et réalisation de 4 vidéos d'information	<p>181 200 prospectus ont été distribués.</p> <p>Le nombre plus élevé que prévu de prospectus s'explique par une diffusion facile et l'accueil favorable des groupes présents aux manifestations de sensibilisation et de la population locale.</p> <p>600 affiches ont été distribuées.</p> <p>Le nombre plus faible que prévu d'affiches résulte d'une production commune par thème.</p> <p>3 085 t-shirts ont été distribués.</p> <p>Le nombre plus faible que prévu de t-shirts s'explique par des retards de livraison.</p> <p>12 troupes d'artistes interprètes traditionnels ont donné des représentations.</p> <p>4 terminaux permettant la réalisation de vidéos d'information ont été installés.</p> <p>En outre :</p> <p>1 vidéo d'information a été diffusée à l'occasion de la Journée des droits de l'homme.</p> <p>2 750 bracelets ont été distribués.</p> <p>500 autocollants ont été distribués.</p> <p>20 médailles et un trophée ont été présentés pour la campagne baptisée « Run to Educate a Child ».</p> <p>7 programmes vidéo ont été réalisés sur les affaires humanitaires, la problématique hommes-femmes, la violence sexuelle et sexiste, le VIH/sida et les droits des femmes et des enfants.</p>
Progrès en ce qui concerne la réadaptation des personnes touchées par la guerre et leur réinsertion dans les communautés d'accueil	Préparation et lancement d'une campagne d'information en faveur de la conduite des élections au Libéria : conférences et communiqués de presse réguliers, 3 reportages quotidiens sur Radio MINUL et 13 bulletins d'information quotidiens, ainsi que 6 émissions hebdomadaires distinctes d'actualité et d'entretiens	<p>3 reportages quotidiens ont été diffusés sur Radio MINUL.</p> <p>13 bulletins d'information quotidiens ont été produits au total.</p> <p>6 émissions hebdomadaires distinctes d'actualité et d'entretiens ont été diffusées sur Radio MINUL.</p>

Produit

Prévu 2010/11

Effectif 2010/11

En outre :

6 magazines vidéo d'actualité et longs métrages ont été produits et diffusés.

4 numéros de *L'ONU fait le point* ont été publiés et des reportages ont été mis en ligne sur le site de la MINUL.

1 200 t-shirts, 4 ballons de football, 35 médailles et 1 trophée ont été donnés à des enfants et à des personnes handicapées à l'occasion de la célébration de la Journée des Nations Unies.

3 émissions hebdomadaires de *Dateline Liberia* ont été réalisées et diffusées.

5 émissions hebdomadaires de *Coffee Break* ont été réalisées et diffusées.

4 reportages vidéo ont été réalisés en vue d'appuyer la conduite des élections.

Lancement d'une campagne d'information à l'échelon national : distribution de 40 000 prospectus, de 1 000 affiches et de 5 000 t-shirts, 14 troupes d'artistes interprètes traditionnels, 6 bulletins d'information quotidiens, 3 et 5 émissions hebdomadaires de *Dateline Liberia* et *Coffee Break*, respectivement, conférences et communiqués de presse et publication, dans les numéros trimestriels de *Focus*, la revue de la MINUL, et sur le site Web, de reportages sur les projets de réinsertion menés à bien par la MINUL et l'équipe de pays des Nations Unies

40 000 prospectus,

5 000 t-shirts et

1 000 affiches

ont été distribués aux écoliers et aux personnes handicapées à l'occasion de la célébration de la Journée des Nations Unies et lors d'autres manifestations de sensibilisation.

4 numéros de *L'ONU fait le point* ont été publiés et des reportages ont été mis en ligne sur le site de la MINUL.

3 reportages quotidiens ont été diffusés sur Radio MINUL.

13 bulletins d'information quotidiens ont été produits au total.

6 émissions hebdomadaires distinctes d'actualité et d'entretiens ont été diffusées sur Radio MINUL.

3 émissions hebdomadaires de *Dateline Liberia* ont été réalisées et diffusées.

5 émissions hebdomadaires de *Coffee Break* ont été réalisées et diffusées.

Produit	Prévu 2010/11	Effectif 2010/11
	<p>Lancement d'une campagne d'information sur les droits fondamentaux, notamment ceux des femmes et des enfants, dans le cadre d'au moins 2 émissions hebdomadaires de <i>Coffee Break</i> et Youth FM sur Radio MINUL, et sur les violences sexuelles ou sexistes, y compris les viols, grâce à la diffusion de vidéos d'intérêt public sur l'exploitation et les abus sexuels, le viol et le VIH/sida, à la distribution de 100 000 prospectus, 10 000 affiches et 10 000 t-shirts, et à la sensibilisation du public par 14 troupes d'artistes interprètes traditionnels</p>	<p>181 200 prospectus et 600 affiches ont été diffusés.</p> <p>Le nombre plus faible que prévu des affiches résulte d'une production commune par thème.</p> <p>3 085 t-shirts ont été distribués.</p> <p>Le nombre plus faible que prévu de t-shirts s'explique par des retards de livraison.</p> <p>Les représentations de 12 troupes d'artistes interprètes traditionnels ont été radiodiffusées.</p> <p>2 émissions hebdomadaires de <i>Coffee Break</i> et Youth FM sur la violence sexuelle et sexiste ont été réalisées et diffusées.</p> <p>1 séance d'information vidéo s'est tenue à l'occasion de la Journée des droits de l'homme.</p> <p>7 programmes vidéo sur les affaires humanitaires, la problématique hommes-femmes, la violence sexuelle et sexiste, le VIH/sida et les droits des femmes et des enfants ont été diffusés.</p>
Services de sécurité	Services de sécurité assurés 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, aux 181 postes de garde dans toutes les installations de la MINUL situées dans les 15 comtés du Libéria	Oui
Protection rapprochée	Service de protection rapprochée 24 heures sur 24 pour 3 hauts responsables de la Mission et toutes les personnalités en visite ayant au moins rang de sous-secrétaire général	Oui
Plan de sécurité et évaluation des risques pour la sécurité	Mise à jour semestrielle du plan de sécurité et 2 procédures annuelles d'évaluation des risques pour la sécurité	Oui
Plan de coordination en cas d'urgence	Vérification, tous les ans, du plan de coordination en cas d'urgence de la Mission, notamment le système de gestion intégrée de la sécurité	Oui

<i>Produit</i>	<i>Prévu 2010/11</i>	<i>Effectif 2010/11</i>
Normes minimales de sécurité opérationnelle et normes minimales de sécurité opérationnelle applicables au domicile propres à chaque pays	Mise à jour annuelle de l'enquête sur les normes minimales de sécurité opérationnelle et les normes minimales de sécurité opérationnelle applicables au domicile propres à chaque pays	Oui
Programmes de formation en matière de sécurité	Programmes de formation en matière de sécurité à l'intention de 30 agents de sécurité recrutés sur le plan national et de 34 agents de sécurité recrutés sur le plan international, notamment en matière de protection et prévention incendie, de commandement des opérations et d'intervention de base, certification des formateurs au maniement de pistolets-mitrailleurs et de carabines M4, et recertification de formateurs au maniement des armes à feu	<p>34 pompiers ont été formés à la sécurité incendie et au commandement des opérations (2 agents recrutés sur le plan international et 32 agents recrutés sur le plan national).</p> <p>24 pompiers ont assisté à des cours de perfectionnement (ensemble des agents recrutés sur le plan national).</p> <p>65 agents de sécurité recrutés sur le plan international ont assisté à la formation de recertification au maniement du pistolet Glock 19.</p> <p>2 administrateurs du Groupe de l'information et de la coordination relatives à la sécurité ont assisté à la formation de recertification au maniement du pistolet Glock 19.</p> <p>1 administrateur du Groupe de l'information et de la coordination relatives à la sécurité a assisté à un cours de formation de formateurs dispensé par la société Incident Management Training Consortium.</p> <p>36 enquêteurs sur les questions de sécurité (20 membres du personnel recruté sur le plan international et 20 membres du personnel recruté sur le plan national) ont assisté à la formation portant sur les principes fondamentaux régissant les enquêtes sur les questions de sécurité</p> <p>1 membre du personnel recruté sur le plan international appartenant au Groupe de l'information et de la coordination relatives à la sécurité a assisté à des modules de formation aux enquêtes sur les cas de harcèlement sexuel à Nairobi, en novembre 2010.</p>

III. Exécution du budget

A. Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1^{er} juillet 2010 au 30 juin 2011.)

Catégorie de dépenses	Écarts			
	Montant alloué	Dépenses	Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4) = (3)/(1)
Militaires et personnel de police				
Observateurs militaires	6 996,7	7 567,6	(570,9)	(8,2)
Contingents	186 241,6	182 154,6	4 087,0	2,2
Police des Nations Unies	26 295,2	25 011,5	1 283,7	4,9
Unités de police constituées	19 379,8	18 349,8	1 030,0	5,3
Total partiel	238 913,3	233 083,5	5 829,8	2,4
Personnel civil				
Personnel recruté sur le plan international	92 674,6	83 983,9	8 690,7	9,4
Personnel recruté sur le plan national	18 381,5	16 688,7	1 692,8	9,2
Volontaires des Nations Unies	12 265,0	10 313,6	1 951,4	15,9
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	475,5	393,1	82,4	17,3
Total partiel	123 796,6	111 379,3	12 417,3	10,0
Dépenses opérationnelles				
Personnel fourni par des gouvernements	1 663,1	1 301,2	361,9	21,8
Observateurs électoraux civils	—	—	—	—
Consultants	1 295,0	904,1	390,9	30,2
Voyages	2 709,2	2 117,2	592,0	21,9
Installations et infrastructures	46 350,6	48 975,5	(2 624,9)	(5,7)
Transports terrestres	11 037,5	14 179,2	(3 141,7)	(28,5)
Transports aériens	60 236,5	64 541,5	(4 305,0)	(7,1)
Transports maritimes ou fluviaux	3 075,0	3 166,4	(91,4)	(3,0)
Communications	13 959,6	12 512,0	1 447,6	10,4
Informatique	3 900,7	4 639,1	(738,4)	(18,9)
Santé	10 454,2	7 448,4	3 005,8	28,8
Matériel spécial	2 180,8	2 120,9	59,9	2,7
Fournitures, services et matériel divers	3 427,9	4 839,9	(1 412,0)	(41,2)
Projets à effet rapide	1 000,0	1 000,0	—	—
Total partiel	161 290,1	167 745,4	(6 455,3)	(4,0)
Total brut	524 000,0	512 208,2	11 791,8	2,3

Catégorie de dépenses	Montant alloué (1)	Dépenses (2)	Écarts	
			Montant (3) = (1) - (2)	Pourcentage (4) = (3)/(1)
Recettes provenant des contributions du personnel	12 805,2	12 114,2	691,0	5,4
Total net	511 194,8	500 094,0	11 100,8	2,2
Contributions volontaires en nature (budgétisées) ^a	52,8	52,8	–	–
Total	524 052,8	512 261,0	11 791,8	2,3

^a Dont 52 800 dollars du Gouvernement allemand.

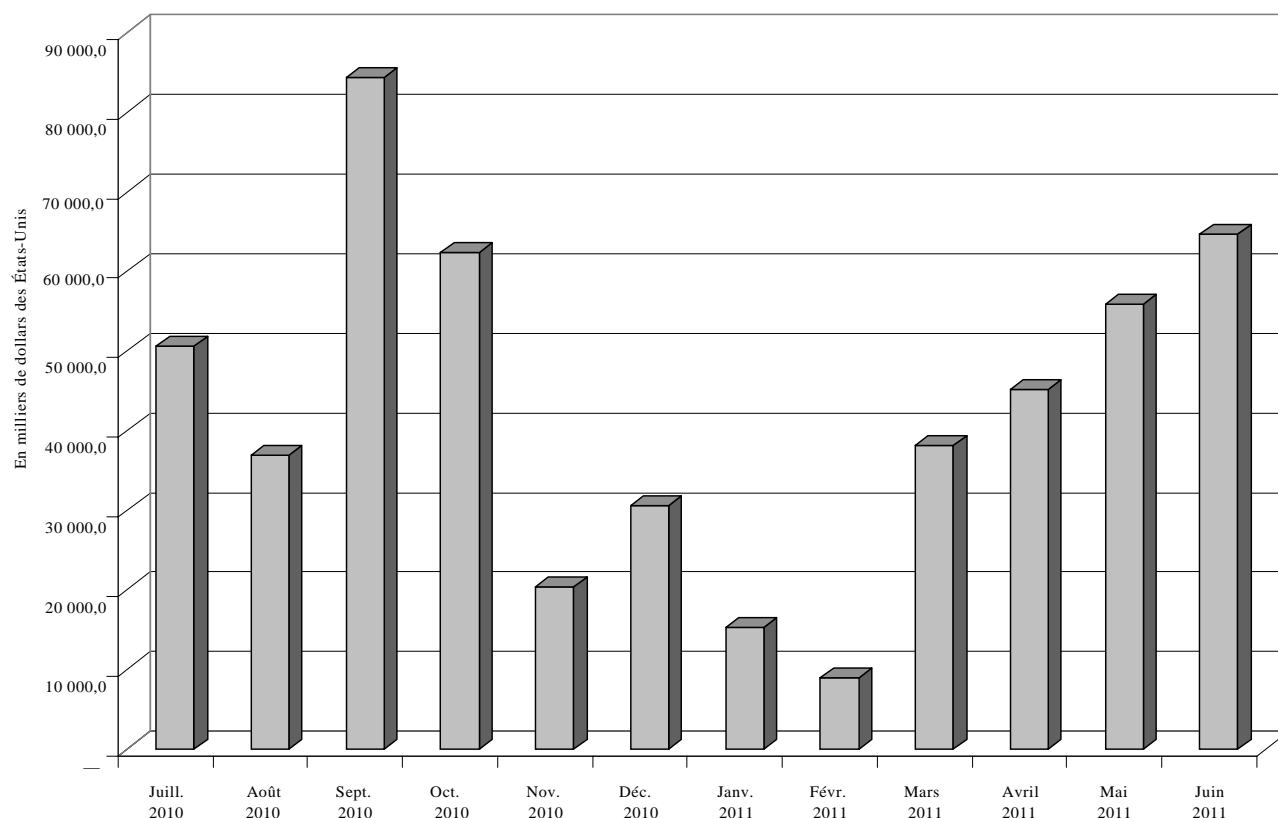
B. Récapitulatif des réaffectations de ressources

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie	Appropriation		
	Répartition initiale du montant approuvé	Montants réaffectés	Répartition révisée
I. Militaires et personnel de police	238 913,3	(1 168,0)	237 745,3
II. Personnel civil	123 796,6	(8 460,0)	115 336,6
III. Dépenses opérationnelles	161 290,1	9 628,0	170 918,1
Total	524 000,0	–	524 000,0
Pourcentage de réaffectation			1,8

43. Des crédits ont été réaffectés durant l'exercice considéré afin de couvrir les dépassements dus à la hausse des prix des carburants et les coûts additionnels des mesures de sécurité applicables au domicile des observateurs militaires, des officiers d'état-major au siège de la force et des membres de la Police des Nations Unies. Des crédits ont également été réaffectés afin de faire face aux surcoûts liés à la location et l'exploitation des hélicoptères de la Mission, à l'achat de matériel de communication et d'informatique et aux frais de transport de matériel de la MINURCAT, et de couvrir les pertes de change dues aux fluctuations des taux de change.

C. Évolution des dépenses mensuelles



44. Les mois de septembre et octobre 2010 et d'avril, mai et juin 2011 ont été marqués par une augmentation des dépenses, qui s'explique par la comptabilisation des obligations et des décaissements au titre du remboursement des services rendus et du matériel utilisé par les contingents et les unités de police constituées des pays fournissant des contingents. En mars 2011, des dépenses ont été faites pour la location des moyens aériens de la Mission et l'achat de kérosène et de carburant pour les groupes électrogènes.

D. Autres recettes et ajustements

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Montant</i>
Intérêts créditeurs	2 733,1
Recettes diverses ou accessoires	2 074,6
Contributions volontaires en espèces	—
Ajustements sur exercices antérieurs	—
Annulation d'engagements d'exercices antérieurs	5 710,8

<i>Catégorie</i>	<i>Montant</i>
Total	10 518,5

E. Dépenses relatives au matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Montant</i>
Matériel majeur	
Contingents	31 553,7
Unités de police constituées	3 822,1
Total partiel	35 375,8
Soutien logistique autonome	
Installations et infrastructures	17 020,9
Communications	6 478,6
Santé	6 523,1
Matériel spécial	2 120,9
Total partiel	32 143,5
Total	67 519,3

<i>Facteurs approuvés pour la Mission</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Date d'entrée en vigueur</i>	<i>Date du dernier examen</i>
A. Facteurs applicables à la zone de la Mission			
Contraintes du milieu	1,8	1 ^{er} novembre 2008	Septembre/octobre 2008
Usage opérationnel intensif	1,3	1 ^{er} novembre 2008	Septembre/octobre 2008
Actes d'hostilité ou abandon forcé	0,6	1 ^{er} novembre 2008	Septembre/octobre 2008
B. Facteurs applicables aux pays d'origine			
Différentiel de transport	0,0-5,0		

IV. Analyse des écarts¹

	<i>Écart</i>
Observateurs militaires	(570,9) (8,2 %)

¹ Le montant des écarts est exprimé en milliers de dollars des États-Unis. Les écarts sont analysés lorsqu'ils atteignent au moins ± 5 % ou 100 000 dollars.

45. L'écart s'explique principalement par des dépenses plus élevées que prévu au titre de l'indemnité de subsistance (missions), découlant du fait que le taux de vacance de postes effectif (0,8 %) a été inférieur à celui prévu au budget (5 %) en raison des chevauchements survenus au moment de la relève. Le dépassement est partiellement compensé par une réduction du coût des voyages de relève due au prix avantageux des billets d'avion (4 952 dollars l'aller-retour au lieu de 5 609 dollars prévu au budget). Par ailleurs, aucune demande d'indemnisation en cas de décès ou d'invalidité n'a été reçue pour l'exercice.

	<i>Écart</i>	
Contingents	4 087,0	2,2 %

46. L'écart s'explique principalement par des dépenses moins élevées que prévu en ce qui concerne : a) les voyages occasionnés par la relève des contingents, en raison de la réduction du nombre de relèves durant l'exercice et de la possibilité de bénéfices de prix avantageux sur des vols charter; b) l'indemnité de subsistance (missions), du fait que les officiers d'état-major au siège de la force ont été en moyenne moins nombreux que prévu (84, contre 105 prévus); c) les rations, le taux de change moyen ayant été de 0,741 euro pour un dollar des États-Unis, contre 0,7 euro prévu au budget; et d) le matériel majeur appartenant aux contingents, en raison du non-déploiement et de l'indisponibilité du matériel.

47. La sous-utilisation des crédits a été en partie contrebalancée par des dépenses plus élevées que prévu au titre : a) des remboursements aux gouvernements aux taux standard, le taux effectif de vacance de postes (1,1 %) ayant été inférieur à celui prévu au budget (2 %); b) de l'indemnisation en cas de décès ou d'invalidité, en raison d'un nombre accru de demandes; et c) du fret du matériel appartenant aux contingents, en raison du rapatriement des membres de la garde militaire déployée au Tribunal spécial pour la Sierra Leone en mars 2011.

	<i>Écart</i>	
Police des Nations Unies	1 283,7	4,9 %

48. L'écart s'explique principalement par des dépenses moins élevées que prévu au titre : a) de l'indemnité de subsistance (missions), le taux effectif de vacance de postes (6,2 %) ayant été supérieur à celui prévu au budget (5 %); b) des voyages à l'occasion de la relève, en raison du prix avantageux des billets d'avion (5 283 dollars en moyenne pour l'aller-retour contre 5 510 dollars prévu au budget); et c) des demandes d'indemnisation en cas de décès ou d'invalidité, celles-ci ayant été moins nombreuses que prévu.

	<i>Écart</i>	
Unités de police constituées	1 030,0	5,3 %

49. L'écart s'explique principalement par des dépenses moins élevées que prévu au titre : a) des voyages occasionnés par la relève, en raison de l'utilisation d'un même charter pour la relève de plusieurs contingents; b) des rations, le taux de change moyen ayant été de 0,741 euro pour un dollar des États-Unis, contre 0,7 euro par

dollar prévu au budget; et c) du matériel majeur appartenant aux contingents, en raison du non-déploiement et de l'indisponibilité du matériel.

	<i>Écart</i>	
Personnel recruté sur le plan international	8 690,7	9,4 %

50. L'écart s'explique principalement par : a) l'arrêt du paiement de la prime de risque dans toute la zone de la Mission, à compter du 1^{er} septembre 2010; et b) un taux effectif de vacance de postes (17,2 %) supérieur à celui prévu au budget (15 %), qui a entraîné une diminution des dépenses au titre des traitements et dépenses connexes. La sous-utilisation des crédits a été partiellement contrebalancée par le versement de l'indemnité de subsistance (missions) au titre des prestations auxquelles ont droit les agents du Service mobile.

	<i>Écart</i>	
Personnel recruté sur le plan national	1 692,8	9,2 %

51. L'écart s'explique principalement par a) des dépenses inférieures aux prévisions concernant les traitements du personnel recruté sur le plan national, 61,4 % des agents des services généraux recrutés sur le plan national l'ayant été à une classe et un échelon inférieurs à ce qui était prévu au budget (G-3 10); et b) l'arrêt du paiement de la prime de risque dans toute la zone de la Mission, à compter du 1^{er} septembre 2010. La sous-utilisation des crédits a été partiellement contrebalancée par a) des dépenses communes de personnel plus élevées que prévu, en particulier en ce qui concerne le paiement de l'indemnité pour charges de famille conformément à la résolution 63/250 de l'Assemblée générale relative à la gestion des ressources humaines, et b) le paiement d'heures supplémentaires aux techniciens chargés de l'entretien des groupes électrogènes de la Mission et au personnel chargé d'assurer en permanence la sécurité des locaux de l'ONU.

	<i>Écart</i>	
Volontaires des Nations Unies	1 951,4	15,9 %

52. L'écart s'explique principalement par : a) un taux de vacance de postes effectif (9,3 %) plus élevé que celui prévu au budget (5 %), et b) l'arrêt du paiement de la prime de risque dans toute la zone de la Mission, à compter du 1^{er} septembre 2010.

	<i>Écart</i>	
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	82,4	17,3 %

53. L'écart s'explique principalement par : a) l'arrêt du paiement de la prime de risque dans toute la zone de la Mission, à compter du 1^{er} septembre 2010, et b) la non-utilisation des crédits prévus pour le remplacement de membres du personnel recruté sur le plan national en congé de courte durée, partiellement compensé par des dépenses communes plus élevées que prévu au titre du personnel recruté sur le plan international, s'agissant du paiement de l'indemnité pour charges de famille,

conformément à la résolution 63/250 de l'Assemblée générale relative à la gestion des ressources humaines.

	<i>Écart</i>	
Personnel fourni par des gouvernements	361,9	21,8 %

54. L'écart s'explique par un taux de vacance de postes effectif (12,5 %) plus élevé que celui prévu au budget (5 %), conjugué à une durée d'affectation plus longue que prévu pour de nombreux spécialistes des questions pénitentiaires, si bien que les frais de voyage ont été inférieurs aux prévisions.

	<i>Écart</i>	
Consultants	390,9	30,2 %

55. L'écart s'explique principalement par des dépenses inférieures aux prévisions concernant le recours à des services de consultants à des fins autres que la formation, du fait que : a) les services de consultation sur le VIH/sida ont été fournis par le personnel recruté sur le plan national et non pas par un consultant national; b) l'étude préliminaire de l'environnement politique et du système électoral au Libéria est conduite par le PNUD en tant qu'institution pilote et non par un consultant recruté sur le plan international par la Mission; c) le recours à des services de consultants porte sur des périodes moins longues et que certaines activités relatives aux droits de l'homme ne sont pas mises en œuvre en raison de la rotation des effectifs.

56. En ce qui concerne les formateurs, les dépenses ont été inférieures aux prévisions du fait que : a) les honoraires de consultants pour la formation aux produits dangereux et à la gestion des risques opérationnels ont été inférieurs aux prévisions; b) certaines formations internes prévues dans le domaine des communications et des technologies de l'information ont été annulées pour diverses raisons, notamment l'établissement d'un accord de soutien avec un fournisseur, qui a réduit la nécessité de faire appel à des consultants; et c) la Mission a eu recours à du personnel des Nations Unies pour assurer la formation, en lieu et place de consultants.

	<i>Écart</i>	
Voyages	592,0	21,9 %

57. L'écart s'explique principalement par des dépenses inférieures aux prévisions en raison : a) de la tenue d'un plus grand nombre de réunions dans les comtés, où l'indemnité journalière de subsistance était moins élevée qu'à Monrovia; b) du rapatriement de la garde militaire déployée au Tribunal spécial pour la Sierra Leone, ce qui a permis de réduire la fréquence des déplacements de personnel militaire et civil en Sierra Leone; et c) d'une réduction des besoins d'appui administratif et technique s'agissant des troupes de la MINUL déployées à titre temporaire en Côte d'Ivoire.

	<i>Écart</i>	
Installations et infrastructures	(2 624,9)	(5,7 %)

58. L'écart s'explique par des dépenses plus élevées que prévu pour : a) les carburants, et lubrifiants, du fait que le prix du diesel a été plus élevé que prévu (0,78 dollar le litre en moyenne contre 0,57 prévu au budget); b) les pièces détachées et les fournitures, du fait que les coûts d'entretien ont été plus élevés que prévu, une grande partie du matériel et des installations de la MINUL étant vétuste et ayant dépassé sa durée de vie utile, qu'il a fallu rénover les routes secondaires endommagées par les fortes pluies, et que le prix de certains biens tels que les câbles a augmenté; c) les services de sécurité, en raison du surcoût des mesures de sécurité applicables au domicile des observateurs militaires, des officiers d'état-major au siège de la force, des membres de la Police des Nations Unies et des spécialistes des questions pénitentiaires; d) le matériel de purification de l'eau, parce qu'il a fallu acheter deux stations d'épuration d'eau, afin d'atténuer tout impact négatif sur l'environnement; e) les citernes à eau et les fosses septiques, en raison du besoin accru de fosses septiques dans le cadre du plan de limitation des effets sur l'environnement mis en œuvre par la Mission; f) le matériel de défense des périmètres pour les camps et les structures de sécurité, pour assurer la conformité avec les normes minimales de sécurité opérationnelle; g) les services de construction, du fait que les coûts de rénovation et de construction de camps ont été plus élevés que prévu et qu'il a fallu forer quatre puits au lieu de deux; et h) l'acquisition de davantage de mobilier de bureau, à un prix unitaire plus élevé que prévu, pour remplacer le mobilier vétuste et endommagé.

59. Le dépassement a été partiellement compensé par la sous-utilisation des crédits prévus au titre : a) du soutien logistique autonome, car certains contingents n'étaient pas entièrement autonomes; b) des groupes électrogènes, en raison du transfert de groupes électrogènes de la MINURCAT; c) des services d'entretien, du fait que certains contrats de prestation de services ont été renouvelés tardivement et que d'autres ne l'ont pas été, notamment en ce qui concerne les membres de la garde militaire déployée au Tribunal spécial pour la Sierra Leone, et que les coûts d'entretien des groupes électrogènes prévus dans le nouveau contrat étaient moins élevés; et d) des installations préfabriquées, en raison du transfert de conteneurs préfabriqués de la MINURCAT.

	<i>Écart</i>	
Transports terrestres	(3 141,7)	(28,5 %)

60. L'écart enregistré à cette rubrique s'explique par des dépenses plus élevées que prévu pour : a) les carburants et lubrifiants, le prix réel du diesel ayant été plus élevé que prévu (en moyenne 0,78 dollar le litre au lieu de 0,57 prévu au budget); b) les pièces détachées, en raison de la hausse des prix du marché; et c) l'entretien des véhicules de la Mission, qui sont vétustes. Ce dépassement a été partiellement compensé par des dépenses inférieures aux prévisions pour l'achat de véhicules, en raison du transfert de véhicules de la MINURCAT et de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie).

	<i>Écart</i>	
Transports aériens	(4 305,0)	7,1 %

61. L'écart s'explique principalement par des dépenses plus élevées que prévu pour : a) les carburants et lubrifiants, le prix réel du carburant d'aviation ayant été plus élevé que prévu (en moyenne 1,02 dollar le litre au lieu de 0,706 dollar prévu au budget); b) la location et l'exploitation des hélicoptères de la Mission, qui a dû louer temporairement deux hélicoptères commerciaux pour remplacer deux hélicoptères militaires déployés à titre temporaire en Côte d'Ivoire; et c) la comptabilisation de dépenses concernant les transports aériens, les droits d'atterrissage et la manutention au sol au titre de l'exercice 2009/10 au cours de l'exercice 2010/11, en raison de la présentation tardive des factures. Ce dépassement a été partiellement contrebalancé par des dépenses moins élevées que prévu pour la location et l'exploitation des avions de la Mission, le coût de l'heure de vol étant moins élevé dans le nouveau contrat qui a pris effet en octobre 2010.

	<i>Écart</i>	
Communications	1 447,6	10,4 %

62. L'écart enregistré à cette rubrique s'explique par des dépenses moins élevées que prévu pour : a) le soutien logistique autonome, car certains contingents n'étaient pas entièrement autonomes; b) les communications par réseaux commerciaux, en raison de coûts moins élevés que prévu concernant le Service de l'Internet aux termes d'un nouveau contrat, conjugué à une interruption de 5 mois de l'accès à Internet à haut débit en Côte d'Ivoire; et c) les services d'information, en raison de la baisse des coûts de diffusion de vidéos sur les stations locales et de production de programmes d'information dans les comtés, suite à la réduction du nombre de stations de radio locales actives. La sous-utilisation des crédits a été partiellement contrebalancée par des dépenses plus élevées que prévu au titre : a) du matériel de communication, un fournisseur ayant cessé de produire et d'assurer l'appui technique des radios analogiques, à la suite de quoi la Mission a adopté des systèmes numériques plus fiables et dont le fournisseur assure aussi l'appui technique; et b) des pièces détachées, du fait que le matériel de communication de la Mission, qui est vétuste et dont une partie a été sévèrement endommagée par la foudre, nécessite de plus en plus d'entretien et de réparations.

	<i>Écart</i>	
Informatique	(738,4)	(18,9 %)

63. L'écart s'explique par : a) des dépenses plus élevées que prévu au titre du matériel informatique, liées au remplacement des ordinateurs et des écrans vétustes qu'il aurait coûté plus cher de réparer; et b) une utilisation accrue de pièces détachées et de fournitures requises pour l'entretien du matériel vétuste de la Mission. Ce dépassement a été partiellement contrebalancé par des dépenses inférieures aux prévisions concernant les services informatiques, en raison du déploiement tardif de personnel d'appui par le prestataire de services.

	<i>Écart</i>	
Santé	3 005,8	28,8 %

64. L'écart s'explique essentiellement par des dépenses moins élevées que prévu au titre : a) du soutien logistique autonome, une partie du matériel ayant été immobilisé ou n'ayant pas été déployé; et b) des fournitures médicales, en raison de l'utilisation des stocks existants. La sous-utilisation des crédits a été partiellement contrebalancée par un dépassement de crédits résultant du fait que davantage de militaires que prévu ont été renvoyés vers des hôpitaux de niveau IV et V.

	<i>Écart</i>	
Fournitures, services et matériel divers	(1 412,0)	(41,2 %)

65. L'écart s'explique par : a) des dépenses supérieures aux prévisions pour les frais de transport de matériel de la MINURCAT et de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie); et b) des pertes de change, en raison de la fluctuation des taux de change entre le dollar des États-Unis et les autres monnaies. Ce dépassement a été partiellement compensé par des dépenses moins importantes que prévu pour l'achat d'uniformes, de drapeaux et d'autocollants, en raison de l'utilisation des stocks existants.

V. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre

66. En ce qui concerne le financement de la MINUL, il conviendrait que l'Assemblée générale :

a) Se prononce sur l'affectation du solde inutilisé de 11 791 800 dollars pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2010 au 30 juin 2011;

b) Se prononce sur l'affectation du montant de 10 518 500 dollars correspondant aux autres recettes de l'exercice clos le 30 juin 2011 et provenant des intérêts créditeurs (2 733 100 dollars), des recettes diverses ou accessoires (2 074 600 dollars) et de l'annulation d'engagements d'exercices antérieurs (5 710 800 dollars).